
LA DÉMOCRATIE,
LES ORIGINES ATHÉNIENNES, LA CRISE BOURGEOISE,
LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

<i>INTRODUCTION : LA DÉMOCRATIE EN CRISE ?</i>	<i>page 2</i>
LA VIE POLITIQUE DES SOCIÉTÉS PREMIÈRES	page 3
LA NAISSANCE DE L'ÉTAT ATHÉNIEN	page 7
ATHÈNES : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, TIRAGE AU SORT, ROTATION DES POSTES	page 9
LA DÉMOCRATIE INCOMPATIBLE AVEC LES EXPERTS	page 13
POUR ATHÈNES, L'ÉLECTION EST LE MOINS DÉMOCRATIQUE DES PROCÉDÉS	page 15
DU TIRAGE AU SORT ATHÉNIEN À L'ÉLECTION EN RÉPUBLIQUE	page 16
ANGLETERRE, ÉTATS-UNIS, FRANCE : LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE NAÎT DE LA RÉVOLUTION BOURGEOISE	page 18
LE MYTHE DU SUFFRAGE UNIVERSEL	page 23
UN ESSAI D'HISTOIRE DU SUFFRAGE UNIVERSEL	page 25
L'ARGENT, AU CŒUR DE LEUR DÉMOCRATIE	page 30
LES TECHNIQUES ÉLECTORALES POUR UN CONTRÔLE SOCIAL	page 33
LA PARTICIPATION ÉLECTORALE : ÉLECTIONS, PIÈGE À ... ?	page 37
LA CRISE DE L'ABSTENTION	page 40
LA CRISE DES PARTIS DE MASSE	page 43
LA SOLUTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE	page 47
LA CRISE DÉMOCRATIQUE EN EUROPE DE L'EST	page 52
LES POPULISMES	page 56
QUAND LE POPULISME SERT LA POPULATION	page 65
POPULISME DE GAUCHE, THÉORIE ET CRITIQUE	page 67
<i>BILAN D'ÉTAPE</i>	<i>page 71</i>
POURQUOI LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE PEUT VERSER DANS LA DICTATURE	page 75
LA DÉMOCRATIE SELON LA CLASSE SOCIALE :	
LA COMMUNE DE PARIS	page 79
LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE, L'EXEMPLE DU COMITÉ DE GRÈVE DE RENAULT TURQUIE 2015	page 82
EN PRÉALABLE À LA RÉVOLUTION RUSSE,	
LA « DÉMOCRATIE TOTALE » DES MASSES EN ACTION	page 87
RUSSIE 1905, LA DÉMOCRATIE DES PREMIERS SOVIETS	page 91
FEVRIER 1917, LE FOISONNEMENT DES SOVIETS ET LEURS MANQUEMENTS DÉMOCRATIQUES	page 94
LES COMITÉS D'USINE, LES COMITÉS DE QUARTIER,	
LA GARDE ROUGE : LA DÉMOCRATIE SPONTANÉE	page 103
OCTOBRE 1917, UNE PRISE DE POUVOIR DÉMOCRATIQUE	page 106
LA BUREAUCRATISATION ET SES RACINES	page 108
EN CONCLUSION	page 112
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	<i>page 114</i>

INTRODUCTION : LA DÉMOCRATIE EN CRISE ?

Les commentateurs professionnels du système, journalistes, éditorialistes, philosophes, politologues ne cessent plus de le répéter : la démocratie, le meilleur des systèmes, celui qui est censé donner l'exemple, et qui a fait des pays comme les États-Unis ou la France, la démocratie donc est en crise. Les signes principaux en sont l'effondrement des grands partis traditionnels à la fois à droite et à gauche - par exemple en France en 2017 -, mais aussi le rejet de la politique voulue par les classes dirigeantes éclairées (le Brexit, le départ de l'Europe de la Grande-Bretagne) ou encore l'élection de régimes que les mêmes commentateurs qualifient de populistes, en Hongrie, en Pologne, en Inde, aux États-Unis.

Dans les années 1980, la même démocratie, française, américaine ou britannique, était tout au contraire à son apogée. Les défenseurs idéologiques du système capitaliste avaient même fait de la démocratie le meilleur outil dans la bataille idéologique qui les opposait à l'époque au camp dit « soviétique » : l'URSS, plus grand pays du monde et seconde puissance économique mondiale, l'Europe de l'Est, et un certain nombre de régimes dans le Tiers-Monde plus ou moins alliés avec eux. Alors que l'URSS se vantait d'avoir développé un système social avancé, pas ou peu de chômage, des salaires décents, un système de santé ouvert à toute la population, etc., l'Occident capitaliste contre-attaquait sur le plan des libertés politiques : seul son système permettait l'expression et l'arrivée au pouvoir des diverses oppositions, seul son système offre la liberté. Le système soviétique, par contre, n'était qu'un « totalitarisme » obligeant à une seule et unique pensée.

Quasiment rien n'a changé dans les différents fonctionnements de la démocratie américaine, ou de la démocratie française, entre ces années d'existence de l'URSS et aujourd'hui. Ce qui a changé, si changement il y a eu, c'est la manière dont ces systèmes sont acceptés, reconnus, et dans quelle mesure les populations y croient et y participent ou pas. Effectivement, les chiffres, comme ceux de la participation aux élections, semblent bien indiquer une désaffection de plus en plus prononcée.

Une bonne partie de ceux qui, aujourd'hui, dénoncent le « populisme » font en réalité un reproche plus ou moins clair au peuple. Cet ignare, ce mal éduqué, ce peu civilisé, se laisse embringer par des gens également peu civilisés. Voilà l'explication de la crise actuelle de la démocratie, pour ceux que l'on peut qualifier de droite. Pour ces gens-là, la démocratie en tant que telle n'est pas en cause. C'est le peuple, à qui l'on a donné de la confiture aux cochons, qui ne sait pas s'en servir.

Un autre courant de pensée existe, que l'on peut dire de gauche. Lui, évite de s'en prendre au peuple. Il cherche plutôt à remettre en cause, non pas le fondement du système démocratique bourgeois, mais un certain nombre de ses aspects, en cherchant la manière dont on pourrait le rendre plus attrayant, plus vivant ; c'est dans cette tendance que l'on trouvera par exemple les partisans du non cumul des mandats (le fait d'être à la fois député et maire, par exemple).

Nous verrons plus loin et plus en détail ce que ces gens proposent. Mais disons déjà que si tout le monde ou presque nous dit que le système démocratique est en crise, personne, hormis à l'extrême gauche, ne le remet en cause profondément.

Ici, nous allons commencer par regarder d'où vient ce système, sur quelles idées et sur quelles pratiques il s'est fondé, à commencer par Athènes. Et nous allons avoir une surprise très intéressante : la démocratie que nous connaissons et que l'on nous présente comme la fille de la fameuse démocratie athénienne, n'a en réalité rien à voir avec elle. Car la démocratie athénienne avait toute une série de qualités autrement plus démocratiques.

S'il fallait faire une histoire de la démocratie, il nous faudrait remonter aux premières sociétés humaines, avant la mise en place de l'État. C'est un sujet que nous avons déjà abordé ailleurs. Nous savons que ce qui y est de règle, c'est que les décisions sont prises en assemblée ouverte à tous (même si certaines catégories peuvent être exclues du pouvoir de décision), que la décision est directe et collective, que la discussion ne cherche pas à aboutir à une majorité mais à une unanimité, quitte à reporter la décision lorsque l'on n'y aboutit pas. Et nous savons enfin qu'il est effectivement possible, dans ces sociétés, d'avoir un fonctionnement qui recherche l'unanimité, parce que cette société n'est pas divisée en classes sociales antagonistes, aux intérêts contraires.

Nous allons donc débiter ici notre examen de l'histoire de la démocratie par les sociétés avec État. Mais nous risquons d'être un peu étonnés par certains événements, si on oublie, justement, que peu auparavant, et donc encore dans la mémoire populaire, l'on a vécu avec un fonctionnement sans État. La vie sans État a largement imprégné la société au cours de périodes dont on sait qu'elles ont été extrêmement longues.

Aujourd'hui, nous vivons depuis 2500 ans sous la coupe d'un État, appareil de la classe dominante, qui a réussi à effacer la grande majorité des traces du fonctionnement de la vie démocratique de la société sans État. Mais quelques années ou quelques décennies après son apparition, il restait dans les mémoires et les réflexes d'innombrables traces de la démocratie primitive, que l'État ne pouvait effacer d'un coup de baguette magique.

LA VIE POLITIQUE DES SOCIÉTÉS PREMIÈRES

Il est courant de penser que les sociétés primitives sont, ou ont été, des sociétés sans vie politique. On imagine que celle-ci est apparue avec la naissance des prémices de l'État, avec l'instauration de grands chefs, des premiers rois, bref, d'un pouvoir d'une caste qui instaure une autorité sur le reste de la société et qui s'impose à elle. Cette vision est celle qui a longtemps régné pour imaginer l'apparition de la civilisation.

Mais les études ethnographiques des sociétés appelées aujourd'hui premières a montré, sur des centaines d'exemples, que cette vision est absolument fausse. Les sociétés premières ont bel et bien une vie politique, une manière de se gouverner, de décider ses propres lois, de les faire appliquer, de les sanctionner lorsqu'elles sont trahies de manière grave.

Si l'on a mis assez longtemps pour réaliser cette existence, c'est qu'elle procède d'une manière qui n'a rien à voir avec ce que nous pouvons connaître de nos jours. Car cette

manière de faire a pu paraître si étrange que l'on a d'abord préféré considérer que, de vie politique, ces sociétés n'en avaient pas du tout.

L'anthropologue et ethnologue Pierre Clastres (1934-1977), qui a étudié les sociétés indiennes d'Amazonie, écrit : *« Si les sociétés primitives sont des sociétés sans État, c'est non point par incapacité congénitale à atteindre l'âge adulte que marquerait la présence de l'État, mais bien par refus de cette institution. Elles ignorent l'État parce qu'elles n'en veulent pas, la tribu maintient dans la disjonction chefferie et pouvoir parce qu'elle ne veut pas que le chef en devienne le détenteur, elle refuse que le chef soit le chef. (...) Le refus de la relation de pouvoir, le refus d'obéir, ne sont nullement, comme le crurent missionnaires et voyageurs, un trait de caractère des sauvages, mais l'effet au niveau individuel du fonctionnement des machines sociales, le résultat d'une action et d'une décision collective. »*

Les sociétés premières se donnent des chefs, ou des experts, en tel ou tel domaine, médecine, guerre, religion, diplomatie. Mais elles limitent très étroitement les possibilités de ces chefs, pour qu'ils ne jouent pas au chef. Leur rôle doit s'en tenir à ce que souhaite et décide la communauté, ils sont à leur service. Et il n'est pas question de laisser les choses s'inverser, et que tel ou tel chef use de ses prérogatives pour mettre la société à son service. *« Lorsqu'un chef veut faire le chef, on l'exclut de la société en l'abandonnant. S'il insiste, on peut aller jusqu'à le tuer : exclusion totale, conjuration radicale. »* (Clastres).

Avant de se décider à éliminer le chef qui tente d'inverser les rôles, de prendre le pouvoir qu'a sur lui la société, cette société première se donne les moyens de contrôler le chef, d'avoir un pouvoir sur lieu. *« Dans nos pays, explique Clastres, c'est le contraire : c'est la société qui a des obligations par rapport à celui qui commande, alors que le chef n'en a aucune. (...) Etre chef (dans la société primitive) ça veut dire faire des discours, pour ne rien dire (si ont veut dire ça de manière ramassée), et travailler un peu plus que les autres. Lorsque je dis que dans la société primitive le chef est le seul à avoir des obligations par rapport à la société, on peut le prendre au pied de la lettre : c'est vrai. »*

Et pour commencer, pour bien montrer au chef qu'il n'a aucun droit sur nous, on ne montre pas qu'on l'écoute avec respect ou avec humilité. On fait même semblant de ne pas vraiment l'écouter. *« Non, il n'y a aucune obligation, nous dit Clastres. Si on était obligé de l'entendre, là, il y aurait une loi ; on aurait déjà basculé de l'autre côté. Il n'y a aucune obligation dans les sociétés primitives, du moins dans les rapports société/chefferie. Le seul qui ait des obligations, c'est le chef. C'est-à-dire que c'est rigoureusement le contraire, le renversement total de ce qui se passe dans les sociétés où il y a l'Etat. »* Et l'obligation la plus répandue, c'est que le chef se doit d'être dispendieux, qu'il offre une part de ce qu'il a, de ses objets personnels, outre bien entendu qu'il doit faire son travail dans son domaine de chef. Ce qui l'oblige à travailler plus que les autres.

La société a besoin de se doter d'un chef parce que c'est son rôle que de figurer – et non pas représenter, au sens démocratique moderne – la collectivité. *« Une société qui n'aurait pas de leader, de type qui parle, serait incomplète, au sens où il faut que la figure du pouvoir possible (c'est-à-dire ce que la société veut empêcher), le lieu du pouvoir, ne soit pas perdu. Il faut que ce lieu soit défini. Il faut quelqu'un dont on puisse dire : "Voilà, le chef c'est lui, et c'est précisément lui qu'on empêchera d'être chef." (...) Si le lieu de pouvoir est vide, alors peut-être n'importe quel zigoto va arriver de n'importe où et dire : "C'est moi le chef, je commande." »*

« Donc, au-delà des fonctions quotidiennes que remplit le chef, que sont ses fonctions presque professionnelles (faire des discours, servir de porte-parole dans les relations avec les autres groupes, organiser des fêtes, lancer des invitations), il y a une fonction structurale, au sens où cela fait partie de la structure même de la machine sociale », explique Clastres. « La machine sociale primitive fonctionne bien, si elle a, je ne sais pas trop comment dire, un porte-parole. le chef est d'abord un porte-parole, au sens propre. Dans les relations inter-tribales ou inter-communautaires, il est évident que tout le monde ne va pas parler à la fois, parce que, sinon on n'entend plus rien. »

Nous avons tous en tête l'image de chefs indiens héritée des westerns nord-américains. Cette image, Clastres tient à la corriger : « (Geronimo) ce n'était pas un chef au sens institutionnel ; c'était un chef de guerre et il était connu comme tel à cause de sa compétence technique. C'était un technicien de la guerre, un spécialiste. Alors, quand on avait besoin de lui, on l'appelait. mais quand il voulait faire sa guerre et qu'il avait besoin des autres, si les autres n'en voulaient pas, ils n'y allaient pas. C'est tout. (...) Je connais un autre cas, dans un autre groupe (Yanomani), d'un type qui était aussi un leader de guerre, qui, lui, est allé beaucoup plus loin. il commençait, du fait de son prestige, du fait de sa violence (c'était un violent), à diriger sa violence contre les gens du groupe dont il était le leader. Cela a duré un petit moment, puis, un jour, ils l'ont tué. (...) Ils l'ont tué au milieu de la place autour de laquelle est édifié le village, les abris. Ils l'ont tué, tous. On m'a raconté qu'il était transpercé peut-être de trente flèches ! Voilà ce qu'on fait avec les chefs qui veulent faire les chefs. Cela doit être plutôt rare, mais enfin, c'est dans le champ des possibilités du rapport entre la société et la chefferie, si la chefferie ne reste pas à sa place ».

Ainsi, un certain nombre de traits essentiels se retrouvent dans les diverses sociétés premières. Jean Malaurie nous en dit parmi les plus importantes dans son beau livre *Les derniers rois de Thulé*. « L'arctique, déclare-t-il, c'est Lascaux vivant ». Et lui aussi souligne l'importance de l'organisation sociale, politique, dans cette société. « Cette vie en groupe repose aussi sur des règles sévères d'organisation sociale. Premier principe : le communisme ; le sol, les terrains de chasse, la mer, les grands moyens de production (bateau), les iglous appartiennent au groupe. Seuls les instruments de chasse individuels sont propriété privée. »

Chez les Inuits aussi, la société se donne un chef. Selon les tribus, son nom diffère, mais partout, les caractéristiques, le rôle qui est le sien, sont les mêmes. « Le naagalaq, l'isumataq doit être, plus que les autres, modeste, calme, rieur, **généreux** (c'est nous qui soulignons) et laconique ». « Si divers, si plastique que paraisse le groupe, en fait, son noyau intérieur est dur, sa structure ordonnée : plus encore qu'une réunion de personnes, qu'une adition de familles, il est un outil, un assemblage de moyens de survivance longuement informé par plus d'un millénaire de périls. (...) Une autorité en est l'interprète. En baie de Foxe, au Canada, elle est appelée isumataq. Isuma : la pensée. Isumataq : celui qui pense beaucoup, le sage. A Thulé, le naagalaq, encore que ce terme implique plus l'autorité que la sagesse. Adroit chasseur, le naagalaq, l'isumataq est celui qui, par son autorité, son esprit de prévoyance et d'organisation, assure au groupe des ressources régulières. La crainte de laisser place, si peu que ce soit, au processus inégalitaire conduit à **n'accepter l'autorité qu'à titre temporaire pour des opérations précises et courtes.** » (c'est encore nous qui soulignons).

« Le naagalaq-isumataq veille enfin à ce que, par-delà la répartition entre chasseurs, ceux-ci n'oublient jamais les règles de solidarité. Après le débarquement et le partage, j'ai

souvent vu le “capitaine” faire prélever ostentatoirement **sur son lot** une part destinée aux démunis, les veuves, les vieillards et les infirmes. **Et c’est par ces dons que le chef sanctionne la nature quasi délégataire de sa puissance et restitue, en fait, à la collectivité des biens qu’il sait ne pouvoir accumuler qu’au prorata des moyens d’action qu’elle lui consent.** A lui, le prestige et l’autorité. A chacun et en parts inégales, les bénéfiques. »

On retrouve cette observation du rôle et des pouvoirs des chefs dans la société première chez de très nombreux auteurs. A commencer par l’anthropologue et ethnologue Claude Lévi-Strauss, qui a surtout travaillé en Afrique. « *Le chef (nambikwara) ne doit pas seulement bien faire ; il doit essayer – et son groupe compte sur lui pour cela – de faire mieux que les autres. Comment le chef remplit-il ses obligations ? Le premier et le principal instrument du pouvoir consiste dans sa générosité. La générosité est un attribut essentiel du pouvoir chez la plupart des peuples primitifs et très particulièrement en Amérique ; elle joue un rôle, même dans ces cultures élémentaires où tous les biens se réduisent à des objets grossiers. Bien que le chef ne semble pas jouir d’une situation privilégiée au point de vue matériel, il doit avoir sous la main des excédents de nourriture, d’outils, d’armes et d’ornements qui pour être infimes, n’acquièrent pas moins une valeur considérable du fait de la pauvreté générale. Lorsqu’un individu, une famille, ou la bande tout entière, ressent un désir ou un besoin, c’est au chef qu’on fait appel pour le satisfaire. Ainsi la générosité est la qualité essentielle qu’on attend d’un nouveau chef.*

Les chefs de bande étaient mes meilleurs informateurs et, conscient de leur position difficile, j’aimais les récompenser libéralement, mais j’ai rarement vu un de mes présents rester dans leurs mains pour une période supérieure à quelques jours. Chaque fois que je prenais congé d’une bande après quelques semaines de vie commune, les indigènes avaient eu le temps de devenir les heureux propriétaires de haches, de couteaux, de perles, etc. Mais en règle générale, le chef se trouvait dans le même état de pauvreté qu’au moment de mon arrivée. Tout ce qu’il avait reçu (qui était considérablement au-dessus de la moyenne attribuée à chacun) lui avait déjà été extorqué » (Lévi-Strauss, 1955).

On retiendra donc ici ces traits généraux des sociétés premières : la société se dote d’un ou plusieurs chefs, chef de parole, shaman, chef de guerre, etc. Mais ces chefs restent sous le contrôle de la communauté. Ils ne sont chefs que pour faire ce que celle-ci leur demande de faire. Ils n’ont d’autorité qu’à ce moment précis, et pour cette action précise, qui leur est demandée par la collectivité. Le jour où ils tentent d’aller au-delà et de demander à la collectivité de se mettre à leur service, pour réaliser leur souhait personnel, la collectivité, instinctivement, détecte cette inversion des rôles. Le plus souvent, elle se contente d’ignorer cette demande, de la refuser, ou de la moquer. Mais elle peut aller plus loin si nécessaire et c’est alors la vie même du chef qui joue au chef qui est en cause. Le chef peut être exclu de la communauté, ce qui n’est pas loin d’une condamnation à mort, il peut également être tué, par la collectivité. Celle-ci se méfie donc en permanence de la tendance du chef à vouloir usurper le pouvoir. Pour les en empêcher, elle crée une obligation morale de générosité de leur part, qui les oblige à travailler plus que les autres.

Nous ne discuterons pas ici de la manière dont ces sociétés premières ont vu un changement essentiel, du moins pour une partie d’entre elles, et comment l’on est passé de ces sociétés où le chef ne peut pas jouer le rôle de chef à une société, qui est encore la nôtre, où le chef joue absolument le rôle de chef. On pourra se reporter à notre étude sur *LES INÉGALITÉS, LEUR APPARITION, LEUR REPRODUCTION, LEUR DISPARITION* (cote E41 sur le site Louvrier.org), chapitre *Sur la prise de pouvoir des chefs, l’observation de Hayden* page 10, et

les chapitres suivants. L'on dira juste ici que les hypothèses qui nous paraissent sérieuses sont toutes bâties sur l'idée que le changement n'a pas été le fruit d'une opération menée de manière volontaire par les chefs en puissance.

Pour aller très vite, nous dirons que pour l'archéologue et préhistorien Jean-Pierre Demoule, c'est la pression démographique qui est en cause. Arrivés à un certain stade de développement de la population au cours de la première partie du néolithique, il n'était plus possible pour la société de continuer à s'étendre et se reproduire sur ses anciennes bases égalitaires. Pour l'anthropologue Alain Testart, ce serait la très ancienne pratique du prix de la fiancée qui serait en cause. Lorsque le néolithique instaure la sédentarisation, le stockage, ce prix qui était auparavant payé par le gendre sous forme de travail, peut maintenant être payé sous une forme qui exonère d'un travail, un stock de grains ou une autre richesse. Les inégalités peuvent alors se développer et aboutir à une scission de la société. Enfin, pour l'ethno-archéologue Brian Hayden, le développement de la capacité de produire, de stocker, finit par créer un surplus qui peut être utilisé par les chefs pour en faire une forme de dette, d'obligation ou un bien convoité.

Dans tous les cas, ces chercheurs insistent pour souligner que ce changement social et politique se met en place d'une manière non intentionnelle. Personne n'a voulu changer l'organisation de la société d'une manière volontaire et calculée. Ce changement si important, puisqu'il nous affecte encore aujourd'hui, est, selon les termes de Hayden par exemple, « une conséquence inattendue » du développement des techniques.

LA NAISSANCE DE L'ÉTAT ATHÉNIEN

Dans le monde occidental (Europe, États-Unis), la référence sur laquelle on s'appuie pour retrouver les origines du système politique démocratique, c'est la démocratie athénienne. C'est donc par elle que nous allons commencer ici notre étude. Nous nous appuyerons sur un travail reconnu par le système en place, celui de Bernard Manin, et son ouvrage *Principes du gouvernement représentatif*.

Avant de regarder de près en quoi consistait ce système – et l'on va y découvrir un certain nombre de surprises par rapport à l'idée que l'on peut s'en faire a priori - il est intéressant de commencer par se poser la question de savoir comment et pourquoi ce système politique s'est mis en place.

Nous pouvons nous appuyer pour cela sur les chapitres d'Engels, dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, qu'il consacre d'abord à « *La gens grecque* », puis à la « *Genèse de l'État athénien* ». Peu avant que se mette en place l'État en Attique (région de la Grèce actuelle, où se trouve Athènes), et alors que la richesse et ses inégalités se sont déjà développées, que la propriété privée même se soit répandue pour les terres, en même temps que les échanges marchands, l'organisation politique est encore constituée par l'assemblée du peuple, par le Conseil du peuple.

La société et ses règles sont encore fondées sur les vieux liens du sang, qu'Engels nomme organisation gentilice. Dans les périodes calmes, chaque phratrie (groupement de familles) et chaque tribu (qui regroupe plusieurs phratries) administrent seules ses affaires. On ne recourt au Conseil ou au basileus que pour des situations exceptionnelles. Par contre, l'économie et la division du travail qui s'est développée ont amené la présence sur les

territoires d'un nombre important d'étrangers qui, sans lien avec les phratries, n'ont aucun droit à participer à l'administration. Un premier changement important va donc être décidé : une administration centrale est établie à Athènes, et une partie des affaires y sont transférées. Un nouveau droit général commence à se mettre en place contre les anciennes coutumes locales des tribus ou des gentes.

Autre nouveauté, attribuée à Thésée, et qui traduit les changements qui se sont progressivement développés dans la société : une nouvelle répartition de la population, qui ne tient pas compte des gens, est annoncée, et elle est donnée en classes. Trois classes sont reconnues, les nobles (*eupatrides*), les agriculteurs (*géomores*) et les artisans (*démiurges*). Les fonctions publiques sont réservées exclusivement à la noblesse.

À partir de ce moment, l'histoire de l'antiquité grecque est celle du développement de l'inégalité, par l'accumulation de la richesse et du pouvoir de cette noblesse, qui va jusqu'à devenir absolument insupportable. Le commerce maritime mais aussi la piraterie, le prêt d'argent et l'usure, vont concentrer la richesse, qui profite de la ruine des petits paysans, jusqu'au moment où ceux-ci vont même devoir vendre leurs enfants comme esclaves, pour pouvoir rembourser leurs dettes. En même temps, le nombre d'esclaves se met à exploser, alors que rien n'était prévu dans la vieille organisation gentilice de la société pour tenir en respect cette masse de gens.

La vieille organisation gentilice, explique Engels, est minée par l'argent, les échanges marchands, incapable de répondre à tous ces problèmes. C'est donc depuis le jeune État nouveau en train de se former que va venir une solution au secours d'un peuple trop exploité. C'est ce que les historiens appellent les révolutions politiques, avec la première réforme de Solon, en 594 avant notre ère. Solon fait annuler purement et simplement la totalité des dettes qui s'étaient accumulées au point de devenir impossibles à rembourser, ne servant qu'à maintenir la population sous la férule de la noblesse. « *Solon se vante dans ses poèmes d'avoir fait disparaître des champs endettés les stèles hypothécaires et d'avoir rapatrié les gens qui, parce qu'ils s'étaient endettés, avaient été vendus à l'étranger comme esclaves ou s'y étaient réfugiés* ».

C'est évidemment d'une révolution politique et sociale dont il s'agit : une partie importante de la propriété des nobles leur est enlevée. Une limite maximale à la quantité de terres qu'une seule personne peut posséder est instaurée. Le Conseil est désormais formé par 400 membres, 100 de chaque tribu. On garde donc ici la vieille base de la tribu, des liens du sang. Enfin, on crée un nouveau découpage en 4 classes, selon la richesse (ce que rapporte la propriété foncière, en volume de grains). Et une répartition des pouvoirs est décidée : les charges ne peuvent être détenues que par les trois classes les plus riches. Mais en même temps, tous les fonctionnaires ne peuvent être choisis que parmi la 4^e classe, celle de la majorité populaire. Engels résume la chose en disant que « *les privilèges aristocratiques furent en partie réaffirmés sous forme de privilèges de la richesse, mais c'est le peuple qui garda le pouvoir décisif* ».

On voit ici comment un État, par étapes violentes, se met en place, tout en se basant en même temps sur le rapport de forces du moment entre les couches possédantes riches et les couches démunies. L'État devient une institution nécessaire parce que les inégalités sont telles qu'elles imposent un maintien de l'ordre social. Là, le problème était qu'il n'y avait aucune limite à l'exploitation, ce qui est évidemment dangereux, et politiquement et économiquement. « *Au lieu d'exploiter, à la façon brutale des débuts, ses propres*

concitoyens, on exploitait surtout les esclaves et la clientèle non athénienne », nous dit Engels. En même temps, une « *nouvelle classe de riches industriels et commerçants* » grandissait, devenant une « *rivale victorieuse de l'ancienne puissance aristocratique* ».

La noblesse, évidemment, va tenter de reprendre le dessus, et y parvient même un moment. Une nouvelle révolution surgit alors et la renverse définitivement, la révolution de Clisthène, en 509 avant notre ère. Et ce nouvel événement va être l'occasion de modifier encore l'État, d'effacer complètement la vieille base des groupes consanguins, et de diviser le peuple non plus sur ce critère, mais uniquement sur le territoire. L'Attique est partagée en 100 dèmes, circonscriptions de communes qui s'administrent elles-mêmes. Les citoyens de chaque dème élisent un chef et un trésorier, ainsi que 30 juges qui doivent se charger des petites affaires. Ils élisent également leurs prêtres. Le pouvoir suprême va à l'assemblée du peuple dans chaque demos. Enfin, chaque demos élit 50 membres pour le Conseil d'Athènes.

« L'aboutissant était l'État athénien, gouverné par le Conseil composé des cinq cents élus des dix tribus et, en dernière instance, par l'assemblée du peuple où chaque citoyen athénien avait accès et droit de vote ; de leur côté, les archontes et autres fonctionnaires pourvoyaient aux différentes branches de l'administration et de la juridiction. Il n'y avait pas, à Athènes, de fonctionnaire suprême du pouvoir exécutif. » (Engels)

ATHÈNES : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, TIRAGE AU SORT, ROTATION DES POSTES

C'est donc à partir du 6^e siècle avant JC que se met en place la démocratie athénienne. La société est alors profondément divisée en classes sociales. Et parmi elles, certains (les esclaves, les étrangers, les métèques) ne sont pas citoyens, n'ont pas de droits sur la politique. Cette démocratie pose donc les mêmes problèmes de fond pour son fonctionnement politique que notre société actuelle. Comme notre démocratie actuelle met de côté les immigrés, et a longtemps mis de côté les femmes, la démocratie athénienne mettait de côté les femmes, les immigrés, les esclaves.

Alors, en quoi consiste cette fameuse démocratie athénienne ? À l'école, on nous a appris la fameuse Agora, ce lieu où le peuple se rassemble. Tout le monde a droit à la parole, et c'est ainsi que les choses se décident en politique. Une fois qu'on a dit ça, c'est terminé. Car chacun sait bien que de nos jours, la population est si nombreuse qu'il est hors de question de procéder par un tel rassemblement de tout le monde pour discuter et décider. Conclusion, qui semble d'une évidence limpide, l'élection doit remplacer ce fonctionnement ; elle donne la parole à tout le monde, c'est la démocratie moderne.

Sauf que tout ceci est faux. L'Assemblée du peuple existait bien, effectivement, on l'appelait Ekklesia. Mais elle ne donne pas la parole sans faire attention à qui la prend. L'Ekklesia surveille en permanence le débat car, pour ce qui concerne les affaires générales de la vie de la cité, on se méfie d'une catégorie de parleurs, les experts. Oui, si aujourd'hui, la télé, les médias, sont pleins d'experts – ou soi-disant - de toutes sortes, la démocratie athénienne, elle, s'en méfie. Pourquoi ? parce qu'il semblait clair à tout le monde que des experts disposeraient d'une certaine autorité à laquelle le citoyen non expert aurait plus de mal à répondre, et qu'entre l'expert et le citoyen normal, le débat n'est pas égal. Le risque est donc qu'au bout d'un moment, le pouvoir passe entre les mains des experts, qui formeront une caste particulière.

Les choses ne sont pas dites forcément dans ces termes, mais l'idée, elle, est bien présente, comme on va le vérifier. Ainsi, si lors d'une assemblée, il faut discuter d'édifices ou de navires à construire, on va écouter et même appeler des architectes, ou des constructeurs de navires. Et on va se moquer de quelqu'un qui n'est pas technicien et qui se mêle de donner son avis. Mais pour tout ce qui concerne les affaires générales de la cité, *« on voit se lever indifféremment pour prendre la parole architectes, forgerons, corroyeurs, négociants et marins, riches et pauvres, gens bien nés et gens du commun, et personne ne leur jette leur incompétence à la figure »* (Socrate).

Bernard Manin souligne ainsi que, *« en matière de gouvernement, n'importe qui, le premier venu, est suffisamment qualifié pour que son avis mérite du moins d'être écouté »*. Et c'est donc ainsi que sont décidés les décrets et les lois. La possibilité de prendre la parole devant ses concitoyens (Isègoria) constitue un des plus grands idéaux de cette démocratie. Le fait de pouvoir faire une proposition, n'est donc pas un privilège de telle ou telle institution, hors de portée du citoyen ordinaire, comme c'est le cas de nos jours. Ce pouvoir appartient à n'importe quel citoyen qui souhaite le faire. Le vote se fait à main levée. Et comme il y a en moyenne quelque chose comme 6000 participants présents dans cette Assemblée (probablement pas toujours les mêmes), sur un total de 30 000 citoyens majeurs au 4^e siècle, on ne fait pas un décompte précis des voix, mais juste une estimation. *« L'Assemblée, résume Manin, était identifiée au peuple, non parce que tous les citoyens y prenaient part, mais parce que tous pouvaient y aller et que l'assistance se renouvelait. »*

Voilà donc pour la fameuse Assemblée, au cœur de cette démocratie athénienne. Mais ce n'est pas tout, loin de là. Et pour commencer, n'importe qui (hormis, on n'y reviendra pas femmes, immigrés et esclaves), n'importe quel citoyen peut contester n'importe quel décret ou n'importe quelle loi décidée par l'Assemblée. Dans ce cas, et avant même qu'un tribunal donne son verdict, la loi est immédiatement suspendue. On retrouve ici la vieille idée qu'il faut parvenir à une unanimité.

Il n'y a donc pas que l'Assemblée pour faire fonctionner la démocratie athénienne. Il y a d'autres institutions, comme ces tribunaux, devant lesquels on peut contester telle loi ou tel décret. Et pour mettre en place ces tribunaux, on fait appel à un principe totalement oublié de nos jours, le tirage au sort. Chaque année, on tire au sort un total de 6000 personnes âgées de plus de trente ans, pour constituer le corps qu'on appelle les héliastes. Mais on ne fait ce tirage au sort que parmi des personnes qui se sont portées volontaires. Et c'est ensuite, dans ces 6000, que sont recrutés les membres des tribunaux populaires (dikastèria), puis au 4^e siècle les nomothètes. *« Un tribunal pouvait comporter 501, 1001, 1501 dicastes, ou même plus, selon la gravité des affaires à juger (...). C'étaient en majorité des citoyens pauvres et âgés qui siégeaient dans les tribunaux. »* (Manin).

Imaginons qu'un décret, qui a été voté en Assemblée, soit contesté. Le problème est jugé dans un tel tribunal. Si le verdict du tribunal confirme l'accusation et que ce décret est déclaré illégal, la décision de l'Assemblée est annulée, et celui qui l'a proposé est frappé d'une amende. Il y a donc une forme de contrôle de ce que fait l'Assemblée par ces tribunaux. Et le fait qu'il puisse y avoir même une sanction est une garantie que n'importe quoi ne peut tout de même pas être proposé devant l'Assemblée.

Le système avait donc été finement pensé. En sens inverse, si un accusateur, de crainte de se voir infliger une amende, retirait sa plainte avant que le tribunal se prononce, il était alors condamné d'office à une amende de 1000 drachmes, et on lui interdisait pour la vie de

pouvoir dénoncer en procès une autre fois. Selon B. Manin, il semble même que celui qui avait déposé une plainte encourait aussi une amende si sa plainte obtenait moins d'un cinquième des voix au tribunal. Le système avait donc pensé à empêcher aussi les accusations lancées à la légère.

Lorsqu'une loi était annulée, n'importe quel citoyen pouvait en proposer une nouvelle à la place. L'Assemblée désignait alors cinq citoyens partisans de l'ancienne loi, pour la défendre devant un organe qui sera mis en place au 4^e siècle, les nomothètes.

Le tirage au sort, dans la démocratie actuelle, ne subsiste plus que dans un seul cas : pour faire partie d'un jury criminel, en cour d'assises. Mais dans la démocratie athénienne, le tirage au sort joue un rôle aussi important que l'Assemblée. En fait, ce sont toutes les fonctions que n'exerce pas l'Assemblée qui sont tirées au sort. « *Sur les quelque 700 postes de magistrats que comptait l'administration athénienne, 600 environ étaient pourvus par tirage au sort* » (B. Manin). Par tirage au sort, on constituait ainsi des organismes collégiaux, en groupe, et cela pour un an. De plus, chose très intéressante, un même citoyen ne pouvait pas exercer la même magistrature plus d'une fois.

Ces règles mises ensemble, limite de durée à un an, impossibilité de revenir à un même poste, tirage au sort parmi tous les volontaires, tout ceci avait comme résultat d'aboutir à ce que pratiquement toutes les personnes qui le souhaitaient pouvaient aller à tel ou tel poste au cours de leur vie.

Nous sommes à des années lumière du fonctionnement actuel, où un petit groupe de politiciens deviennent des professionnels, souvent pour la vie. « *Tous les citoyens âgés de trente ans (c'est-à-dire environ 20 000 personnes au 4^e siècle) pouvaient accéder à ces magistratures* ». On se contentait de vérifier rapidement s'ils n'étaient pas sous le coup d'une condamnation les privant de droits civiques, s'ils se conduisaient bien envers leurs parents, s'ils s'acquittaient correctement de leurs impôts et de leur service militaire.

Le système ne cherchait absolument pas à éliminer quelqu'un qui pouvait être jugé incompetent. Par contre, seuls étaient mis dans la machine à tirer au sort des noms de gens volontaires. On ne tirait au sort que parmi ceux qui s'étaient présentés eux-mêmes comme candidats. Et là comme dans l'Assemblée, quelques règles permettaient d'éviter les abus. Tout citoyen pouvait proposer un vote de censure contre un magistrat. Et si la censure était votée, ce magistrat était suspendu, déféré devant un tribunal. Là, il était acquitté ou condamné.

C'est donc la combinaison du volontariat d'un côté, de la sanction possible de l'autre, qui assurait une sélection des magistrats. N'importe quel citoyen qui pouvait se juger lui-même capable avait donc une chance réelle, concrète, - et pas dans le sens où aujourd'hui nous parlons d' « *égalité des chances* » -, de devenir magistrat. On n'éliminait pas quelqu'un d'avance, comme cela se fait dans le système actuel des élections, avant qu'il ait pu être en poste, parce que son nom, sa profession, sa réputation, peut servir de critère de jugement. Il y a bien un jugement, mais après que le candidat ait commencé à faire le travail pour lequel il a postulé.

Une autre institution était désignée par le tirage au sort, toujours pour un an, et pas plus de deux fois dans sa vie, c'est le Conseil (Boulè). Le Conseil comptait 500 membres âgés de plus de trente ans. L'Attique, une région de la Grèce actuelle, était découpée en 139

circonscriptions. Chacune avait droit à un certain nombre de sièges à ce Conseil. Les conseillers étaient payés par la cité, mais seulement pour les jours où le Conseil siégeait. Ceci afin de les dédommager pour les journées de travail manqué où ils n'étaient pas payés

En résumé, la démocratie athénienne était basée sur ce double fonctionnement : les questions politiques les plus importantes étaient réglées par la démocratie directe, publique, complète, des citoyens en Assemblée. Mais les décisions de cette Assemblée pouvaient être remises en cause par d'autres institutions, toutes mises en place par le tirage au sort. Le tirage au sort se faisait parmi des gens qui s'étaient proposés et étaient volontaires pour telle ou telle charge. Ils ne pouvaient être tirés au sort qu'un nombre très limité de fois (une ou deux selon l'institution) et lorsqu'ils l'étaient, le mandat était d'un an, pas plus. *« On a calculé que parmi les citoyens âgés de plus de trente ans, un sur deux devait être membre de la Boulè (le Conseil) au moins une fois dans sa vie. Il y avait aussi rotation de fait (et non de droit) dans la participation à l'Assemblée et aux tribunaux »* (B. Manin).

Il y avait donc une participation concrète, réelle, à la vie politique, d'une proportion considérable de la population, bien loin du minuscule geste électoral qui consiste à mettre un morceau de papier dans une urne une fois tous les trois, cinq ou sept ans.

En clair, tout est fait pour qu'il y ait, de fait, une rotation régulière, importante, de toutes les charges. L'idée que l'on mettait à voir ainsi la démocratie était la suivante : *« tout citoyen devait pouvoir occuper tour à tour l'une et l'autre position (...) gouverné et gouvernant »*. L'idée est qu'il fallait avoir été gouverné avant d'être gouvernant, et qu'il fallait gouverner en sachant que l'on va redevenir bientôt gouverné, par ceux que l'on est en train de gouverner. Tout ceci afin d'éviter les comportements abusifs. *« Dans la mesure où ceux qui commandaient un jour avaient obéi auparavant, ils avaient la possibilité de prendre en compte, dans leurs décisions, le point de vue de ceux à qui ces décisions s'imposaient. Ils pouvaient se représenter comment leurs commandements allaient affecter les gouvernés, parce qu'ils savaient, pour l'avoir expérimenté eux-mêmes, ce que c'est d'être gouverné et d'avoir à obéir. Mieux encore, les gouvernants avaient une incitation à tenir compte du point de vue des gouvernés : celui qui commandait un jour était dissuadé de tyranniser ses subordonnés, parce qu'il savait qu'il devait, un autre jour, leur obéir (...). Par sa simple existence, la procédure (de la rotation) engendrait un effet de justice »*, conclut B. Manin.

Enfin, tout est fait, on l'a vu également, pour éviter une professionnalisation. *« La combinaison de la rotation et du tirage au sort procédait d'une profonde défiance à l'égard du professionnalisme, nous dit B. Manin. La plupart des magistrats et la totalité des conseillers et des juges n'étaient pas des professionnels, mais des citoyens ordinaires, pris parmi d'autres. Les Athéniens reconnaissaient la nécessité de compétences professionnelles spécialisées dans certains cas, mais la présomption générale allait en sens inverse : on estimait que toute fonction politique pouvait être exercée par des non-spécialistes, sauf s'il y avait des raisons manifestes de penser le contraire. L'absence d'experts au sein des instances gouvernementales ou, en tout cas, leur rôle limité visait à préserver le pouvoir politique des simples citoyens. »*

« On supposait en effet, explique Manin, que si les professionnels intervenaient dans le gouvernement, ils y exerceraient de fait une influence dominante. Les Athéniens avaient sans aucun doute l'intuition que dans une structure d'action collective, la détention, par certains acteurs, d'un savoir ou d'une compétence que les autres ne possèdent pas constitue par elle-même une source de pouvoir et qu'elle confère à ceux qui sont compétents un

avantage sur ceux qui ne le sont pas (...). Les démocrates athéniens percevaient, en dernière analyse, un antagonisme entre la démocratie et le professionnalisme (...). Les magistrats invoquaient souvent leur absence de compétence professionnelle pour se faire pardonner leurs erreurs, lors de la reddition des comptes. Une telle stratégie rhétorique supposait évidemment que l'auditoire ait considéré comme normale et légitime l'accession de citoyens ordinaires aux magistratures ».

Pour nous qui avons par ailleurs étudié avec quel souci les sociétés sans État cherchaient, elles aussi, à se garantir d'un pouvoir qui échappe à la communauté pour devenir le pouvoir d'un seul ou d'un groupe séparé, nous pouvons ici émettre l'hypothèse que ce souci – tout à fait légitime et nécessaire - est une sorte d'héritage culturel de celui qui prévaut jusqu'au milieu du néolithique, avant l'apparition de l'État.

LA DÉMOCRATIE INCOMPATIBLE AVEC LES EXPERTS

Nous avons vu, au travers de l'étude Bernard Manin, que les experts étaient mis sous surveillance, lors des débats à l'Assemblée athénienne. En fait, Manin, comme avec lui la quasi totalité des historiens, ne voit là que le sommet d'un iceberg. Bien trop habitués au fonctionnement moderne de la prétendue démocratie, qui donne systématiquement le pouvoir politique à des experts, ces intellectuels n'ont pas vu ni compris qu'une catégorie au moins de ces experts, les experts publics, ceux dont peut avoir besoin justement le fonctionnement démocratique au quotidien, sont carrément relégués au rang d'esclaves.

C'est un ouvrage paru seulement en 2015 qui en fait l'analyse. Dans *La démocratie contre les experts*, Paulin Ismard tente d'éclairer directement ce que l'incapacité des historiens n'a pu déceler : « *Dans l'Athènes de l'époque classique, entre 1000 et 2000 esclaves publics travaillaient au service d'une communauté de 30 000 à 40 000 citoyens (...). Certaines tâches confiées à ces esclaves supposaient une véritable expertise dont étaient privés la plupart des citoyens. (...) L'administration de la cité n'avait rien de commun avec celle des États modernes puisque ses agents, ou ses "fonctionnaires", étaient statutairement exclus de la communauté civique en ce qu'ils étaient des esclaves.* »

Les Athéniens faisaient bien plus que se méfier de l'autorité dont pouvaient se prévaloir les experts. Pour tout ce qui pouvait toucher à l'activité politique ou au fonctionnement de la démocratie, ils choisissaient les personnes compétentes sur les marchés des esclaves. Ils leur donnent un statut un peu particulier, certes, qu'ils appellent du nom de *dêmosios*. Puisque ces esclaves seront rétribués, pourront posséder des biens et que certains d'entre eux auront la possibilité de s'acheter même des esclaves, que leurs enfants pourront regagner le statut de citoyen. Mais ce sont bien des esclaves, au point qu'en cas où ils ne respectent pas ce qui leur est demandé de faire, les sanctions sont corporelles, c'est le fouet, et que s'il sont jugés, c'est sous la torture. Alors que les citoyens sont punis de peine d'amende.

Selon Ismard, cette institution des esclaves publics se serait établie et développée « *au tournant des 6^{ème} et 5^{ème} siècles* », aux alentours donc de 500 avant notre ère. Et elle n'aurait décliné qu'à partir du 3^e siècle de notre ère, pour disparaître au 5^e siècle. Elle aurait donc duré quelque chose comme 700 ans.

Ismard prend bien soin de distinguer ces esclaves publics athéniens des autres situations, fréquentes, où l'on peut observer des esclaves royaux, qui sont les sujets

personnels du pouvoir, et peuvent, comme dans le cas des Mamelouks égyptiens, parvenir au pouvoir. A Athènes, les *démosioi* sont bien la propriété de l'ensemble des citoyens, sous leur contrôle, et non pas d'un monarque ou d'une aristocratie particulière. Jamais ne se posera le risque d'une quelconque prise de pouvoir. C'est même pour éradiquer ce risque que leur statut a été élaboré.

La fonction de ces esclaves, oubliés de l'histoire, on pourrait la résumer en la qualifiant de « fonctionnaires ». C'est eux qui prenaient en charge l'organisation du travail nécessaire à la tenue des diverses assemblées. Ils organisaient le tirage au sort des juges, les assistaient lors de la préparation des plaidoiries. Lors des votes, ils comptaient les bulletins de vote. Le fonctionnement du Conseil des Cinq Cents nécessitait un personnel nombreux.

D'autres esclaves publics pouvaient avoir en charge les sanctuaires, qui pouvaient être également le dépôt des archives de la cité. « *Dans l'Athènes classique, nous dit Ismard, ces esclaves archivistes étaient régulièrement sollicités pour servir les magistrats lorsque ces derniers avaient besoin d'une archive* ». « *Outre ces tâches de classement et de conservation, les démésioi participaient à la rédaction des archives* ».

Sur les grands chantiers, des esclaves sans compétence particulière étaient sans doute utilisés, pour l'entretien des routes par exemple. Mais d'autres tenaient les comptes des dépenses effectuées, rédigeaient parfois la comptabilité des travaux. De véritables comptables pouvaient également assister les magistrats, ou recenser des dépenses militaires. L'authenticité des monnaies utilisées, la protection des étalons fixant les poids et mesures, étaient à la charge d'un esclave public spécialisé. Sur décision de l'esclave public, des marchandises pouvaient ainsi être confisquées. Telle est la loi à Athènes.

Dans l'Athènes du 5^{ème} siècle, un corps de police urbaine est composé exclusivement d'esclaves publics, placé sous l'autorité des prytanes (magistrats issus des Cinq cents élus de la Boulè).

Tous ces esclaves publics, tous ces « fonctionnaires », ce ne sont pas citoyens à qui l'on a retiré leur statut pour en faire des esclaves. Ils sont recherchés sur les marchés d'esclaves. Après quoi ils sont choisis selon les règles de la démocratie directe. Ils sont désignés « *par un vote à main levée, en Assemblée ou au sein de la Boulè* », pour remplir telle ou telle fonction. Alors que le citoyen, nous l'avons vu plus haut, ne peut être élu ou tiré au sort que pour une durée limitée, un ou deux ans, et qu'ils sont donc régulièrement remplacés dans leur fonction, ce sont les esclaves publics qui assurent une sorte de continuité dans l'expertise et la connaissance de la fonction. Il est fréquent qu'ils restent « *attachés plusieurs années consécutives à la même tâche* ».

Tout ceci veut dire une chose et une seule : la démocratie athénienne, soucieuse que le pouvoir politique ne lui échappe pas, a fait le choix de mettre tout ce qui nécessite une continuité dans le temps, ou une expertise dans la compétence, entre des mains esclaves, des mains qui n'ont aucun droit civique, pas de droit de vote, pas de participation au tirage au sort. Athènes a placé, en fait, le corps qui risquerait de constituer un appareil d'État séparé de la population, dans une situation qui l'exclue d'office du pouvoir, de la manière la plus absolue, à l'état d'esclave.

Cette attitude nous rappelle fortement la vision de Pierre Clastres (*La Société contre l'État*) sur la société primitive, lorsqu'il affirme que cette société ne cesse de contrôler

chacune de ses parties, chacun de ses chefs, plus ou moins temporaires, plus ou moins spécialistes (de la guerre, de la médecine, de la religion), pour interdire que ne se forme autour d'eux un pouvoir séparé : tout le pouvoir doit rester à l'ensemble de la société.

La préoccupation reste la même avec la démocratie athénienne qui se veut pleine et entière (à l'exception, nous l'avons déjà dit des femmes, des esclaves, des métèques). Grâce à l'institution des esclaves publics, les *démosioi*, « *tout en confiant des charges qui attribuaient de facto du pouvoir et de l'expertise à des esclaves, les cités entachaient ces fonctions d'un déficit irrévocable attaché au statut de ceux qui les exerçaient. Le recours aux esclaves, "instruments animés" entre les mains du peuple, garantissait théoriquement que nul appareil administratif ne pût faire obstacle à la volonté du demos. En rendant invisible ceux qui avaient la charge de son administration, la cité conjurait l'apparition d'un État susceptible de se constituer en instance autonome, et le cas échéant, se retourner contre elle.* » (Ismaïd)

Aujourd'hui, nous vivons un monde entièrement entre les mains des spécialistes et autres experts. L'ensemble des citoyens n'a que très peu de prise sur leurs décisions, leurs choix, leur action à court ou à long terme. En France, Bercy, le Ministère des finances est le type même de ce pouvoir confisqué par une caste d'experts (en économie) et qui perdure par delà les changements de majorité politique.

POUR ATHÈNES, L'ÉLECTION EST LE MOINS DÉMOCRATIQUE DES PROCÉDÉS

Pour en finir avec le système de la démocratie athénienne, il nous reste à voir ce qui est peut-être le plus intéressant, l'élection et la manière de considérer cette élection. Nous avons vu que la plupart des institutions, en dehors de l'Assemblée, sont organisées par un tirage au sort. Mais ce n'est pas le cas de toutes. Les Athéniens considéraient que certaines magistratures devaient, d'une manière vitale, être élues ; ceci pour les généraux, les hauts fonctionnaires militaires, dès le 5^e siècle (avant JC), puis pour les principales magistratures financières au 4^e siècle.

Là encore, on ne peut pas ne pas penser aux sociétés premières, et à leurs chefs, comme les chefs de guerre, Indiens ou autres. On les prend comme chefs mais avec une limite, juste le temps de la guerre, car on ne peut plus alors fonctionner de manière démocratique, et discuter de telle ou telle stratégie au cours de la bataille. Chez les Athéniens, l'élection fait figure d'exception pour le même genre de raison. Il faut, pour de tels postes, choisir parmi des gens que l'on a jugés d'avance, contrairement au tirage au sort. On ne peut prendre aucun risque, il serait trop grand : « *Les Athéniens réservaient la désignation par élection à des magistratures pour lesquelles la compétence était jugée absolument vitale* ».

Et en même temps, il était considéré tout aussi vital, en dehors du temps de guerre, de chercher à préserver la démocratie, avec les moyens que nous avons dits. C'est que l'on s'était rendu compte de ceci : les magistratures basées sur l'élection mettaient en place des citoyens appartenant à des catégories *supérieures* de la société athénienne. Et on le ressentait comme un danger pour la démocratie.

Il y fallait des limites, et ces limites existaient, on l'a vu plus haut, avec les tribunaux populaires, formés par le tirage au sort. On pouvait dénoncer en effet des magistrats pour mauvaise gestion, ou n'importe quel citoyen pour crime politique. Par cette procédure, des généraux, pourtant vainqueurs à la bataille des Arginuses, ont été condamnés à mort, parce

qu'ils n'avaient pas recueilli les survivants après la bataille ni rendu honneur aux morts après la victoire.

Pour des raisons que l'on avait du mal à expliquer, mais que l'on ressentait bel et bien, il apparaissait donc à l'époque qu'entre tirage au sort et élection, il y avait une différence importante : l'élection, en faisant plus souvent monter au pouvoir des membres des couches supérieures, a un caractère moins démocratique, ou l'on peut dire plus aristocratique. Elle ouvre la place à une caste de gens non seulement appartenant à des couches plus aisées, mais qui s'installent plus durablement au pouvoir.

Aujourd'hui, on nous dit bien qu'Athènes pratiquait le tirage au sort, mais on le présente comme quelque chose de secondaire, une curiosité bizarre qui a évidemment dû être abandonnée. C'est faux, le tirage au sort a duré deux siècles au moins. L'Assemblée, on l'a vu, avait un pouvoir considérable. Mais d'autres instances, on l'a vu aussi, pouvaient avoir un pouvoir considérable, et parfois supérieur à celui de l'Assemblée. Ces organes étaient composés d'un nombre limité de citoyens et, presque toujours, ils étaient désignés par le sort.

Non seulement le tirage au sort n'était pas quelque chose de secondaire, mais, nous dit Bernard Manin, *« il traduisait au contraire plusieurs valeurs démocratiques fondamentales. Il s'ajustait sans difficulté à l'impératif de la rotation des charges. Il reflétait la profonde méfiance des démocrates à l'égard du professionnalisme politique. Et surtout, il assurait un effet analogue à celui de l'Isègoria, le droit égal de prendre la parole, un des principes suprêmes de la démocratie. L'Isègoria attribuait à tous ceux qui le souhaitaient une part égale du pouvoir exercé par le peuple assemblé. Le tirage au sort garantissait à n'importe qui le souhaitant, au premier venu, l'égale probabilité d'accéder aux fonctions exercées par un nombre plus restreint de citoyens. Les démocrates avaient l'intuition que, pour des raisons obscures, l'élection n'assurait pas, quant à elle, une semblable égalité. »*

Pour conclure, nous retiendrons de la fameuse démocratie athénienne qu'elle ne ressemble en rien à ce que nous connaissons de nos jours. À aucun endroit, notre système actuel ne fonctionne sous le régime ni de la démocratie directe ni de l'Assemblée athénienne. À aucun moment non plus on n'observe de tirage au sort mettant tout le monde à égalité. Enfin, c'est la croix et la bannière pour le système actuel quand il veut limiter, un peu, le professionnalisme ou le maintien durable à un poste, qui sont au contraire ostensiblement écartés à Athènes.

Tous les aspects vivants, populaires, égalitaires, de la démocratie athénienne ont disparu dans le monde que nous connaissons aujourd'hui. Ne reste que le pire, le pire aux yeux mêmes de ceux qui ont établi la démocratie athénienne, l'élection. Car l'élection, a-t-on observé dès les débuts, est un fonctionnement qui tend de manière nettement prononcée à sélectionner au pouvoir des membres des couches supérieures de la société. Prétendre que la démocratie occidentale actuelle est un héritage glorieux de la démocratie athénienne est pour le moins abusif.

DU TIRAGE AU SORT ATHÉNIEN À L'ÉLECTION EN RÉPUBLIQUE

L'élection, de nos jours, semble universellement admise comme étant le nec plus ultra de la démocratie. L'on critique sévèrement les pays où l'élection est truquée, ceux où il n'y a qu'un parti digne de ce nom qui a le droit de se présenter ou de pouvoir faire campagne, les

pays où les urnes sont bourrées, etc. Bref, le seul et unique modèle qui prévaut, ce serait l'élection que connaît un pays comme la France.

Or, nous l'avons vu, les fondateurs de la démocratie, il y a 2500 ans, avaient une tout autre image de l'élection. L'élection devait être réservée à certains cas particuliers, pour les grands chefs militaires par exemple. Quand et comment s'est opérée la transformation qui fait qu'aux États-Unis ou en France, plus aucune place n'est faite désormais au tirage au sort, et que l'élection l'ait totalement emporté, alors qu'elle était synonyme de système aristocratique, dans la société de classes athénienne ?

Pour suivre cette évolution, nous ne regarderons que les régimes républicains, en mettant de côté les tyrannies, les monarchies, les régimes aristocratiques et les dictatures. La république romaine, tout d'abord, est une république censitaire, où seuls sont électeurs les citoyens qui payent une certaine somme, le cens. Nous avons vu qu'à Athènes, le peuple choisissait ses fonctionnaires et avait conservé le pouvoir politique. Rome garde en partie cette idée ; pour simplifier, on peut dire qu'à Rome, le peuple élit ses magistrats, mais n'exerce pas les magistratures. Ces postes sont réservés aux catégories censitaires supérieures, mais ils restent élus par le peuple. Le peuple vote également les lois et juge certains procès.

Selon B. Manin, Rome pratique encore le tirage au sort. Il le fait, nous dit-il, dans le but « *d'agréger les voix et de favoriser la cohésion politique, à la fois au sein des classes possédantes et dans le peuple tout entier, du fait de sa neutralité et de l'interprétation religieuse qu'on en donnait.* »

Au Moyen Âge, les premières communes italiennes qui se constituent au 11ème et au 12ème siècles emploient le tirage au sort pour désigner leurs magistrats. L'idée est de chercher à contourner la formation de clans, de groupes d'intérêts rivaux, qui se battent plus ou moins ouvertement, risquant de troubler l'ordre public. On va même jusqu'à mettre en place une sorte de ministre de l'Intérieur, un podestà, qu'on recrute le plus loin possible de la cité, pour qu'il soit « *neutre à l'égard des dissensions et des intrigues* ».

À Florence, on combine l'idée de tirage au sort avec celle d'élection. Par exemple, il y a d'abord une élection pour les magistrats. Ensuite, ceux qui ont obtenu suffisamment de voix voient leurs noms mis dans un tirage au sort. Et un système d'interdictions, du genre de ce que nous avons vu à Athènes, oblige à une rotation des charges. Les membres de la Signoria (le gouvernement de la ville) sont ainsi renouvelés tous les deux mois.

Un épisode intéressant se produit lors d'une réforme qui eut lieu en 1494, après une révolution qui renverse les Médicis, et par une alliance entre une partie des Ottimati et les Popolani, les classes les plus populaires. On hésite alors entre procéder par élection ou par tirage au sort. Les élections ont finalement lieu et donnent plutôt pour résultat une montée des représentants du mouvement populaire. Des « hommes nouveaux » prennent place au Grand Conseil. L'élection semble alors la solution la plus favorable pour le peuple. Mais cela ne dure pas. « *La nouveauté se dissipa peu à peu, écrit N. Rubinstein, le prestige et l'influence des Ottimati reprirent leur force (...). Ainsi voyons-nous une fois de plus une proportion considérable des hautes charges revenir aux familles qui en avaient déjà une longue expérience, sous les Médicis et avant eux* ». Du coup, l'opinion populaire va se retourner, et considérer que le tirage au sort lui serait plus favorable. Les Athéniens avaient bien raison.

Florence se construit donc comme une république, très différente des seigneuries au milieu desquelles elle se trouve. Mais cette république n'a guère de caractère démocratique. Si le peuple peut voter, seule une minorité de citoyens participe à la vie politique. La plupart des groupes sociaux sont écartés du pouvoir, depuis les nobles, en passant par les petits artisans, et jusqu'aux prolétaires ouvriers qui ne sont d'ailleurs pas citoyens (sauf entre 1343 et 1378).

À partir de 1495, sous la pression du mouvement populaire, l'élection est abandonnée. Tout le monde admet que l'élection va avec un *governo stretto*, un gouvernement étroit, aristocratique, et que le tirage au sort va avec un *governo largo*, gouvernement ouvert ou populaire. Que l'on soit pour ou contre, tout le monde constate que l'élection tend à favoriser les élites, mais personne ne se l'explique vraiment clairement.

Le système probablement le plus stable pour cette époque sera inventé et mis au point à Venise. Ce système cherche en effet à utiliser à la fois l'élection, pour s'assurer que le pouvoir reste dans le même genre social de mains, et en même temps, il y ajoute une dose de tirage au sort, pour rendre impossible ou inefficace la formation de ligues, de brigues, d'ententes dans les castes supérieures, qui puissent manipuler le processus de l'élection, et fragmenter les sommets du pouvoir par des querelles, dangereuses à ce niveau-là.

On procède de la manière suivante : un comité de présélection est mis en place dans le Grand Conseil, par tirage au sort. Ce comité propose au Grand Conseil plusieurs noms pour chaque charge à pourvoir. Et ces noms sont alors immédiatement mis au vote du Grand Conseil, sans donc que puissent jouer des pressions personnelles ou se mettre en place des ententes secrètes : « *les membres du Conseil ne pouvaient pas savoir à l'avance qui serait appelé à proposer des candidats* ». Venise a donc su reprendre l'idée, plus démocratique, du tirage au sort, mais pour se l'appliquer uniquement à la tête de son institution.

Quant aux élections, elles ont permis à Venise de voir les plus hautes charges rester durant des générations entre les mains de quelques familles éminentes. Comme l'observe justement Bernard Manin, « *quand même les élections sont libres et équitables, les électeurs tendent à voter de manière répétée pour les mêmes personnalités ou familles éminentes* ».

Ainsi, bien longtemps après la démocratie athénienne, le tirage au sort reste une idée bien vivante, et ses qualités démocratiques bien connues, même si elle est plus souvent mise en pratique par les élites selon leurs calculs et leur intérêt.

ANGLETERRE, ÉTATS-UNIS, FRANCE : LA DEMOCRATIE REPRÉSENTATIVE NAÎT DE LA RÉVOLUTION BOURGEOISE

La démocratie que nous connaissons de nos jours a non seulement fini d'effacer l'idée de tirage au sort, encore utilisée on l'a vu jusqu'aux 15^{ème} et 16^{ème} siècles, mais elle a en même temps définitivement oublié la pratique qu'on voyait à Athènes d'assemblée du peuple, votant lui-même les principales lois. Tous les tenants de l'idée républicaine actuelle rejettent catégoriquement cette idée de « *démocratie directe* ». Ils en tiennent tous pour cette pratique de l'élection à laquelle l'on ne réfléchit même plus aujourd'hui, et où le peuple ne vote lui-même aucune loi, aucune des règles de gouvernement. Il ne vote que pour des gens qui les décideront ensuite : c'est la « *démocratie représentative* ».

Ce basculement complet tourne le dos à presque toutes les pratiques quelque peu démocratiques que l'histoire humaine de la société sans État avait pu inventer, et que la société avec État avait encore en partie plus ou moins préservées. Une seule pratique est conservée, l'appel au peuple, mais seulement pour des élections. Le peuple ne vote plus rien du tout par lui-même, il ne vote pas pour les lois, pour ses propres règles de fonctionnement. Il remet ce pouvoir à « ses représentants ». C'est ce que signifie cette écharpe tricolore que les élus de la république arborent fièrement.

On peut évidemment nous rétorquer ici que la démocratie directe est devenue chose impossible, avec l'accroissement des populations. Comment voulez-vous réunir sur une même place la population de Paris ? Mais le tirage au sort pourrait très bien être une solution efficace à ce problème. On pourrait définir par exemple des petites unités, par quartier d'habitations, et procéder dans chacun d'eux à un tirage au sort. Puis l'on y pourrait y ajouter, parmi les noms ainsi tirés au sort, un second tirage pour se choisir les autorités voulues. Et l'on pourrait ajouter à cette règle quelques autres du genre des interdictions judicieusement trouvées par Athènes, pour obtenir une rotation des postes et des responsabilités, sur la base d'un volontariat, avec un vrai droit pour chacun de contester l'action d'un élu.

On peut aussi imaginer une dose de démocratie directe, avec des réunions par quartier ouvertes à tous, qui peuvent discuter et décider des grandes orientations, et entre lesquelles les moyens d'informations modernes permettraient d'échanger. Même si l'ensemble de la population n'y serait pas présente au même moment, le fait même que chacun puisse être là et y participer recréerait une vie bien plus profondément démocratique que la pratique du seul isoloir.

Il n'y aurait pas vraiment grand chose à inventer pour mettre en place un tel système. Mais ce n'est pas du tout dans cette direction que les choses se sont produites. La question est donc de comprendre ce qui s'est produit, à l'initiative de qui et à quelle occasion ? Selon quels intérêts ? Et pourquoi a-t-on cherché à inventer un tout nouveau système, plutôt que d'emprunter à ce qui avait déjà été expérimenté ?

Nous avons déjà une réponse en ce qui concerne le moment et les auteurs de ce choix. En France, comme aux États-Unis et en Angleterre, c'est la révolution qui en est le moment. Dans les trois cas, c'est la montée de la jeune classe bourgeoise qui est en jeu. Et dans les trois pays, il n'est quasiment jamais envisagé d'utiliser le tirage au sort.

Bernard Manin a son explication pour ce choix. Pour lui, ce que recherchent les nouvelles couches sociales qui viennent de rayer de la carte les anciens pouvoirs plus ou moins féodaux, c'est une légitimité populaire. Et seule l'élection peut donner cette légitimité : *« Le tirage au sort présente en effet ce caractère incontestable qu'il ne fait pas intervenir la volonté humaine et ne peut pas passer pour une expression du consentement (...). L'élection au contraire accomplit deux choses à la fois : elle sélectionne les titulaires des charges, mais en même temps elle légitime leur pouvoir et crée chez ceux qui ont désigné un sentiment d'obligation et d'engagement envers ceux qu'ils ont désignés. Il y a tout lieu de penser, conclut Manin, que c'est cette conception du fondement de la légitimité et de l'obligation politique qui a entraîné l'éclipse du tirage au sort et le triomphe de l'élection. »*

Pour appuyer sa thèse, Manin rappelle qu'au Moyen Âge, lorsqu'il fallait faire accepter la mise en place de nouveaux impôts, on utilisait les élections pour la convocation

des États généraux qui allaient les décider. Car une fois que vous avez voté, vous vous sentez effectivement tenu d'accepter ce que va faire celui pour qui vous avez voté.

Mais cette justification est peu convaincante. Certes, la jeune bourgeoisie montante, qui ne veut plus se contenter de réussir dans les affaires, mais aspire à gérer elle-même la société et la vie politique, cherche une certaine légitimité. Mais il en était de même pour les classes dirigeantes à Athènes. Et elles réussissaient à obtenir une légitimité suffisante avec les pratiques que nous avons vues, et qui réprouvaient l'élection comme principe central.

Pourquoi donc la bourgeoisie a-t-elle d'office exclu toute la face démocratique du système politique athénien, pour choisir, dans les trois pays, sans même en discuter, le seul principe de l'élection, celui qui, nous l'avons vu, tend le plus à mettre en place des élites sociales et à les maintenir durablement au pouvoir ? Notre réponse est que la bourgeoisie, à la différence de la démocratie athénienne, se refuse catégoriquement à un quelconque partage du pouvoir avec le peuple. Elle proclame « *liberté, égalité, fraternité* » pour mieux cacher la vérité : tout le pouvoir à une seule classe sociale, la sienne !

La démocratie que l'on a vue à Athènes était mille fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise actuelle. Que ce soit parce qu'elle était encore historiquement proche des sociétés sans État, où le pouvoir n'était pas distinct du peuple, ou parce que les jeunes classes supérieures n'osaient pas aller trop loin dans l'exercice du pouvoir en se l'accaparant entièrement, toute une partie du pouvoir restait aux mains du peuple.

Mais lorsqu'elle prend le pouvoir en Europe, la jeune classe bourgeoise se donne tous les moyens institutionnels pour éliminer le peuple de toutes les sphères du pouvoir politique, tout en proclamant dans la constitution un droit égal pour tous. « *Le gouvernement représentatif, reconnaît B. Manin, a été institué avec la claire conscience que les représentants élus seraient et devaient être des citoyens distingués, socialement distincts de ceux qui les élisaient* ». Et encore ceci : « *l'institution du gouvernement représentatif a été entourée d'un certain nombre de dispositions et de facteurs garantissant que les élus soient d'un statut social plus élevé que celui de leurs électeurs. Ce résultat fut atteint de façon différente en Angleterre, en France et en Amérique* ».

Ce que nous savons aussi, c'est que là où elle a conquis le pouvoir par la révolution, la bourgeoisie le fait en s'appuyant sur la mobilisation et le combat de la population. La bourgeoisie avait donc un dû envers elle, car sans cette lutte populaire chèrement payée, elle ne serait pas parvenue à ses fins. Il lui fallait donc reconnaître, dans les textes, sur les affiches, dans les discours, dans toutes les proclamations, l'importance du peuple, de ses droits. Et plus ce droit était proclamé, à l'inverse de ce qui avait été le fait des siècles précédents, plus il a fallu en même temps manœuvrer dans la mise en place des institutions pour que le pouvoir réel reste uniquement dans certaines mains, tout en ayant été exprimé, lors du vote, de l'élection, par le peuple ou une partie du peuple.

1 – Angleterre

Avant la révolution anglaise (1641-1649), on considérait que le Parlement était le lieu naturel où se retrouvaient des leaders tout aussi naturels. Si un opposant se présentait contre un élu en place, cela était d'abord considéré comme un affront, une remise en cause de l'honneur de l'élu en place. Les élections étaient autant que possible évitées. Lorsqu'elles avaient lieu, c'était à l'unanimité, et les voix n'étaient en général même pas comptées.

Avec la révolution, se présentèrent des élites locales en concurrence, avec des clivages politiques ou religieux. Mais les électeurs – une minorité de la population – choisissait encore parmi des aristocrates. Aux restrictions du corps électoral, on ajoutait un autre filtre, par le biais de la fortune. L'habitude étant que le candidat prenne en charge le voyage de ses électeurs et les lieux de vote étant peu nombreux, les campagnes électorales coûtaient un prix exorbitant.

En 1711, on décida que les représentants des comtés devaient avoir une propriété foncière d'un revenu annuel de 600 livres, et les représentants des villes de 300 livres. Le droit de suffrage était donc très limité. Aussi bien les deux tendances politiques, Whigs et Tories, pensaient l'une comme l'autre que les élus devaient avoir un rang social supérieur à celui de leurs électeurs. En 1754, l'Angleterre et le pays de Galles comptaient 280 000 personnes ayant le droit de vote, pour une population de 8 millions d'habitants.

2 – États-Unis

Là où l'Angleterre avait choisi de limiter considérablement le nombre même des électeurs, la Convention américaine se montre au contraire favorable à la plus grande ouverture pour le droit au suffrage. Mais dans le même temps, elle penche très clairement pour une éligibilité beaucoup plus restreinte. Pour limiter les élus à des membres des classes supérieures, elle va rechercher à mettre en place une condition de propriété. « *Les représentants devaient être différents des représentés et se situer plus haut dans l'échelle des talents, de la vertu et de la richesse* », nous dit Manin. Un argument très utilisé sera de dire qu'il s'agit, non pas de rechercher à préférer une catégorie particulière de la population, mais de mettre les futurs élus à l'abri d'une tentative de corruption, ce qui implique de considérer cette contre-vérité que le pauvre serait plus corrompible que le riche.

L'un de ceux qui exprimera le plus crument cette idée est le membre de la Convention constitutionnaliste américaine de 1787, Alexander Hamilton : « *Considérez les riches et les pauvres dans la société, les savants et les ignorants. Où prédomine la vertu ? La différence ne tient pas à la quantité, mais à la nature des vices inhérents à chaque classe ; et là, l'avantage appartient aux riches. Leurs vices sont probablement plus favorables à la prospérité de l'État que ceux des indigents, et ils participent moins à la dépravation morale* ». Bernard Manin ajoute que pour Hamilton, « *son objectif principal était que la jeune nation devienne un jour une grande puissance, peut-être même un empire. Rome le fascinait, et il considérait la richesse comme le ressort principal de la puissance. Aussi souhaitait-il que le pays soit gouverné par des marchands et des financiers prospères, audacieux et industriels* ».

Mais les membres de la Constituante ont beau tous être favorables à la mise en place d'un critère de propriété, entre ceux des États du Nord et ceux du Sud, entre ceux des États agricoles plutôt pauvres de l'Ouest et ceux des États commerçants plus riches de l'Est, ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un chiffre pour placer le curseur de cette propriété. Du coup, ce critère n'existera pas aux États-Unis. Les constituants savaient que, de toute manière, comme nous l'avons déjà vu et expliqué, l'élection par elle-même créait une tendance faisant que le peuple élirait plutôt des membres des classes supérieures.

Il n'empêche que, pour compenser ce critère de propriété absent, et toujours dans l'objectif de favoriser autant que possible l'élection des plus riches, on va imaginer une autre solution ; on va faire des circonscriptions électorales plus grandes. On avait en effet observé,

par expérience, dans les différents États américains, que le plus souvent, seules des personnalités éminentes étaient élues dans les grandes circonscriptions. Le candidat à une grande circonscription aura, évidemment, besoin de dépenser plus d'argent pour sa campagne électorale que si la circonscription était plus réduite. *« Le lien entre les grandes circonscriptions électorales et l'élection de l'aristocratie naturelle apparaissait ainsi comme une loi vérifiée la plupart du temps »*, explique Manin, qui reconnaît : *« Le succès particulier des possédants dans de grandes circonscriptions doit sans doute quelque chose à la contrainte des dépenses électorales. »*

Il existait à cette époque aux États-Unis des courants qui critiquaient la mise en place d'un État fédéral. Il est intéressant de lire leurs arguments contre ce que fait la Constituante. Samuel Chase écrit ainsi : *« Pour former une bonne et véritable représentation, chaque catégorie devrait avoir la possibilité de choisir en son sein son propre représentant. (...) (Or), seuls quelques marchands, et encore les plus riches et les plus ambitieux d'entre eux, en auront la possibilité. La grande masse des fermiers et des planteurs ne peuvent pas espérer l'un des leurs – la position est trop élevée pour qu'ils puissent y aspirer -, la distance entre le peuple et ses représentants sera si grande qu'il n'y a aucune probabilité qu'un fermier ou qu'un planteur soit élu. Le suffrage général n'accordera pas un siège aux artisans, quelle que soit leur branche. Les personnes de haut rang, les riches, les gens bien nés seront seuls élus. »*

Mais il était facile pour un James Madison, - futur président des États-Unis - de lui répondre. On nous dit que la future Chambre représentera une oligarchie, mais : *« Qui seront les électeurs des représentants fédéraux ? Pas plus les riches que les pauvres ; pas plus les doctes que les ignorants ; pas plus les descendants altiers de familles illustres que les humbles nés dans l'obscurité et la mauvaise fortune. Les électeurs seront le grand corps du peuple des États-Unis. (...) Qui sera choisi par le peuple ? Tout citoyen que ses mérites recommanderont à l'estime et à la confiance de son pays. Aucune condition de fortune, de naissance, de religion ou de profession ne pourra venir entraver le jugement du peuple ni contrarier ses préférences. »* Et le tour était joué. L'élection a beau être un système qui favorise les élites, elle n'en est pas moins difficile à dénoncer.

C'est en fait aux États-Unis que l'on comprit clairement que l'on pouvait obtenir la supériorité sociale des élus par le seul jeu de l'élection, sans même avoir à ajouter une quelconque condition pour les futurs élus. *« Il fallut plus d'un siècle de plus aux Européens, explique Bernard Manin, pour apercevoir cette propriété de l'élection ou, en tout cas, pour s'en remettre à elle en vue d'assurer la distinction des représentants. »*

C'est donc un fait. Mis face à une urne, isolé, seul au moment de l'élection, le pauvre subit son sentiment d'être pauvre, son manque de confiance, il subit l'infériorité dans laquelle toute la vie sociale le confine. Et manquant de confiance en lui-même et en ses possibilités, puisqu'on les lui a enlevées, il a bien du mal à croire qu'un autre de sa condition ou de sa classe puisse gérer la vie sociale et politique. Le tirage au sort a un avantage sur ce point, c'est qu'il met tout le monde à égalité, il tend à effacer cette condition inférieure dans laquelle la classe inférieure est maintenue. Et c'est bien pour cela que le tirage au sort a été mis aux oubliettes.

3 – France

Si en Angleterre, c'est par les habitudes culturelles et les mesures d'ordre matériel que le système politique sélectionne ses élus pour qu'ils soient bien au-dessus de ceux qui les ont élus, en France, la révolution aura au moins l'honnêteté de dire les choses et de les inscrire dans la loi.

En 1789, l'Assemblée constituante donne un droit de suffrage bien plus large qu'en Angleterre : il suffit de payer une contribution directe égale à trois journées de travail. Certes, les femmes, les domestiques, les indigents, les vagabonds, les moines n'ont pas le droit de vote. Mais c'est tout de même un corps électoral très vaste pour l'époque, 4 400 000 citoyens, qui se met en place.

Par contre, l'idée de sélectionner socialement les personnes éligibles est bien là. Ne peut être élu à l'Assemblée nationale, en 1789, que quelqu'un qui possède au moins une propriété foncière, un terrain d'une valeur quelconque, et qui paye un impôt valant un marc d'argent. La révolution allant en se radicalisant, l'Assemblée supprimera le marc d'argent en 1791. Mais la Constituante le remplace par un nouveau système d'élections, à double niveau : dans chaque canton, les électeurs se réunissent en « assemblées primaires », où ils élisent une personne pour cent citoyens actifs ; à leur tour, ces personnes élues se réunissent au niveau du département pour élire les membres qui les représentent. Mais là, ne pouvaient se proposer que des citoyens payant un cens de 40 journées de travail. La sélection sociale des élus, toujours présentée comme un à côté du système, est bien l'un de ses fondements essentiels.

LE MYTHE DU SUFFRAGE UNIVERSEL

La bourgeoisie est une classe mondiale. Et c'est donc à l'échelle du monde qu'elle diffuse son idéologie. Elle ne s'est pas contentée de tout ramener à la seule élection. Ce suffrage, le droit de vote, elle tend à nous faire croire qu'il a procédé d'une longue conquête, qu'elle est une invention magique et difficile à élaborer, sortie des gangues du Moyen-Âge et des temps obscurs, une construction à laquelle elle-même doit beaucoup, et à laquelle elle associe ses grands moments historiques et ses grands hommes.

Cette présentation, comme tout ce qui est inlassablement répété, et qui n'a pas de contradicteur suffisamment puissant, finit par devenir une conviction sincère et partagée. Elle n'en est pas moins fautive. La démocratie la plus complète a été inventée et pratiquée par les humains il y a des milliers d'années, avant que ce que l'on nomme l'histoire ne débute avec la mise en place des États.

Les ethnologues nous ont laissé des descriptions vivantes de cette vieille démocratie, que ce soit chez les Indiens Iroquois d'Amérique du Nord ou chez les Inuits. La population décide de ses orientations, de ses chefs, au vu et au su de tous, en une assemblée qui peut la réunir tout entière parce qu'elle s'est organisée de manière à pouvoir se gouverner. Une multitude de règles, de coutumes et de comportements sociaux interdisent à tout chef de s'emparer d'un pouvoir quelconque (voir à ce sujet, notre étude sur *Les inégalités, leur apparition, leur reproduction, leur disparition*, louvrier.org).

La vérité de l'histoire, puisqu'on ne veut la faire apparaître qu'avec la naissance de l'État, c'est que dès qu'il apparaît, et pour devoir apparaître, l'État commence à détruire l'ancienne démocratie qui interdisait le pouvoir d'un seul, d'un groupe, d'une classe. La

vérité, c'est que consciemment ou inconsciemment, l'histoire, puisqu'elle se développe ensuite, n'est en réalité que l'histoire du combat des hommes qui ont été dépossédés du pouvoir par l'État, pour tenter de le reprendre.

La bourgeoisie, classe sociale récente, qui a tout au plus deux siècles et quelques années d'existence politique, cette classe est loin d'avoir été à la pointe de ce combat. Cette classe a su par contre manœuvrer et utiliser le combat de ceux qui étaient dépossédés du pouvoir pour construire le sien, tout en écartant soigneusement le reste de la population, par un nombre infini de moyens et de méthodes.

En France, deux dates nous sont proposées pour marquer l'histoire du suffrage universel : 1848 qui l'instaure officiellement et, un siècle plus tard, 1945 qui le voit s'ouvrir aux femmes. En réalité, le suffrage universel, tel que le pense et le veut cette classe bourgeoise, a connu des moments d'existence, de proclamation, et des moments de reculs. Ce n'est qu'au travers d'un bras de fer entre les dépossédés du pouvoir et les possédants que, progressivement, le suffrage s'est élargi. Il a fallu lutter pour faire tomber diverses sortes de barrières : des barrières de fortune, lorsque le droit de vote était limité par un cens, un niveau d'impôt dû, et derrière ce critère, en réalité, le fait de posséder un certain type de propriété.

Certes, il est vrai qu'à certains moments, une extension, une amélioration quantitative du moins donc du suffrage universel est aussi venue d'en haut. Paradoxalement, cela a été le cas lors du coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en 1851, nous allons y revenir dans un instant. C'est que la bourgeoisie s'était suffisamment assurée de ce que les modalités et l'environnement de l'élection lui permettent non seulement la poursuite du contrôle du pouvoir, mais y ajoute la bénédiction de l'expression populaire au travers de l'élection. Et c'est aussi que l'élection, sans tout l'environnement démocratique qu'on a vu construit à Athènes, n'est plus qu'un pâle mirage.

Les dominants ont su utiliser et réutiliser une multitude de techniques qui limitent et orientent le droit de vote qu'ils avaient été amenés à octroyer. Ils peuvent jouer pour commencer sur le droit d'éligibilité, le droit d'être élu. Celui-ci peut d'avance être restreint, limité, réservé à certains, ce qui est une barrière très efficace. Ils peuvent jouer ensuite sur les postes mêmes qui sont proposés à élection, et ceux qui ne le sont pas. Ils peuvent jouer encore sur le mode de scrutin, en le faisant direct (l'électeur désigne l' élu par son vote) ou indirect : l'électeur élit d'abord un corps intermédiaire de seconds électeurs, qui, eux, désignent les élus ; en rendant le vote indirect, en faisant élire un panel de gens qui vont ensuite faire le choix définitif, on éloigne la représentation à la fois dans le temps et dans la sociologie : cela tend à faire élire des gens plus éloignés du peuple que l'élection directe ; de plus, le processus d'élection mettant plus de temps, seront au pouvoir des gens qui ne représentent parfois plus du tout l'esprit du moment parmi la population ; on obtient ainsi un groupe d'élus plus conservateurs (exemple du Sénat actuel, en France).

Dans le même ordre d'idées, les dominants ont vite et presque partout et pour tous les postes, décidé que c'est eux et eux seuls, par leur loi et leur calendrier, qui déterminaient à l'avance à quel moment le vote pouvait avoir lieu. Seule la Commune de Paris, en 1871, a érigé le principe selon lequel c'est au peuple de décider de ce moment. Et en même temps, de se donner le droit d'annuler un vote à tout moment : c'est la révocabilité de l' élu.

De même, dans le monde bourgeois, il est tout à fait hors de question qu'un mandat impératif fasse de l' élu quelqu'un qui doit absolument respecter le programme sur lequel il a

été élu, ni une quelconque volonté de l'électeur. Certes, l'élu aura plus de chances d'être élu s'il promet ce qui convient le mieux à son électeur. Mais une fois élu, la chose est très claire : il est libre d'agir et de décider à sa guise. Condorcet l'exprime ainsi en 1791 : « *Mandataire du peuple, je ferai ce que je croirai le plus conforme à ses intérêts. Il m'a envoyé pour exposer mes idées et non les siennes ; l'indépendance absolue de mes opinions est le premier de mes devoirs envers lui.* »

Si l'électeur s'estime trahi par l'élu qu'il s'est donné, il doit attendre la fin du mandat électoral ; il n'y a pas de révocabilité. Il peut alors, et alors seulement, tenter de choisir quelqu'un d'autre pour qui voter... ou pas. Dans son *Histoire du suffrage universel*, Michel Offerlé le souligne : « *Le mandat de l'élu est représentatif et tout mandat impératif est nul. La seule sanction est la remise en jeu du mandat lors de nouvelles élections. C'est pourquoi la gestion du capital politique de l'élu implique un jeu subtil et permanent avec l'électorat et les fractions mobilisées de l'opinion* ».

Enfin, au fur et à mesure que la classe bourgeoise a dû accepter de lever les interdictions de vote et certaines barrières à l'élection, une grande partie des pouvoirs ont été transmis à des corps nouveaux d'administrateurs, de hauts fonctionnaires, de cabinets ministériels, tous choisis en dehors de toute élection, qui peuvent rester en fonction quelles que soient les élections, ou sont encore déplacés d'un poste à un autre. C'est ainsi tout un appareil en réalité permanent et inamovible qui reste en place, formé de spécialistes et de professionnels, deux qualités dont on a vu combien s'en méfiaient les démocrates athéniens.

Ainsi, pendant qu'on a ouvert les élections d'un côté, on en a vidé le contenu de l'autre. Un autre moyen de contrôle, ce sera de vider de leur contenu les pouvoirs donnés aux élus eux-mêmes. Ainsi, la Constitution de la 5^e République, établie en 1958 avec l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, va considérablement diminuer les pouvoirs des députés à l'Assemblée nationale. Et c'est le président de la République et son gouvernement qui à l'inverse ont vu leurs pouvoirs augmenter.

Pour être à peu près complet, il faut ajouter à cette liste la manière dont la bourgeoisie a concédé au suffrage universel, le développement considérable de la puissance même du monde capitaliste privé. Des entreprises multinationales pèsent aujourd'hui financièrement autant qu'un pays, se dotent d'une armée de juristes, et au fond d'un mini appareil d'État, pour prendre en charge leurs intérêts. De telles puissances sont reconnues, disposent d'entrées directes dans les organismes gouvernementaux, font un travail de lobby tout à fait ouvert auprès des députés, des sénateurs, des organismes de santé publique, etc. Il en est de même à l'échelle internationale et auprès des organismes internationaux (ONU, UNESCO, etc.).

UN ESSAI D'HISTOIRE DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Tant que nous sommes en régime monarchique, le monarque qui gouverne sur Terre est censé être un envoyé de Dieu. Les hommes sont donc par principe totalement exclus d'un choix quelconque sur les gouvernants. En réalité, c'est le commun des mortels, essentiellement le paysan, qui doit courber l'échine, travailler durement et payer l'impôt. Les aristocrates de rang le plus élevé mènent leurs intrigues, coups d'État feutrés ou violents, usent du poignard ou du poison, après quoi, réussite ou échec, le résultat est entériné comme ayant été voulu par Dieu.

Il arrivait tout de même qu'on utilise le vote. Cela était le cas pour la réunion des États généraux, chargée de décider d'un nouvel impôt, mais c'était extrêmement rare. En fait de vote, il s'agissait plutôt de ratifier, de donner la puissance du nombre à une décision déjà prise, il ne s'agissait pas de choisir.

En France, c'est 1789 qui amorce un véritable droit de vote. Les textes qui disent ce droit vont évoluer au fur et à mesure de l'avancée de la révolution. Ils ne font en réalité que dire, après coup, ce qui est déjà imposé et mis en pratique par le gigantesque mouvement des masses populaires. En septembre 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen décide de reconnaître ce droit, mais seulement à une partie de la population, les citoyens actifs. Sont mis de côté les étrangers, les dépendants, les femmes, les mineurs, les personnes qui payent peu d'impôts, les domestiques : ceux-là et celles-là sont des citoyens passifs. Mais ce premier pas est une véritable révolution, car s'il écarte 3 millions de personnes, il crée un corps électoral de plus de 4 millions de citoyens.

Au début et au cours de la Révolution, on n'élisait pas seulement les députés. Le peuple avait le droit de choisir également par l'élection les administrateurs locaux, les juges. En août 1792, l'insurrection de la Commune de Paris fait un pas de plus. Elle reconnaît citoyen, pour l'élection de la prochaine Convention nationale, toute personne de plus de 25 ans, domiciliée depuis un an et vivant du produit de son travail. Seuls sont exclus les domestiques. Nouvelle avancée, avec la Constitution du 24 juin 1793 qui proclame « *Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français* ». Mais cette constitution ne sera jamais appliquée ; la contre-révolution est maintenant à l'œuvre.

Pour tous ceux qui sont hostiles à la Révolution et à la République, l'idée du suffrage universel est une folie imposée par la violence de terroristes. Mais l'idée de suffrage universel est conservée avec l'arrivée au pouvoir de Napoléon Ier (1804-1815) et de l'Empire. De 1791 à ce moment-là, le suffrage est et reste indirect. Il devient direct à dater de 1817.

C'est alors la Restauration, le retour à la monarchie, mais il s'agit maintenant d'une monarchie constitutionnelle. La Monarchie de Juillet (1830-1848) instaure un cens très fort pour limiter le droit de vote à la Chambre des députés, et accole à cette chambre une Chambre des pairs, qui sont nommés par le souverain. Ainsi, il n'y a plus que 100 000 électeurs aux législatives vers 1820, puis 200 000 après la révolution de Juillet en 1831, et 250 000 avant la Révolution de 1848.

Pendant toutes ces années, de 1830 à 1847, les mobilisations pour ouvrir le droit de vote se multiplient. Au même moment, de l'autre côté de la Manche, c'est le mouvement chartiste. Les ouvriers Britanniques revendiquent une « Charte du peuple » qui donne le suffrage universel masculin, le vote secret, l'indemnité parlementaire et la limitation à un an du mandat des députés.

En France, le courant politique bourgeois libéral est pour que le peuple puisse disposer d'une certaine souveraineté, mais il refuse qu'il en dispose seul entièrement. Aussi, est-il pour un suffrage censitaire. En fait, il s'agit surtout d'ouvrir suffisamment le droit de vote pour que puissent en disposer des fractions de la bourgeoisie qui en sont encore exclues. La bourgeoisie parisienne organise une campagne de banquets, où l'on discute seulement de baisser le cens électoral, de la possibilité d'ouvrir le droit de vote aux personnes qui ont un diplôme, ou encore aux membres des professions respectables... Leur porte-parole, Guizot, est également ministre de Louis-Philippe. Pour lui, c'est le critère de la richesse qui doit prévaloir : « *Usez*

de vos droits, enrichissez-vous, leur dit-il, ainsi donnerez-vous satisfaction à ce besoin de progrès qui caractérise cette nation ».

Plus à droite, des légitimistes, partisans de la monarchie, sont également pour satisfaire la revendication populaire, mais en y mettant le frein social du suffrage indirect à deux degrés. *« C'est une manière d'accepter une évolution jugée inéluctable et de préserver un pouvoir fondé sur la mobilisation des liens de clientèle de la société traditionnelle »*, commente Michel Offerlé. Des courants républicains, enfin, sont pour ouvrir le droit de vote au suffrage universel, toujours pour calmer la revendication populaire. Ledru-Rollin argumente que c'est le moyen d'éviter le pire : *« Il faut changer le système, à peine à subir une révolution violente »*, déclare-t-il en 1841.

Mais tout à gauche, Blanqui se méfie du suffrage universel dans lequel le peuple rêve de voir une solution magique. Blanqui est conscient du fait que le peuple ne pourra en réalité pas choisir librement, et pense qu'il faut d'abord lui apporter toute une éducation socialiste. Il écrit en mars 1848, entre les deux moments de février et juin de la révolution, pour demander *« l'ajournement indéfini des élections et l'envoi dans les départements de citoyens chargés d'y apporter la lumière démocratique »*.

Le 24 février 1848, la république est proclamée et le 2 mars le suffrage universel et direct est proclamé. C'est le fruit des barricades ouvrières qui couvrent Paris. Mais le pouvoir a été pris par des bourgeois. Ceux-ci vont utiliser le suffrage universel pour consolider leur légitimité. Sont tout d'un coup électeurs 9 millions de personnes, *« tous les Français âgés de vingt et un ans, résidant depuis six mois, et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice de leurs droits civiques »*. 1848 devient ainsi la date officielle du suffrage universel pour la France –les femmes sont oubliées–. Mais si une partie des ouvriers y tenait beaucoup, une autre, sans doute la plus consciente, se préoccupe surtout de revendiquer le droit au travail et assiège l'hôtel de Ville de Paris. Cette tendance-là sera massacrée à coups de canons en Juin 1848, sans que l'on juge nécessaire de revenir alors sur le suffrage universel.

Les élections qui suivent cette répression violente anti-ouvrière rassurent le monde des possédants, gros et petits réunis. C'est une majorité modérée qui remplit l'Assemblée nationale constituante. Mais d'autres élections fin 1848, en 1849 et en 1850, indiquent une montée des voix données aux démocrates socialistes et inquiètent les milieux conservateurs. Du coup, la loi est changée en mai 1850 : il faut avoir résidé 3 ans et non plus 6 mois dans le canton ou la commune. Cela diminue le nombre d'électeurs, parmi les milieux plus instables d'une part, et parmi ceux que l'exode rural a expulsé des campagnes. Cela privilégie ceux qui ont un peu mieux réussi, puisqu'ils sont au même endroit depuis assez longtemps. *« Universel ne veut pas dire tous, mais le plus grand nombre possible, d'après l'esprit de la Constitution »* explique Thiers qui appelle à purger les listes électorales de la *« vile multitude »*.

Lorsque Louis-Napoléon Bonaparte fait son coup d'État le 2 décembre 1851, pour se proclamer second empereur sous le nom de napoléon III, il va pouvoir se permettre le luxe, dans le même temps où il interdit tous les journaux d'opposition, de rétablir le suffrage universel. Et il saura l'utiliser comme l'un des moyens de maintenir sa dictature pendant 18 années. La dictature peut donc se permettre de disposer du suffrage universel et même l'utiliser à son profit, leçon d'histoire que nombre de futurs dictateurs, de par le monde, vont bien retenir.

Ainsi, Napoléon III ne va pas se gêner pour utiliser carrément l'appareil d'État pour apporter son soutien aux candidats qui l'appuient. Son ministre de l'Intérieur Persigny écrit ainsi à tous les préfets : « *Il importe que le gouvernement éclaire les électeurs, ne les laisse pas dans l'embarras au sujet de la multiplicité des candidats.* » Le matériel électoral des candidats officiels de l'Empire est apporté au domicile des électeurs par les agents de l'autorité. « *Des candidats, aidés par l'administration municipale ou préfectorale, distribuent sous conditions des aides, des dispenses, des postes, des décorations, promettent aux bonnes circonscriptions des chemins de fer, des écoles, bref de l'argent public* » (Offerlé). Dans le bureau de vote, l'électeur donne son bulletin au président du bureau, et c'est celui-ci qui le met dans l'urne. La pratique est courante, si le bulletin ne correspond pas aux vues du président, de le rendre nul en le salissant à l'aide d'un peu de gras camouflé sous la table qu'il va recueillir sur le pouce. Louis-Napoléon Bonaparte ayant dans un premier temps été élu par un suffrage direct, on va longtemps considérer que cette méthode est synonyme de dictature.

À partir de cette époque, dans les milieux dirigeants, on pense que la population qui a maintenant connu depuis un certain temps le suffrage universel, n'accepterait plus qu'on le lui enlève. Cela n'empêche pas un certain nombre de membres qui se considèrent comme les élites de mépriser et cette population et le suffrage universel. On entend par exemple dans la bouche d'un Gustave Flaubert en 1871 « *Le premier remède serait d'en finir avec le suffrage universel, la honte de l'esprit humain. (...) Le nombre domine l'esprit, l'instruction, la race et même l'argent* ». Certains proposent en 1874 de modifier le vote en instaurant ce qu'ils appellent le suffrage familial : le vote du chef de famille vaudrait pour son épouse et ses enfants ; cela vise aussi à punir les célibataires et à inciter à une plus forte natalité. Cette proposition est repoussée par 376 voix, mais elle en obtient tout de même 271.

Toute une pratique politique va se développer autour des élections. Une débauche d'affiches inonde les murs. Elles proclament l'une un programme, une autre des attaques personnelles. Au début signées de manière personnelle, ces affiches vont progressivement être signées par des partis politiques, à la fin du 19^e siècle. Un chemin inverse est en cours de nos jours, puisque depuis une vingtaine d'années, la tendance est à de moins en moins mentionner le parti qui se cache derrière le candidat.

Mais la pratique la plus intéressante est sans doute la réunion publique. Elle a longtemps fait peur aux autorités. Celles-ci ne l'ont autorisée que durant quelques mois en 1848, après quoi elles ont été interdites. La fin du règne de Napoléon III va voir les courants socialistes révolutionnaires trouver les moyens de contourner cette interdiction : un nombre incalculable de réunions socialistes se tiennent dans Paris et autour de Paris, sous des prétextes totalement incongrus, et sont tolérées. Elles seront le ferment qui prépare la population parisienne aux idées mises en application sous la Commune de 1871.

Certaines réunions sont contradictoires, opposent les divers candidats, d'autres plus petites servent aux candidats d'opposition à se faire connaître, sous le préau d'une école. Cette pratique est restée longtemps vivante. 170 000 Parisiens (pour 350 000 inscrits) se seraient rendus dans ces « métingues » durant la période électorale d'août 1893, selon la police.

Ne sont exclus à cette époque du droit de vote que les militaires professionnels, pour des raisons surtout pratiques, et les habitants des colonies. L'argument qui refuse aux indigènes le droit de vote est d'une belle hypocrisie ; il s'agit de les protéger de l'influence

des Blancs : « *On se demande comment ces noirs, absolument illettrés, pourraient se soustraire à l'influence des blancs ou des mulâtres, gens instruits, qui les font vivre* », écrit un rapport de 1898 sur une élection dans l'Empire français.

La pratique de l'isoloir ne sera acceptée en France qu'à partir de 1913, après quarante années de discussions. Les partisans de l'isoloir sont les radicaux et les socialistes ; ils considèrent qu'isoler l'électeur, c'est le protéger des pressions. Mais à l'extrême gauche, on n'est pas chaud du tout pour ce système : on pense qu'agir caché c'est apprendre à agir avec une certaine lâcheté, et l'on préférerait éduquer le peuple à oser s'exprimer ouvertement. Enfin, la droite, pour de toutes autres raisons, est plutôt contre l'isoloir.

Les sénateurs sont élus au suffrage indirect (à deux degrés) depuis 1875 (sauf sous la 4^{ème} République (1946-1958), ainsi que les maires et les présidents de conseils régionaux et généraux. On ajoutera les élections des députés européens en 1979, et en 1986 celles des conseillers régionaux. Pour ce qui est de la présidence de la République, dont on a vu qu'il avait été direct pour élire Louis-Napoléon Bonaparte, son suffrage est resté ensuite indirect jusque 1962, lorsque de Gaulle fait le choix d'élever considérablement les pouvoirs du président, faisant d'ailleurs de la France un pays un peu particulier dans le monde occidental. Le retour du suffrage universel a bien aidé à faire de De Gaulle le « grand homme » que l'on sait.

La fraude électorale aussi, a son histoire. On a d'abord connu l'époque des urnes à fond double, les urnes bourrées, le maquillage des listes d'émargement, la mobilisation des morts que l'on fait voter. Ces méthodes ont été contrées par des urnes et des méthodes de plus en plus standardisées. C'est qu'il est important de préserver le caractère sacré du vote. À l'époque actuelle, on peut encore truquer les additions, grattouiller un procès-verbal. Mais une autorité proclamée indépendante est là en cas de contestation : depuis 1958, c'est le Conseil constitutionnel pour les élections nationales et européennes, les tribunaux administratifs pour les élections locales.

La France de 1848 a été le premier pays au monde à adopter le suffrage dit universel. Dans les autres pays, la bourgeoisie restera plus longtemps accrochée à l'une des barrières que nous avons vues à l'œuvre avant 1848. La Prusse garde un critère de fortune jusqu'en 1918, le Royaume-Uni utilise un critère religieux, en excluant les Juifs jusqu'en 1859 ; les États-Unis et l'Afrique du Sud usent de critères de statut social, en excluant les assistés, les domestiques, les membres du clergé, et le critère de race qui exclut les Noirs. Le Massachusetts regarde la capacité à lire et écrire, en exigeant de savoir lire la Constitution et être de bonnes mœurs. Le Portugal également trie selon la capacité à savoir lire et écrire. L'Italie exclut les illettrés jusqu'en 1912.

L'idée de suffrage universel entrant dans les mœurs et devenant une pratique habituelle, va surgir le versant resté dans l'ombre, la question du droit de vote des femmes. La France, qui a été la première à adopter le suffrage universel masculin, sera plutôt dans les bons derniers à l'accepter pour les femmes. La Finlande a été la première en 1906, puis la Norvège en 1913, l'Allemagne en 1919, le Royaume-Uni en 1928. En France, il aura fallu attendre 1944 pour que ce droit soit accepté. Auparavant, seuls une partie des socialistes et les communistes de la première heure étaient pour, au nom de l'égalité, tandis que l'idée dominante était, un peu comme pour les indigènes des colonies, que les femmes étant facilement influençables, leur vote risquait d'être irraisonné, sous la pression du prêtre, du mari ou d'on ne sait qui.

L'ARGENT, AU CŒUR DE LEUR DÉMOCRATIE

Avec le 20^e siècle, l'élection connaît l'irruption des grands médias, la radio à partir de 1932, la télévision à partir de 1965, auxquels s'ajoutent rapidement le marketing politique, la communication, la publicité et les sondages. Toutes ces évolutions ont fait monter de manière importante le coût des campagnes électorales. Mais comme il fallait absolument préserver un minimum d'apparence d'égalité entre les différents candidats, diverses pratiques ont été instaurées. Les grands partis devant officiellement faire preuve de pauvreté, s'est répandue de leur côté la pratique de la récupération d'un véritable trésor de guerre par des moyens détournés comme celui des fausses factures. Après quoi, la découverte de ces systèmes a obligé à instaurer des lois, en 1988, 1990, 1993, pour stopper les dites « affaires », en plafonnant certaines dépenses électorales, et en en assurant une partie par l'État lui-même.

Dans le journal *Le Monde* (16 février 2018), une professeure d'économie à Sciences Po Paris, qui a soutenu Benoît Hamon en 2017, fait état d'une étude qu'elle a menée au sujet de l'argent privé qui est donné aux partis pour les élections municipales et les élections législatives. Julia Cagé y démontre que si, officiellement, la devise des élections dans le monde démocratique bourgeois, c'est « *une personne, une voix* », la réalité est plutôt « *un euro, une voix* ». Cette étude a porté sur 30 ans, depuis le début des années 1990.

Aux élections municipales, en moyenne, un candidat dépense 22 000 euros, qui peuvent provenir de son parti, de sa poche, des dons privés. Si on analyse qui reçoit des dons privés et combien, on trouve une grosse différence entre les candidats de droite et de gauche : ceux de droite touchent 3400 euros de plus que les candidats de gauche. A noter que les candidats d'extrême droite et d'extrême gauche ne reçoivent rien du tout. Aux élections législatives, l'écart est encore plus fort. Les candidats de droite reçoivent en moyenne 18 000 euros en dons privés, ceux du Parti socialiste 10 000, ceux du Parti communiste 2300.

L'étude a pu ainsi estimer que le prix d'une voix aux législatives est de 6 euros, et celui d'une voix aux municipales de 32 euros. Du coup, on peut estimer l'impact en nombre de voix que peut provoquer la différence des dons reçus entre les candidats. Aux législatives, les 8000 euros d'écart donnent un avantage qui va de 1367 voix s'il a en face de lui un candidat du PS, de 2734 voix s'il a cette fois face à lui le PC.

On pourrait émettre des doutes sur cette étude. Mais elle donne une explication à un vote mystérieux : l'élection législative de 1997. Le président Jacques Chirac avait alors décidé, par surprise, sans prévenir, de dissoudre l'Assemblée et de procéder à de nouvelles élections, que tout indiquait comme faciles à gagner. Mais c'est un échec, la gauche l'emporte, ce qui va imposer de mettre en place un gouvernement de cohabitation. Eh bien, cette étrange défaite survient juste après qu'une loi, en 1995, a interdit aux entreprises, appelées « personnes morales », de faire des dons aux candidats. Pris par surprise, les candidats de droite, qui touchaient 43 000 euros par cette source en moyenne, n'ont pas eu le temps de trouver des donateurs de remplacement. C'est au moins une partie de l'explication à l'échec de la droite qui s'en est suivi.

L'argent joue donc un rôle jusque dans les plus petites élections. Et il en joue évidemment un, considérable, pour la présidentielle. Dès le moment où il s'agit de mettre en place les différents candidats au sein d'un parti même, l'argent intervient. A droite, c'est une

véritable bataille qui se joue lors de la préparation des primaires en vue de la présidentielle de 2017. « *Primaire à droite : la bataille de l'argent* » titre Le Monde sur une pleine page dès le 1^{er} juillet 2015. « *“On ne gagne pas une élection grâce à l'argent, mais il faut au moins avoir 500 000 euros pour jouer dans la cour des grands”, observe un habitué des campagnes électorales. Alain Juppé, François Fillon et Bruno Le Maire l'ont bien compris (...). Chaque postulant à l'Élysée a donc créé son micro-parti pour disposer de sa propre association de financement.* »

« Alain Juppé, qui a lancé “AJ pour la France”, s'active depuis plusieurs semaines. Le 4 juillet, il convie ses petits donateurs à un barbecue à Suresnes (Hauts-de-Seine). Auparavant, il a investi un des terrains de chasse favoris des candidats à la primaire : les hommes d'affaires et les cadres expatriés à l'étranger. Le 30 avril, il était à New York, où il a participé à un déjeuner privé avec une dizaine de soutiens, au restaurant Rainbow Room du Rockefeller Center à Manhattan. La veille, il était à Montréal. Le 20 mai, il se trouvait à Londres pour une mystérieuse intervention devant des entrepreneurs français. Lors de ces rencontres discrètes, des récoltes de fonds ont été organisées ».

Pour les électeurs de droite, le choix est donc bel et bien complètement préparé par l'argent. À gauche, les choses sont peut-être moins évidentes, moins crues, mais l'argent est bel et bien là aussi, même si c'est de manière plus indirecte. En 2014, on a ainsi appris que 14 des membres du gouvernement Hollande étaient millionnaires. En tête, on trouvait Jean-Michel Baylet (ministre de l'aménagement du territoire) avec 8,7 millions d'euros de patrimoine, suivi par Jean-Marie Le Guen, (ministre des relations avec le Parlement) avec 4,1 millions d'euros puis André Vallini (secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie) avec 2,88 millions d'euros. Mais il se trouvait aussi des ministres nettement plus modestes, et notamment le Premier ministre, Manuel Valls, avec 44 000 euros de patrimoine.

Depuis un certain nombre d'années, pour répondre à la méfiance qui monte envers les hommes politiques, de nombreuses démocraties ont imposé de rendre publics les patrimoines et les revenus des principaux élus. Aux États-Unis, en Italie, au Portugal, en Hongrie, en Grèce, tous les principaux postes, Chef d'État, Chef de gouvernement, ministres, parlementaires nationaux, chefs d'exécutif régional, doivent déclarer leur patrimoine, leurs revenus et leurs intérêts, les publier et les rendre consultable sur demande.

Mais cette pratique est une amélioration en trompe l'œil. Nous l'avons vu, dès l'époque athénienne, on a compris que l'élection avait tendance à favoriser des élus provenant de milieux sociaux supérieurs. On peut penser que l'électeur moyen, et peut-être plus encore l'électeur de milieu populaire, sera loin de réagir en préférant d'office le plus modeste des candidats s'il connaît leur niveau de richesse. Il a tendance à penser que son intérêt est d'élire quelqu'un de plus compétent, plus cultivé que lui. S'il n'aura peut-être pas envie de choisir non plus le plus riche, il aura le plus souvent tendance à viser un peu au-dessus de son propre niveau. Seule une situation sociale déjà en train de connaître un chamboulement important pourra inciter à une autre attitude.

En tout cas, une fois élu, le système bourgeois tient absolument à offrir au nouveau venu de pouvoir vivre une vie dorée. Le quotidien du député ou du sénateur se passe dans des salons exceptionnels. Un député bénéficie d'une indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) de 5770 euros mensuels (chiffre 2014), pour les dépenses liées à son mandat. Il

dispose aussi de 9504 euros (chiffre 2014) pour rémunérer ses collaborateurs. Au total ces dépenses reviennent à près de 150 millions d'euros par an.

Enfin, l'État privilégie les partis en place, toujours avec l'argent. Selon un calcul qui tient compte du nombre de voix obtenues au premier tour des élections législatives, l'État finance les partis politiques qui les ont présentés à hauteur de 63 millions par an (chiffres 2014). Une autre manière de chercher à favoriser les plus modérés est de pousser à ce que d'éventuelles personnalités plus radicales soient intéressées à rejoindre un groupe, dans le cadre de l'Assemblée nationale. En effet, les groupes qui se déclarent alors, indépendamment donc des partis politiques, bénéficient d'un montant de 10 millions d'euros qui étaient répartis ainsi en 2014 : 4,4 millions pour le groupe socialiste, républicain et citoyen ; Gauche démocrate et républicaine 0,65 million ; 3,2 millions pour l'UMP, ou encore 0,06 million pour groupe Rassemblement UMP, créé du fait de la crise au sein de l'UMP entre Copé et Fillon. Aucun contrôle n'existe en ce qui concerne l'utilisation de cet argent.

Un mot enfin au sujet des États-Unis, qu'on nous présente encore et toujours comme le summum de la démocratie. Là, l'élection présidentielle est indirecte, et se fait à deux degrés. On vote dans chaque État pour ce qu'on appelle des « grands électeurs », dont le nombre est fixé en fonction de leur population. Le parti gagnant dans un État, même si c'est de justesse, remporte la totalité des sièges. Et ce sont ces grands électeurs qui désignent ensuite le président des États-Unis.

D'autre part, deux très puissants partis se partagent le pouvoir et ont des moyens considérables pour contrôler, en leur sein, qui peut ou non être candidat. Si Trump a réussi à s'imposer au sein du Parti républicain, y compris contre une partie de celui-ci, c'est aussi parce qu'il en a les moyens financiers. Trump est un magnat de l'immobilier. En octobre 2016, il avait déjà dépensé près de 800 millions de dollars, pour sa campagne électorale contre la démocrate Hillary Clinton. Elle, en avait dépensé bien plus encore, 1,3 milliard de dollars.

Aux États-Unis, depuis 2010, un arrêt de la Cour suprême autorise des financements politiques sans plus aucune limite. Et l'argent coule à flots. De toute façon, parti démocrate ou parti républicain, c'est toujours un parti du capital. A tel point que de nombreux gros donateurs attendent sagement avant de se décider qui ils vont soutenir. Comme les frères Charles et David Koch, qui, en 2016, avaient prévu de toute façon d'investir, car c'est de cela dont il s'agit, 889 millions de dollars dans la campagne présidentielle. L'intérêt est donc d'avoir financé celui qui sera le vrai gagnant, en espérant ainsi qu'il vous remerciera, par des décisions économiques ou politiques qu'il prendra.

D'autres se contentent tout simplement de financer les deux partis. On pourrait penser que cela ne sert à rien, et qu'ils feraient aussi bien de ne financer ni l'un ni l'autre. Mais c'est oublier que de petits groupes, y compris révolutionnaires, tentent toujours de défendre leurs idées et de se présenter aux élections. Financer les gros, c'est donc un moyen aussi d'éliminer soigneusement les tout petits.

Voici ce que dit Howard Zinn, dans son Histoire populaire des États-Unis, au sujet du système démocratique américain. « *Si les politiciens professionnels apparus dans les années 1820 et 1830 étaient parfois autodidactes, ils étaient néanmoins loin d'être issus des milieux populaires. Les deux principaux partis étaient également largement dominés par des hommes fortunés et ambitieux. Hommes de loi, patrons de presse, négociants, industriels, grands*

propriétaires et spéculateurs en tout genre présidaient aussi bien aux destinées du parti démocrate qu'à celle du parti des whigs. (...) C'est en effet à cette époque que se met en place le système du bipartisme américain. Donner le choix au peuple entre deux uniques formations politiques et lui abandonner le droit – en cette période de troubles – de choisir le plus vaguement démocratique constituait un excellent moyen de maintenir l'ordre. Comme bien des aspects du système américain, ce bipartisme n'a pas été forgé par des individus passés maîtres en l'art du complot. Il fut le produit quasi naturel de la situation sociale. »

Le scandale du Watergate sera l'occasion d'en savoir un peu plus sur les pratiques des gros capitalistes américains pour s'assurer de la stabilité politique du régime. « *Lors de l'enquête sur le Watergate, le dirigeant d'une entreprise alimentaire affirma qu'il avait été approché par un responsable de la campagne de Nixon qui lui avait dit que, si une contribution financière de 25 000 dollars serait certes appréciée à sa juste valeur, "pour 50 000 dollars il pourrait parler personnellement au président". La plupart de ces entreprises versaient de l'argent aux deux partis de manière à avoir toujours des amis dans l'administration. Chrysler demanda à ses dirigeants de « soutenir le parti et le candidat de leur choix » puis, après avoir collecté leurs chèques, la direction de l'entreprise redistribua l'argent soit aux démocrates soit aux républicains.*

ITT, le géant des télécommunications, versait régulièrement de l'argent aux deux partis. (...) D'après l'un des assistants de Baker (qui travaillait pour les sénateurs démocrates parmi lesquels se trouvait Lyndon Johnson), un ancien vice-président de ITT avait déclaré au cours d'une réunion du bureau exécutif de l'entreprise : « Arrangez-vous pour "graisser la patte" des deux camps pour que nous soyons en bonne position quel que soit le gagnant. »

Quel que soit le président, Nixon, Ford ou n'importe quel démocrate ou républicain, le système fonctionnait sensiblement de la même manière. (...) Même dans la plus appliquée des enquêtes sur le Watergate – celle menée par Archibald Cox, un procureur spécial qui sera plus tard chassé de son poste par Nixon -, les entreprises n'étaient guère inquiétées. American Airlines, qui reconnaissait avoir versé illégalement des fonds pour la campagne de Nixon, ne fut condamnée qu'à 5000 dollars d'amende. Goodyear à 5000 dollars également. L'entreprise 3M à 3000 dollars. Un dirigeant de Goodyear et un dirigeant de 3M furent condamnés respectivement à 1000 et 500 dollars d'amende. » (H. Zinn)

LES TECHNIQUES ÉLECTORALES POUR UN CONTRÔLE SOCIAL

Une fois l'élection faite et le nombre de voix de chacun des candidats compté, il faut un mode de calcul pour en déduire combien d'entre eux et lesquels seront effectivement élus. Le choix de ce mode de calcul étant le fruit de l'imagination humaine, il est immense. On trouvera sur le site ACE, <https://aceproject.org/ace-fr>, quelques 10 000 pages qui ont été nécessaires pour décrire les différents systèmes électoraux et discuter de leurs avantages. Le nombre de facteurs sur lesquels il est possible de jouer est considérable. Nous en analysons ci-dessous les plus visibles. Mais il faudrait ajouter les conditions financières, ou les temps de passage à la télévision, tous ces points jouant de manière considérable sur les différences de traitement entre grands partis et petits groupes.

1- les différents modes de scrutin :

a) le scrutin majoritaire uninominal à un tour :

Le plus simple est peut-être le scrutin où le candidat élu est celui qui obtient le plus de suffrages, en une seule et unique fois. C'est le scrutin majoritaire uninominal (un seul

candidat élu) à un tour (il n'y a qu'une élection). Il existe dans les pays anglo-saxons, Grande-Bretagne, États-Unis, Canada.

b) le scrutin majoritaire à deux tours :

Un peu moins simple, est le scrutin majoritaire à deux tours (Allemagne du 19^e siècle) : il faut obtenir cette fois une majorité absolue (plus de 50% des voix exprimées) au premier tour, et si ce n'est le cas de personne, il faut un second vote (le deuxième « tour ») où, cette fois, celui qui a la majorité simple est élu. L'idée est résumée dans la formule : « *Au premier tour, on choisit, au second tour on élimine.* »

c) le scrutin proportionnel :

L'élection peut également se faire non plus sur des noms en concurrence, mais sur des listes comprenant chacune plusieurs candidats. La représentation proportionnelle donnera un nombre d'élus de chaque liste dans la même proportion que le nombre de voix qu'elle a recueillies. Là, c'est l'emplacement de chacun sur la liste qui sera déterminant, les derniers n'étant inscrits que pour la forme.

d) le scrutin majoritaire plurinominal à deux tours avec panachage :

La situation est la moins simple pour les élections municipales, qui élisent les conseillers municipaux au niveau de chaque commune. Ceux-ci voteront à leur tour pour élire le maire et ses adjoints. Les conseillers municipaux sont également appelés à voter pour choisir les sénateurs ; ils en constituent 95% du corps électoral.

Dans les villes de moins de 1000 habitants, le scrutin est majoritaire plurinominal à deux tours avec panachage. Au premier tour, ne sont élus que ceux qui ont obtenu une majorité absolue, avec le vote d'au moins un quart des électeurs inscrits ; au second tour, la majorité relative suffit ; en cas d'égalité, c'est le plus âgé qui l'emporte. Enfin, l'électeur a le droit de fabriquer sa propre liste, sans respecter celles qui lui sont présentées, et de voter ainsi pour des candidats de listes différentes : c'est le panachage.

Dans les villes de plus de 1000 habitants, on ne peut pas modifier les listes. Ce sont donc les partis politiques qui vont les définir et en décider. Une règle de parité homme femme a été ajoutée en 2000 pour les villes de plus de 3500 habitants. Au premier tour, il faut une majorité absolue ; restent en lice les listes ayant obtenu 10 % et plus des exprimés ; ceux qui ont obtenu entre 5 et 10% peuvent rejoindre une autre liste. Le scrutin est majoritaire avec une dose de proportionnelle : on donne d'abord la moitié des sièges à la liste qui a obtenu le plus de voix. Puis les sièges restants sont répartis entre toutes les listes – y compris celle majoritaire – qui ont obtenu au moins 5% des voix.

Le calcul à la proportionnelle à la plus forte moyenne est ainsi fait en France : on commence par calculer le nombre de voix nécessaire pour avoir un siège, ce nombre étant le résultat de la division du nombre total de suffrages exprimés par le nombre total de sièges. Chaque liste obtient autant de sièges qu'elle a obtenu de nombre de fois le résultat du premier calcul. Mais il reste ensuite des sièges non attribués. La « plus forte moyenne » consiste ensuite à diviser pour chaque liste les suffrages exprimés par son nombre de sièges déjà attribué plus un. La liste qui obtient le meilleur résultat prend un siège ; et on recommence le calcul, jusqu'à épuisement des sièges à attribuer. Oui, ouf !

Disons tout de même qu'une autre méthode de calcul existe pour cette seconde phase, celle du « plus fort reste » ; l'on range dans l'ordre décroissant les suffrages inemployés dans

le calcul qui a été fait ; cette méthode avantage les petites formations. Et ajoutons pour être à peu près complet que Paris, Lyon et Marseille ont un statut particulier, où l'on découpe la ville en secteurs électoraux.

2- Les modifications du mode de scrutin :

Dans les faits, le mode de scrutin n'a cessé de changer en France. Il suffit pour cela de changer la loi électorale, puisque la Constitution ne précise pas quel devrait être le mode de scrutin. Si l'on prend l'exemple des élections législatives, la France a pratiqué le majoritaire à un tour en 1848, 1849 et 1871, le majoritaire uninominal à deux tours durant presque toute la 3^e et la 5^e République, la proportionnelle sous la 4^e république (1946-1958) et en 1986, et des systèmes mixtes en 1919 et 1924.

La loi électorale pouvant être modifiée par la majorité en place, ces changements sont en grande partie motivés par des calculs qui visent à favoriser cette majorité. Actuellement, le mode de scrutin est majoritaire à deux tours pour la présidentielle, les législatives, les cantonales. Il est proportionnel pour les régionales, les européennes (mais avec une barre d'au moins 5%), et il est mixte pour les élections municipales dans les villes de plus de 3500 habitants.

Derrière tous ces calculs, se cachent évidemment des intentions diverses : quelle place faire au(x) perdant(s) ? Mais aussi, comment réussir à faire en sorte que l'élection aboutisse à une majorité suffisante pour pouvoir être efficace ? D'où par exemple l'assurance dans les municipales de donner la majorité comme on l'a vu lors de la première phase du calcul.

La proportionnelle est le calcul qui donne la représentation la plus fidèle aux votes exprimés. Elle a été adoptée par la Chambre en 1912, en 1935, en 1939 et appliquée durant la 4^e République (1946-1958). Mais en donnant des sièges en conséquence à l'ensemble des partis, elle interdit du coup à une majorité d'être efficace, ce qui paralyse les décisions. C'est aussi contre ce système que de Gaulle, après 1958, fera imposer le scrutin majoritaire à deux tours. Ne revenant au pouvoir qu'en 1981, la gauche du PS et du PCF hésite à rétablir une dose de proportionnelle ; la décision sera prise en 1992, et donnera une place aux écologistes et au Front national.

3- Le découpage des circonscriptions :

Autre facteur de technique électorale, c'est le découpage des circonscriptions. (Le problème ne se pose pas pour l'élection présidentielle, qui considère l'ensemble de la nation comme une circonscription unique.) L'idée même de suffrage universel, puisqu'elle considère que tous les citoyens sont égaux, devrait imposer que les circonscriptions électorales soient également peuplées. De cette manière, un élu de la circonscription A représentera autant d'électeurs qu'un élu de la circonscription B.

En réalité, le découpage des circonscriptions pouvant lui aussi être réalisé par une majorité installée au pouvoir, il est évident que celle-ci pourra chercher à s'assurer le maximum de chances par un éventuel nouveau découpage. En 1946, au lendemain de la Guerre, on a simplement décidé que chaque département serait une circonscription, sauf pour quelques régions très peuplées (Région parisienne, Nord-Pas-de-Calais, Rhône et Bouches-du-Rhône, Seine inférieure). Résultat : la circonscription qui avait le moins d'électeurs en comptait 26 000, celle qui en avait le plus en comptait 68 000. L'écart est de 1 à 2,5 fois environ.

C'est évidemment déjà inégal. Mais cela ne gênera en rien de Gaulle puis Giscard d'Estaing, qui, dans le but d'éliminer le Parti communiste, vont procéder à de nouveaux découpages qui amèneront l'écart de 1 à 3 en 1958 et de 1 à 7 en 1981. Pour réussir l'opération, il faut d'abord bien étudier les intentions de vote des populations. Après quoi on découpe, soit en regroupant ensemble le plus grand nombre possible de ceux qui veulent voter communiste pour ne leur donner qu'un élu. Sinon, on s'arrangera pour au contraire les diviser sur des circonscriptions différentes, où l'on s'assure qu'ils sont bien en minorité et en situation de ne pas pouvoir être élus. Il ne reste plus enfin qu'à trouver un justificatif géographique, économique, administratif, démographique, etc.

4- La durée du mandat :

Autre élément encore qui entre en compte dans l'élection, c'est la durée du mandat, durée pendant laquelle l'électeur ne peut ensuite rien faire que regarder, admirer, critiquer, mais en aucun cas changer l'élu qui a été choisi. Avec la Révolution, la gauche française avait pour idée qu'il fallait des mandats courts, et que toute la chambre élue soit remise au vote. Ainsi, l'opinion populaire aurait une chance d'accéder plus rapidement à se voir représentée. À l'inverse, la droite militait pour une chambre où l'élection ne porte que sur une partie à la fois, de manière à conserver en place un groupe stable qu'elle sait plus conservateur, loin des sautes d'humeur populaires, et elle préfère pour la même raison des mandats plus longs.

Les sénateurs ont réussi à préserver un système ancien où, en 2018, ils ne sont renouvelés que par moitié, et où le mandat dure 6 années, avec - on l'a déjà dit - une élection indirecte. Le mandat présidentiel, créé en 1848, a été fixé à 7 ans en 1873 et a été ramené à 5 ans en 2000. Les autres ont varié, entre quatre et cinq ans pour les députés, de quatre à six pour les conseillers municipaux.

Quoi qu'il en soit, le système dans sa globalité a régulièrement fabriqué tout autre chose que ce à quoi aspiraient ceux qui se sont battus en première ligne lors de la Révolution française. Loin d'une représentation populaire, c'est un corps de politiciens professionnels qui est en réalité élu, des gens qui en font une carrière, notamment et surtout pour les postes les plus importants.

5- La profession des élus :

Ces politiciens sont en outre très loin de provenir des couches de la population réelle du pays. Pendant les premières dizaines d'années qui suivent 1789, ce sont de grands bourgeois ou de grands aristocrates qui sont élus au niveau national, car ils sont les seuls à se présenter à l'élection. *« La prétention à représenter légitimement autrui reste pendant une large partie du 19^e siècle le monopole de cette partie fortunée et éclairée de la population désignée sous le vocable de notables. L'ancienneté de leur notoriété et de leur enracinement, les moyens et les loisirs dont ils disposent les prédisposent tout naturellement à exercer, comme un service rendu à la collectivité, des charges publiques qu'ils assument avec l'obligeance d'amateurs éclairés. Propriétaires, rentiers, militaires retraités, hauts magistrats, voire industriels prolongent ainsi leur autorité sociale par une monopolisation des mandats politiques. »* (Offerlé)

Cette sociologie élitiste des élus ne commence à être modifiée qu'après 1848, quand est mise en place une indemnité parlementaire, en même temps que la vie politique se professionnalise, devenant une activité permanente et de plus en plus spécialisée. Ce sont donc des couches nouvelles qui accèdent à l'élection : des avocats, des médecins, des

enseignants. Mais cette pseudo démocratisation ne doit pas faire illusion. Tous ces élus sont encore à mille lieues des ressources culturelles et matérielles de la moyenne de la population.

En 1899, un député, Charles Benoist, s'est amusé à dessiner deux camemberts pour les comparer : l'un donnant une image des professions à l'Assemblée nationale, l'autre celle des professions dans le pays réel. Pour l'Assemblée, les professions libérales occupent la moitié de la place, suivies par les rentiers. Mais dans le pays, ces professions libérales et les rentiers sont dans des proportions minimales ; près de la moitié de la population est dans l'agriculture ou paysans, et un bon tiers dans l'industrie ou ouvriers.

Ce ne sera que bien plus tard, vers la fin du 19^e siècle, que l'on verra quelques travailleurs pouvoir se faire élire, lorsque se mettent en place des partis socialistes stables. « *Depuis le début de la 5^e République, alors que les employés, ouvriers et personnels de service représentent plus de 60% de la population active, on ne retrouve que 7% des députés et 11% de ministres venant de ces catégories* » (Offerlé). C'est la mise en place d'un parti ouvrier qui va permettre à un candidat de se présenter, alors que seul, il n'aurait ni les moyens financiers ni la notoriété, de concurrencer les notables qu'il a en face de lui.

Il faut aussi faire une mention particulière concernant le nombre de femmes élues. En effet, si l'élitisme social des élus est une règle générale dans tous les pays qui procèdent du suffrage universel, la France fait une triste exception concernant les femmes, qui ne sont dans les années 1990 que 6% au Parlement, par exemple, contre 30 ou 35% dans les pays nordiques. En 2012, les femmes députées sont à 27%. Le chiffre est enfin monté à 39% avec la législature de 2017.

LA PARTICIPATION ÉLECTORALE : ÉLECTIONS, PIÈGE À ... ?

Toutes les manipulations et les techniques électorales sont vues par le commun des mortels comme des complexités plus ou moins obligatoires auxquelles il n'a malheureusement pas accès. Mais si l'on tient compte de tous les éléments du processus dit démocratique, donc aussi de l'abstention, on arrive à des représentations qui ont vraiment peu à voir avec le pays réel.

Si l'on prend pour exemple les élections législatives de 2012, qui ont eu lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, le Parti socialiste a obtenu 278 sièges, pas loin donc de la majorité absolue qui en nécessite 289. Il y parviendra avec le renfort des 18 députés d'Europe Ecologie-Les Verts et des 10 députés du Front de gauche. Mais si l'on tient compte des bulletins blancs ou nuls, et du fait qu'un électeur sur deux n'a pas voté, et parmi eux essentiellement les catégories populaires les plus modestes (employés, ouvriers, revenus inférieurs à 1200 euros par mois), on s'aperçoit que le Parti socialiste n'avait recueilli que 29,2% des voix exprimées, c'est-à-dire 16,4% des inscrits : un électeur sur six ! Et il a presque la moitié des députés !

Si le Parti socialiste arrivé premier est ainsi fortement privilégié, d'autres sont gravement lésés. Effectivement, comme le dit Le Monde, « *Madame Le Pen et Monsieur Bayrou ont attiré les faveurs de plus d'un électeur sur quatre : leurs idées ne seront représentées à l'Assemblée que par quatre députés sur 577...* » (Le Monde 16 juin 2012). Et Gérard Courtois ose cette critique : « *Il y a là une distorsion de notre système représentatif. Presque une anomalie démocratique.* »

En réalité, c'est leur démocratie tout entière qui est une « *distorsion* ». Pour l'élection législative de 2017, le second tour a donné au parti du président Macron, La République en Marche, une nette majorité de 308 députés sur un total de 577. Mais cette majorité a été obtenue avec 7 826 000 voix, officiellement 43% des votants, et en réalité 16,6% des inscrits. Encore une fois, tout juste un électeur sur six. Il faut dire que cette élection a connu des chiffres de 9,87% de bulletins blancs ou nuls, et 57,35% d'abstentions. Un record absolu, qui bat de près de 14% le précédent des législatives de 2012.

« *Élections, piège à cons* », a été l'un des slogans de Mai 68. Il a surgi lorsque de Gaulle a choisi, et finalement réussi, à sortir les gouvernants de la mélasse dans laquelle ils étaient englués par la contestation de Mai 1968.

C'est que les mouvements sociaux, s'ils impriment fortement la société au point de créer, au moins momentanément, une opinion qui devient majoritaire, ne sont quand même jamais le fait que de minorités. Bien entendu, il y a minorité et minorité. La minorité que constitue l'existence de groupes de 10, 100 ou 1000 personnes, est une donnée qui n'influe pas, dans l'immédiat, sur la situation. Mais ces mêmes minorités, si elles se retrouvent en situation de pouvoir s'adresser à un million de manifestants, qui viennent dans la rue et y reviennent, qui lisent et relisent les tracts, cela peut-être une minorité qui est en train de faire basculer l'opinion et de la gagner sur un point ou sur un autre.

Même quand elles sont le fait de centaines de milliers ou de millions de personnes, les conquêtes sociales, les luttes défensives les plus efficaces, sont encore, quand même, le fait d'une minorité... par rapport à la totalité de la population du pays. L'appel à l'élection, dans un tel contexte, a souvent été un moyen de mobiliser à la fois la fraction de la population qui pense plus ou moins l'inverse du mouvement social en cours, et de lui apporter un soutien passif mais suffisant de la part des hésitants, des indécis, des éloignés de toutes sortes qui ne se manifestent pas autrement, en cherchant, par la peur de l'inconnu et du changement, à les mobiliser du côté conservateur.

C'est ainsi que les élections législatives commandées par de Gaulle en Juin 1968 vont amener une Chambre des députés telle qu'on n'en avait jamais vu là, avec une majorité absolue pour la droite (58% des voix et 354 sièges sur 487).

La bourgeoisie a compris cela depuis longtemps. « *Le suffrage universel a tué les barricades* », titrait déjà le journal de référence bourgeois de l'époque en 1898. « *Car apprendre à voter*, explique Michel Offerlé dans son *Histoire du suffrage universel, c'est, pour le citoyen, comprendre le lien qui peut exister entre le bulletin de vote et sa propre vie quotidienne. Mais en donnant au peuple le droit de vote, on le dépossède aussi de ses moyens d'expression antérieurs : révolutions, fureurs paysannes, émotions populaires, barricades... On lui enseigne la patience.* »

« *Le citoyen-électeur se doit d'être patient et de soumettre l'urgence de ses passions au rythme des échéances électorales. La violence ne disparaît pas de la vie collective de la société française, mais elle tend à être encadrée, canalisée par des procédures pacifiques d'expression et de gestions des griefs (...). La journée révolutionnaire a fait place à la manifestation, qui exhalera encore longtemps les humeurs de l'émeute et n'acquerra que lentement de cité légitime en démocratie* » (M. Offerlé).

Le slogan de Mai 68 était politiquement juste en soi, mais il est dramatiquement faux de l'utiliser, car il a sans doute ajouté des voix venant de ceux se jugeant traités de cons et insultés, alors qu'ils considèrent le droit de vote comme une conquête populaire.

Lorsqu'elle se décide à accepter le suffrage universel en 1848, la bourgeoisie va dans le même temps mener tout un combat pour y inclure le sens qui lui convient et qu'elle en attend. Il faut, désormais, à intervalles réguliers, intéresser ces millions de gens à utiliser un petit carré de papier, avec un ou des noms qu'ils ne connaissent pas. Pour cela, on va développer ce qui sera appelé l'éducation civique. On va vouloir faire croire à l'électeur qu'il s'élève en devenant électeur, pendant qu'il obéit à toute une série de règles prédéfinies – toutes celles énumérées plus haut – et dont il a bien rarement conscience qu'elles sont arbitraires et qu'elles pourraient être autres. Il faut lui inculquer que c'est sa conquête, et qu'il doit la défendre en allant voter régulièrement. En 1882, le ministre de l'Instruction publique Paul Bert déclare : « *Il (faut) inspirer à l'enfant un respect quasi religieux pour ce grand acte de vote. (...) Il faut que cela devienne chez lui comme une sorte d'instinct acquis, si bien que lorsque ce jeune citoyen s'approchera de la simple boîte en bois blanc déposée sur la table de vote, il éprouve quelque chose de cette émotion que ressentent les croyants lorsqu'ils s'approchent de l'autel.* »

Enfin, il faut convaincre l'électeur qu'il y a un rapport entre ce petit bout de papier et son existence concrète. De ce point de vue, la bourgeoisie va bénéficier des transformations matérielles considérables que lui permet d'apporter l'industrie nouvelle, avec par exemple le développement des chemins de fer, qui divisent les temps de transport et permettent de multiplier les charges transportées, développant à leur tour l'ensemble de l'économie. Puis ce sera l'arrivée de l'électricité. Et, bien entendu, s'ajoute à cela cette pratique aujourd'hui encore bien connue, qui consiste pour l' élu à chercher à apporter, par-ci par-là, une solution individuelle à l'un de ses électeurs, histoire de bien montrer son attention aux cas particuliers, et faire vivre ou survivre la foi dans le bulletin de vote. Pendant plusieurs décennies, en tout cas, le bulletin de vote a pu ainsi être présenté comme un papier magique, synonyme de progrès.

La bourgeoisie s'est aussi servie du bulletin de vote pour unifier les populations du pays, faire accepter une pénétration de l'État de plus en plus profonde. « *À côté de l'obéissance à la loi, du devoir fiscal, de l'obligation militaire, du devoir de s'instruire et du devoir de solidarité, le devoir civique apparaît en bonne place dans tous les manuels scolaires républicains* » (Michel Offerlé).

Initialement communautaire, pré politisé et local, explique le sociologue Alain Lancelot, le vote tend à devenir individuel, politiquement significatif et national. Et « *l'on constate une élévation constante du taux de participation, encore accentuée par les grands affrontements de la fin du siècle (émergence des socialistes, des boulangistes et des nationalistes)* » (Offerlé).

Lorsque le droit de vote est ouvert aux femmes en 1945, leur taux de participation est nettement inférieur à celui des hommes ; il ne parviendra au même niveau que dans les années 1980. Mais on commence à ce moment-là à parler d'une « *crise de la représentation* », car les taux de participation aux élections se mettent à baisser du nez : l'abstentionnisme commence sa montée.

Pourquoi les gens se disent-ils écœurés par la politique ? Pourquoi cessent-ils d'aller voter ? L'explication que l'on entend le plus souvent est simple : les élus ne nous respectent pas, ils ne tiennent pas leurs promesses.

Si l'on en revient aux bases de la démocratie telles qu'elles ont été établies au 18^e siècle, notamment aux États-Unis et en France, il faut bien voir que l'une des idées essentielles était que l'élu devait rester libre face à son électeur. Aujourd'hui encore, cette idée est bien présente parmi les penseurs et défenseurs du système.

Bernard Manin, que nous avons longuement cité plus haut, trouve même presque légitime que l'élu ne soit pas tenu par ses promesses. Il théorise presque qu'il puisse les trahir : « *Des promesses ou des programmes ont pu être offerts, les représentants ont toujours conservé, en dernière instance, la liberté de les respecter ou non. Sans doute, les représentants ont-ils une certaine incitation à tenir leurs promesses. Le respect des promesses est une norme sociale puissamment enracinée et un certain discrédit s'attache à leur transgression. Celui qui a pris des engagements devant ses électeurs peut penser que s'il ne les exécute pas, il ne sera pas réélu. Mais d'une part, il demeure libre de sacrifier la perspective de sa réélection si, en des circonstances exceptionnelles, d'autres considérations lui paraissent plus importantes que sa propre carrière. D'autre part et surtout, il peut espérer, lorsqu'il se présentera à nouveau devant le suffrage, convaincre ses électeurs qu'il a en définitive eu raison de se conduire comme il l'a fait et donc de trahir ses promesses* ». Le mépris pour le petit peuple qui vote n'est pas très loin.

Pour Manin, et derrière lui pour l'ensemble de la classe bourgeoise qui se targue de disposer de la plus belle démocratie qui soit, le peuple dispose tout de même d'une contrepartie, c'est la liberté d'expression. Si « *l'indépendance des représentants en est l'un des traits non démocratiques* », explique Manin, « *la liberté d'opinion publique constitue un des traits démocratiques du gouvernement représentatif* ». En effet, le fait de pouvoir d'une part exprimer son opinion à l'adresse des représentants, même si cela ne les oblige en rien, permet tout de même à tous ceux qui auraient la même opinion de se compter, permet de savoir quelle est l'opinion dite « publique » à un moment donné. Cette possibilité est évidemment une force. D'ailleurs, explique Manin, les dictateurs et autres despotes interdisent que l'on puisse dire son opinion au sujet des représentants en place, justement pour que personne ne sache quelle force ces idées peuvent représenter.

C'est donc dans le fait que l'élection se répète que se trouverait la solution éventuelle pour l'électeur. S'il est suffisamment patient, l'électeur saura attendre une prochaine élection pour voter autrement. « *La répétition de l'élection est même, de fait, un des facteurs décisifs qui poussent les gouvernants à tenir compte de l'opinion publique dans leurs décisions* », conclut sereinement Bernard Manin.

Sauf que ce n'est pas vrai. Les élections peuvent se suivre et se répéter, droite et gauche ont beau rafistoler leurs programmes ou même effacer leur nom de parti lors des candidatures, le système se répète sans jamais tenir compte de l'opinion populaire. C'est autre chose qui s'est produit. Dans une première période, la répétition des élections a créé une opinion selon laquelle les élections sont quelque chose de bien, de sacré. Mais dans un second temps, depuis deux ou trois décennies, elle a progressivement jeté le petit peuple dans l'abstention.

Loin de finir par refléter les opinions des gens, les élections sont devenues un enjeu tel que, pour que le système même des élections puisse encore tenir et exister, il a fallu y inventer un mode de corruption dans le monde des idées et des programmes. C'est Manin qui, sans y voir quelque chose à dénoncer, en décrit le processus. « *Supposons par exemple, nous dit-il, une situation où les gouvernants sont chassés parce que le chômage a crû pendant leur mandat. Des concurrents se font élire en promettant des mesures visant à rétablir le plein emploi. Mais une fois parvenus au pouvoir, ceux-ci décident de ne pas tenir leurs promesses, soit parce qu'elles n'étaient dès le départ que pure rhétorique électorale, soit parce qu'ils découvrent, en accédant au gouvernement, des informations qu'ils n'avaient pas lorsqu'ils étaient dans l'opposition et qui leur montrent qu'une politique de plein emploi est en réalité impossible. Les nouveaux gouvernants savent que le chômage a causé la défaite de leurs prédécesseurs, ils ont donc des raisons de penser qu'il pourrait aussi provoquer la leur aux prochaines élections. Mais, pour éviter cette défaite, ils peuvent décider d'offrir aux électeurs des motifs de satisfaction dans d'autres domaines, par exemple, en combattant l'insécurité plus vigoureusement qu'on ne l'avait fait auparavant.* »

Pour notre part, nous dirions même ceci : les divers gouvernements se sont fait élire depuis trente cinq ans en promettant de lutter contre le chômage. Une fois au gouvernement, ils ont fait quelques gesticulations, mais n'ont évidemment pas touché au droit d'embauche des patrons privés. Alors, ils ont créé d'autres problèmes de toute pièces : les immigrés, l'insécurité. Et là, ils ont pu faire de belles images à offrir pour montrer comme ils savaient bien s'attaquer à ces problèmes.

Dans la réalité, la répétition des élections n'a non seulement pas corrigé la manière de se comporter des représentants envers leurs électeurs, du moins populaires, mais le petit peuple a fini par en avoir plus que marre d'être pris pour un imbécile. Il est possible, parmi les milieux les plus distingués, que l'on excuse un élu qui change son programme en cours de mandat. On est tranquille : c'est toujours pour le meilleur service possible des possédants que l'élu agira. Et s'il arrive que tel élu trahit les intérêts particuliers de tel industriel ou financier en particulier, c'est d'abord que ceux-ci sont en concurrence avec d'autres et qu'il faut bien choisir. La décision restera de toute façon dans l'intérêt bien compris de l'ensemble de cette classe.

Par contre, c'est à peu près systématiquement, pour le petit peuple, que ses intérêts sont bafoués, oubliés ou trahis. Il est dans la nature du système que cela se passe ainsi, puisque l'appareil dans lequel l'élu va se retrouver, hormis peut-être au Parlement et encore à certaines conditions, est une formidable machine totalement aux mains de la classe possédante.

Lorsque le suffrage universel a été institué pour la première fois, en 1848, la participation a été impressionnante, avec un taux de près de 84% des inscrits. Mais les choses ne sont alors franchement pas du tout comparables avec la situation actuelle. La population était pour moitié analphabète, une partie notable de la population ne parlait pas le français, et les campagnes ne connaissaient quasiment pas de vie politique. Les bureaux de vote n'étaient situés que dans le chef-lieu de canton, ce qui veut dire pour un grand nombre d'électeurs 20 ou 30 kilomètres à faire à pied.

En fait, ce 23 avril 1848, les choses se sont en général passées ainsi : le sermon qui accompagne la messe insiste sur le devoir d'électeur, il faut aller voter ; à la sortie de l'église,

les hommes se rassemblent sur le parvis et forment un cortège, à l'identique des habituelles processions religieuses. Et derrière le maire et le curé, parfois accompagnés de tambours et drapeaux déployés, on se rend au chef-lieu de canton. « *Le vote est alors perçu comme un acte collectif – celui de la commune à laquelle on appartient – qui va souvent de pair avec des résultats unanimes.* » (Braconnier, *La démocratie de l'abstention*)

Tant que l'on est en régime républicain, la participation restera importante durant plus d'un siècle. Pour les législatives, l'abstention reste stable autour de 20%. De temps à autre, on constate un pic de participation : en mai 1936, lorsqu'un espoir populaire s'accompagne d'une montée ouvrière générale, ce sera le plus faible taux d'abstention de l'histoire, et il y aura une participation de 84,4%. Encore dans les années 1970, quand la gauche, jamais représentée dans les gouvernements de la 5^e République, le dispute de près à la droite, on verra un nouveau record de participation avec 84,9% de participation au second tour de 1978.

C'est aussi dans ces années-là que l'on voit les quartiers les plus populaires, ceux des cités notamment, voter le plus massivement. On y vote même plus encore que dans les centres-villes des communes ouvrières, et ces centres-villes votent également plus que le reste du pays. Alors que ces territoires, entre la Commune de Paris et la Seconde Guerre mondiale, avaient été les plus abstentionnistes, ils sont devenus après les années 1960, à force de travail du mouvement ouvrier, en particulier du PCF, les plus électoralistes du pays. L'encadrement que l'on avait vu, mené par le maire et le curé en 1848, est fait maintenant par l'appareil du Parti communiste français.

Mais quelques années à peine de gouvernement de cette gauche socialiste-communiste, à partir de 1981, et c'est le déclin qui commence. « *Au niveau national, c'est au cours de la seconde moitié des années 1980 que s'opère le basculement dans une abstention qui deviendra de plus en plus massive* » (Braconnier). Dans un premier temps, c'est surtout l'élection législative, celle des députés, qui subit le recul. L'élection présidentielle tient le coup jusque 1995, avec environ 80% des inscrits. Mais lors de l'élection du 21 avril 2002, l'abstention approche les 30% (exactement 28,4%) : la gauche est éliminée au premier tour, laissant la place au Front national.

En 25 ans, entre les années 1975 et 2000, l'abstention aura doublé aussi bien pour les législatives que pour les présidentielles. Dans le livre de 2007 qui étudie la cité des Cosmonautes à Saint-Denis, Braconnier et Dormagen écrivaient : « *Si les tendances actuelles devaient se prolonger, la France pourrait basculer dans la catégorie des démocraties de l'abstention, c'est-à-dire devenir une société où ce n'est plus le vote, mais l'abstention qui représente l'attitude majoritaire. Comme c'est déjà le cas depuis longtemps aux États-Unis, ou à peine un électeur potentiel sur deux se rend aux urnes, y compris pour le scrutin présidentiel* ».

En étudiant une cité populaire d'une commune de l'ancienne banlieue rouge de Paris (Saint-Denis), les auteurs font une analyse assez précise : un quart des Français en âge de voter qui résident aux Cosmonautes ne sont pas inscrits sur les listes électorales ; à cela s'ajoute un cinquième des habitants de la cité qui sont des malinscrits, inscrits ailleurs et ne s'étant pas mis à jour. Du coup, le noyau dur des électeurs aux Cosmonautes est constitué par des jeunes Français les mieux intégrés parmi ceux issus de l'immigration, soit dans le milieu universitaire, soit dans le monde du travail.

Le vote FN, qui est monté jusque 45% au second tour des législatives de 1993 a reculé avec le départ des Français dits « de souche », à partir des années 1995. Pour Braconnier et Dormagen, « *ce vote est, en effet, dans ce type de territoire, la traduction sur le plan électoral d'une tendance à l'ethnicisation des identités et des rapports sociaux. Ceux qui votent, de manière plus ou moins régulière, pour le FN, sont des ouvriers, des employés, des chômeurs, des retraités qui font de leur origine "française" le point cardinal de leur identité sociale. Une origine qu'ils considèrent comme valorisante face à des "étrangers" auxquels ils imputent l'essentiel de leurs difficultés* ».

De leurs analyses, les auteurs concluent notamment sur l'usure du système démocratique comme cause de la montée de l'abstention : « *Les sept alternances gauche-droite qui se sont succédé depuis 1981 et les multiples déceptions qu'elles ont engendrées y ont, bien évidemment, contribué.* » Enfin, ils notent que les candidats qui sont maintenant présentés aux électeurs par la gauche n'ont plus grand-chose à voir avec ceux qui pouvaient l'être lorsque le Parti communiste présentait un ancien ouvrier ou un simple employé. Et c'est encore plus vrai au niveau national : « *À la différence de l'ancien personnel communiste d'extraction ouvrière, voire des instituteurs (...) qui, jusqu'aux débuts des années 1980, peuplaient les rangs socialistes du Parlement -, les professionnels de la politique mis en avant par les partis de gauche, issus pour la plupart au niveau national, des écoles les plus prestigieuses, ne ressemblent plus en rien à la population de ces quartiers : ni par leur âge, ni par leurs origines sociales, ni par leurs origines ethniques.* »

« *Comme les cités concentrent les populations les moins diplômées, les plus affectées par le chômage et la précarité, les plus touchées par la pauvreté, cela signifie bien qu'en France la ségrégation sociale et spatiale se double désormais d'une réelle ségrégation électorale.* » Résultat de cette abstention importante des quartiers populaires, les catégories socioprofessionnelles supérieures des milieux plus privilégiés seront surreprésentés au niveau national.

En conclusion de cette étude qui s'appuie sur une analyse sociologique dans la cité des Cosmonautes, les auteurs préconisent des mesures comme une inscription plus facilitée sur les listes électorales, en dispensant ces populations des formalités administratives. D'autres, à l'inverse, veulent rendre le vote obligatoire. Mais dans un cas comme dans l'autre, on traite les conséquences du mal, pas ses causes. Et celles-ci semblent autrement plus profondes.

LA CRISE DES PARTIS DE MASSE

Tout le monde ou presque juge et dit haut et fort que la démocratie va mal. Un sondage en donne une idée, qui a été réalisé en novembre 2016. Intitulé « *Les Français, la démocratie et ses alternatives* », il constate, selon le journal Le Monde « *à quel point l'insatisfaction des Français sur le fonctionnement démocratique est non seulement massive, mais croissante. Ainsi, 57% des personnes interrogées – et jusqu'à 78% des sympathisants du Front national et 66% de ceux du Front de gauche – estiment que la démocratie fonctionne mal. Pire encore : plus des trois quarts des sondés (77%) pensent que ce système démocratique fonctionne "de moins en moins bien". Soit 14 points de plus qu'en 2014. Seul un Français sur cinq (20%, -13 points) juge que "cela ne change pas vraiment".* » (Le Monde 8 novembre 2016)

Mais derrière ces chiffres destinés à nous indiquer l'avis d'une soi-disant majorité, les avis sont très différents sur ce qui ne va pas. À la question de savoir où serait la ou les causes de ce mauvais fonctionnement, la réponse est souvent loin de ce que nous pouvons en dire en tant que communistes. La première raison avancée, par 74% des personnes interrogées, c'est que les élus sont trop souvent corrompus. 67% pensent qu'il y a trop d'insécurité et de zones de non-droit, 65% que les préoccupations des citoyens ne sont pas prises en compte.

On trouve cependant deux idées que nous pouvons soutenir, et à partir desquelles nous pouvons discuter et avancer : 70% pensent que les élections ne changent rien (ce qui ne veut pas dire que ces personnes y voient une raison de vouloir changer le système, ni de remettre en cause les élections elles-mêmes, d'ailleurs), et 62% jugent qu'il y a une mauvaise représentation des citoyens (mais là encore, il n'est pas du tout sûr que cela signifie qu'il faudrait plus de présence ouvrière ou populaire aux postes de responsabilité). À gauche, sympathisants du PS ou du Front de gauche avancent qu'il y a trop d'inégalités, de pauvreté aussi. Rien de tel à droite, où on cite d'abord l'insécurité et les zones de « non-droit ». Enfin, quand on pose la question de savoir ce qui freine un éventuel changement dans le bon sens, à gauche, ce sont les chefs d'entreprise qui sont cités. À droite, on s'en prend aux syndicats et aux associations. Du côté du Front national, on montre du doigt les médias et les intellectuels.

N'empêche, plus personne ne nie qu'il y a un problème. Abstention populaire massive, fuite des militants et des adhérents dans les partis de masse, méfiance envers tout le monde politique, c'est tout le système démocratique, à en croire les commentateurs du monde bourgeois, qui serait en crise. Bernard Manin, dans son ouvrage rédigé il est vrai il y a une vingtaine d'années en 1996, ne le pense pas. Son point de vue est que nous serions simplement en train d'assister à une modification du système des partis, modification qui ne serait d'ailleurs qu'un retour à une situation antérieure. Sa thèse est discutable mais elle mérite qu'on la regarde d'un peu plus près.

« Depuis des décennies, nous dit Manin, (la représentation) semblait se fonder sur une relation de confiance puissante et stable entre les électeurs et les partis politiques, la grande majorité des électeurs s'identifiaient à un parti et lui demeurait fidèle ». Or, « de nos jours, des électeurs de plus en plus nombreux votent différemment d'une élection à l'autre et des enquêtes d'opinion montrent que le nombre de ceux qui refusent de s'identifier par référence à un parti politique existant augmente ».

Auparavant, chaque parti proposait aux électeurs un programme détaillé ; aujourd'hui, ils se contentent de présenter une image bien plus vague, et mettent plutôt en avant un leader. De même, les hommes politiques qui parviennent au pouvoir ne ressemblent plus du tout aux électeurs eux-mêmes. Ils sont sélectionnés par le système médiatique, et réussissent d'abord en raison de leurs talents dans ce domaine.

Seulement voilà, rappelle Manin, si l'on regarde comment fonctionnait le système représentatif à l'origine, fin 18^e début 19^e siècle, on se rend compte que cela ressemblait bien plus à ce qui se passe aujourd'hui qu'au système basé sur des partis de masse. « *Le gouvernement représentatif moderne avait été instauré en l'absence de partis politiques organisés* », rappelle Manin. Il explique même que pour la plupart des inventeurs du système, les partis et leurs divisions étaient vus comme une menace à son bon fonctionnement. C'est seulement dans la seconde moitié du 19^e siècle que se sont développés les partis importants.

Ce qui est vrai, c'est qu'à gauche, ces partis ont permis que des candidats d'extraction populaire puissent trouver des soutiens matériels, organisationnels, financiers, pour pouvoir faire acte de candidature et mener une campagne électorale un peu moins inégale face aux notables traditionnels. Du coup, au lieu que le système fasse émerger « *les élites du talent et de la fortune* », comme l'avaient voulu les fondateurs du système, ce sont des personnes dévouées à leur parti et dont le talent principal était l'activité militante, qui pouvaient être élus. Les partis semblaient ainsi rapprocher les élus de leurs électeurs, en tout cas à gauche, ce qui a fini par être accepté comme un progrès pour la démocratie elle-même.

Mais en réalité, cette fameuse distance entre les électeurs et leurs représentants a toujours été là. Manin mentionne une étude d'un certain Michels au sujet du plus prestigieux des partis ouvriers de masse, la social-démocratie allemande, le grand parti ouvrier d'avant guerre. Mais il nous faut d'abord dire l'importance considérable qu'a pu connaître ce type de parti politique. « *Depuis la fin du 19^{ème} siècle, écrit Charles Reeve à ce propos, le SPD traçait son chemin vers le pouvoir en menant un énorme travail d'agitation et d'organisation au sein du système capitaliste. A la veille de la Grande Guerre, le SPD était le plus grand parti allemand : il obtenait plus de quatre millions de voix aux élections, avait plus de 10 000 élus locaux et comptait plus d'un million d'affiliés, dont 13% à Berlin. Les syndicats proches de lui regroupaient deux millions et demi d'adhérents et encaissaient des millions de marks de cotisations. Le parti rémunérait 4000 permanents, possédait des centaines de journaux avec un tirage de plus d'un million d'exemplaires, gérait de nombreuses coopératives, employant des milliers de permanents et investissait des millions de marks dans l'industrie et dans les bons de l'Etat* » (Le socialisme sauvage, 2018).

Donc, selon Manin, dans cette étude de Michels, « *il démontrait que, même si les dirigeants avaient une origine ouvrière, ils menaient en fait une vie de petits-bourgeois et non de prolétaires. Michels n'établissait pas seulement que les leaders devenaient différents une fois qu'ils avaient atteint leur position de pouvoir, il soulignait aussi qu'ils étaient initialement différents de leurs compagnons. Le parti, affirmait Michels, fournit aux "membres les plus intelligents (de la classe ouvrière)" un "levier pour leur ascension sociale" ; il assure la promotion de "certains de ses (du prolétariat) éléments les plus capables et les plus avisés". À l'aube de l'ère capitaliste, ces ouvriers "plus intelligents et plus ambitieux que les autres" seraient devenus de petits entrepreneurs, maintenant ils deviennent des bureaucrates du parti. Le parti est ainsi dominé par une élite "déprolétarisée", profondément différente de la classe ouvrière. Cette élite, cependant, accède au pouvoir sur la base de talents et de compétences particuliers : le militantisme et le talent organisationnel.* » On l'a reconnue, nous avons ici une belle description de l'une des formes de l'aristocratie ouvrière.

La démocratie des partis de masse n'a donc pas effacé le caractère élitiste du système représentatif. C'est le parti qui, d'ailleurs, sélectionne les candidats à l'élection. Les électeurs prennent ainsi l'habitude de voter pour un parti et son programme, et non pour une personnalité. Ces électeurs lui gardent une forme de fidélité et votent pour le même parti sur de longues périodes. Ce vote devient une marque d'identité, et l'élection est le lieu d'un conflit entre des forces sociales.

L'un des dirigeants de la social-démocratie allemande, Kautsky écrit que « *le député social-démocrate, comme tel, n'est pas un homme libre si durement que cela puisse sonner, mais le simple mandaté de son parti* ». Si discussion il y a, et il y en a, elle a lieu au sein du

parti, à sa direction, ou dans son groupe parlementaire. Ensuite, le député est tenu par la position qui a été choisie.

C'est tout cet aspect du fonctionnement démocratique basé sur de grands partis qui recule fortement depuis quelques décennies. « *Les analystes observent dans tous les pays occidentaux une tendance à la "personnalisation" du pouvoir* », nous dit Manin. Les partis sont toujours là, et ils jouent même un rôle essentiel, car ils sont un moyen de mobiliser des structures organisées, un réseau de relations et d'influences, ils ont des capacités à collecter des fonds, à disposer d'une main d'œuvre bénévole. « *Mais ils tendent à devenir des instruments au service d'un leader* ».

Autre phénomène assez récent, l'instabilité électorale : « *Toutes les études soulignent aujourd'hui l'importance numérique croissante d'un électorat flottant qui ne vote pas en fonction d'identifications partisans stables, transmises de génération en génération, mais change son vote selon les enjeux et les problèmes de chaque élection.* » « *En fait, précise Manin, il a toujours existé un électorat instable, mais ces électeurs flottants étaient autrefois essentiellement des individus peu informés, peu intéressés par la politique et le plus souvent de faible niveau culturel. L'électorat flottant dont on note aujourd'hui le rôle croissant est au contraire un électorat informé, intéressé par la politique et relativement instruit.* »

Nous pouvons avoir une explication de cette évolution. Car elle va avec le développement de l'abstention, développement que Manin n'analyse guère, mais dont nous avons vu à quel point il s'est effectué dans les couches les plus populaires. C'est qu'à partir du moment où des millions d'électeurs populaires, autrefois convaincus que leur intérêt était de voter socialiste ou communiste, ont cessé de croire que ces partis, d'abord pour le PCF, puis aussi pour le PS, les défendaient ni même les représentaient, des millions de personnes se sont désormais abstenues. C'est automatiquement l'expression des autres catégories sociales qui a pris une proportion plus importante dans le vote. Or, ces autres millions de petits et moyens bourgeois, eux, savent fort bien que droite et gauche de gouvernement n'ont que peu de différences quant au fond. Aussi, selon les petits calculs du moment, ils peuvent tranquillement changer de vote, sans trahir leur conviction profonde, celle qu'aucun de ces représentants ne se hasarderait à vouloir s'en prendre au capitalisme lui-même.

Nous l'avons un peu oublié aujourd'hui, mais ce qui a aussi fait le succès tant du PCF que du PS dans les années 1970, c'est qu'ils se permettaient, dans leur langage, d'introduire suffisamment d'ambiguïté pour que les couches les plus populaires croient y trouver une volonté de changement profond, si ce n'est par la révolution, au moins par des réformes. Plus personne n'a ce genre de langage de nos jours. Pas même, malheureusement, l'extrême gauche qui se présente aux élections, en tout cas en France. Si ! ce sont les gouvernants en place qui ont repris le mot de « réforme », pour qualifier tous leurs programmes d'ajustement aux évolutions du capitalisme.

Pour en revenir à la thèse de Manin, celui-ci donc juge que l'effacement actuel des partis ne fait que nous ramener à une période déjà connue, celle des origines du système de gouvernement représentatif. Il n'y a donc pas, selon lui, de quoi s'inquiéter pour la démocratie. Elle a su y faire et le saura donc encore, partis de masse ou pas.

Mais est-ce si sûr ? Pour Manin, la représentation « *inventé(e) par des aristocrates anglais, des propriétaires fonciers américains et des hommes de loi français, s'est transformée, un siècle plus tard, en un mécanisme d'intégration de la classe ouvrière et de*

pacification du conflit de classe ». C'est sans doute vrai. Les partis tels que le PCF et le PS, en se montrant absolument électoralistes, ont canalisé l'énergie des mécontentements populaires sur cette voie de manière privilégiée.

Mais cette fonction est à présent terminée, épuisée, car elle est largement usée. Il serait bien difficile de recréer d'aussi fortes illusions électoralistes que celles que la France a pu connaître par exemple lors de l'arrivée de la gauche au gouvernement en 1981. Or, en même temps, le mécontentement des couches populaires, lui, est loin d'être sur sa fin. Les conditions s'ouvrent ainsi pour que ce mécontentement populaire prenne une autre voie que la voie électorale de gauche. Il peut certes embrasser une autre ligne politique, nous en discuterons lorsque nous étudierons ce que l'on appelle très largement maintenant les populismes. Mais il peut aussi abandonner la voie électorale elle-même et chercher d'autres voies, et pourquoi pas retrouver le vieux chemin, rude mais efficace, de la lutte non électorale.

LA SOLUTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE

D'innombrables éditorialistes, politologues et autres intellectuels attachés au système se sont échinés à chercher, chacun de son côté, la solution à la crise de la démocratie. En 2017, quinze intellectuels originaires de nombreux pays différents, ont fait paraître simultanément dans plusieurs pays un livre qui regroupe leurs opinions, sous le titre *L'âge de la régression, Pourquoi nous vivons un tournant historique*. Ces quinze auteurs font tous partie de la même grande lignée politique, que l'on peut appeler la social-démocratie.

Que nous disent leurs réflexions et leurs analyses ? Ces auteurs essaient tout d'abord de déterminer les points communs à cette crise de la démocratie, et ils en définissent déjà un certain nombre de symptômes. Selon eux, l'époque étant à l'austérité et les États-nations qui subissent une globalisation néolibérale ne leur laissant plus l'indépendance économique suffisante, ils ne peuvent plus offrir grand chose à leur population. C'est pourquoi ils déplacent les problèmes des gens, et au lieu de chercher à améliorer leur condition matérielle, ils promettent de la sécurité, ils promettent de restaurer la culture et la grandeur d'antan.

Il en découle un développement des mouvements identitaires, avec le FN en France, d'autres mouvements analogues en Italie et en Autriche. Parallèlement, on assiste à la propagation du racisme, de l'islamophobie. Et l'on voit l'arrivée au pouvoir d'autoritarismes qui tournent le dos à la démocratie, tels Rodrigo Duterte aux Philippines, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Narendra Modi en Inde. Des gouvernements autoritaires se sont imposés en Europe même, avec le gouvernement de Viktor Orban en Hongrie, la présidence de Andrzej Duda en Pologne. Pour les auteurs de *L'âge de la régression*, la répression qui a suivi le putsch raté en Turquie, mais aussi le vote en faveur du Brexit en Grande-Bretagne, les succès électoraux de l'AfD (Alternative für Deutschland) en Allemagne, sont aussi des symptômes de cette régression de la démocratie.

Partout, chacun se tourne vers la culture majoritaire de son pays, en fait un ethno-nationalisme, et tente d'étouffer les dissidences intellectuelles ou culturelles. « *La perte de souveraineté économique engendre partout une posture consistant à brandir l'idée de souveraineté culturelle. La culture devient ainsi le siège même de la souveraineté nationale.* »

« *Tous ces leaders, qui se sont imposés au sein des nouveaux mouvements populistes, nous dit l'anthropologue et sociologue indien Arjun Appadurai, ont pour trait commun d'être*

xénophobes et autoritaires et de défendre une vision patriarcale de la famille. (...) Leurs électeurs partagent certaines de ces convictions, mais se montrent aussi, et surtout, plein de craintes face à l'avenir, animés de colère et de ressentiment envers des sociétés qui, à leurs yeux, les maltraitent ou les négligent. »

Erdogan prône un retour aux traditions, celles de l'Empire ottoman, pas celle du réformateur moderniste Kemal Atatürk. Poutine a signé un décret sur la politique culturelle où il est dit que « *La Russie n'est pas l'Europe* », et il ne cache pas son aversion pour la culture occidentale et le multiculturalisme européen. Lui aussi cherche un retour à une grandeur, celle des Tsars, et il efface l'ère soviétique. En Inde, le Premier ministre Modi, qui est personnellement impliqué dans des massacres de musulmans perpétrés dans la province de Gujarat en 2002, est un grand partisan de l'indianité, l'hindutva. Il bafoue les libertés sexuelle, religieuse, culturelle, artistique. Son discours associe un langage axé sur la pureté ethnique avec des actions destinées à établir propreté et hygiène publique.

Aux États-Unis, Trump est encore dans la même lignée, et ce serait une grave erreur que de ne voir en lui qu'une personnalité particulièrement répugnante : misogynie, racisme, xénophobie, mégalomanie, sont des traits communs à tous. Lui aussi veut rétablir sa grandeur à l'Amérique, affranchir son économie des prétendues entraves créées par la mondialisation, expulser les illégaux. Son message subliminal est la sauvegarde de la race blanche en tant que dominante.

Partout aussi, cette nouvelle génération de dirigeants est arrivée au pouvoir bien plus par un rejet des électeurs que par une véritable adhésion. « *Les quelques soixante-deux millions d'Américains qui ont voté Trump ont voté pour lui et également contre la démocratie* ». « *Ces dirigeants éprouvent une réelle détestation pour la démocratie qui entrave leur poursuite monomaniaque du pouvoir*, nous dit encore Arjun Appadurai. *Leurs électeurs, quant à eux, sont las de la démocratie et la désavouent lors des élections, qu'ils considèrent comme le meilleur moyen d'exprimer leur désillusion* ».

En Europe, c'est l'idée que la sortie de l'Europe sera le chemin d'un renouveau qui est utilisée, et qui a été concrétisée en Grande-Bretagne. « *La lassitude vis-à-vis de la démocratie touche l'ensemble de l'Europe*, conclut Appadurai, *de la Suède à l'Italie en passant par la France et la Hongrie.* »

Une autre des auteurs de *L'âge de la régression*, la philosophe féministe américaine Nancy Fraser, tente de pousser plus loin cette analyse sur le plan social. Pour elle, aux États-Unis, ce que les électeurs qui ont voté Trump ont rejeté, c'est ce qu'elle appelle le néolibéralisme progressiste. Elle considère que sous la présidence de Clinton, une sorte d'alliance s'était forgée entre certains entrepreneurs, des habitants de banlieues, de nouveaux mouvements sociaux et les jeunes générations. Sont ainsi apparus comme ayant au moins des idées communes quelques secteurs du capitalisme, comme la Silicon Valley, Hollywood, et même Wall Street, d'un côté, et les nouveaux mouvements sociaux, défense des droits LGBT, multiculturalisme, antiracisme, féminisme. Selon elle, « *un féminisme d'entreprise méritocratique* » n'a plus eu comme ambition que de « *faire sauter le plafond de verre* », de faire en sorte donc que les femmes dirigeantes aient accès aux plus hauts postes des entreprises.

Sauf que dans le même temps, la politique de Clinton, qui sera d'ailleurs aussi celle d'Obama, a provoqué le déclin des secteurs industriels, a précarisé le travail, a affaibli les

syndicats, a dégradé les conditions de vie des populations ouvrières de ces secteurs. Ce serait donc ce double mouvement, d'un côté la mise à l'honneur des minorités sexuelles, ethniques, culturelles, de l'autre les coups portés à la classe ouvrière industrielle blanche, qui seraient en cause et expliqueraient les attitudes de celle-ci, et en particulier ce ressentiment envers la vie menée par les autres, mélange de sentiments de jalousie, d'humiliation et d'impuissance.

Un autre auteur, dans le même ouvrage, dit quelque chose d'un peu différent, sur le plan des catégories sociales. Robert Misik, journaliste autrichien, fait l'effort d'essayer de distinguer parmi le grand groupe de ceux qui se considèrent comme les oubliés, et il souligne que ce monde n'est pas du tout homogène. Il distingue trois catégories.

Première catégorie : *« les couches moyennes inférieures, dites laborieuses, dont les membres ne se désignent toutefois jamais comme appartenant à une “classe des travailleurs”, et ne seraient d'ailleurs pas non plus désignés comme tels par les sociologues. (...) Ces classes moyennes inférieures, ce sont les employés de bureau, les plombiers et les électriciens, tous ces travailleurs ayant encore des revenus convenables, mais qui se considèrent, à raison, menacés par les transformations économiques globales ».*

Seconde catégorie qu'il faut donc distinguer de la première : *« ceux qui sont immédiatement menacés par un violent déclassement et qui vivent au quotidien cette peur-là, et ils doivent également l'être de tous ceux qui travaillent dur, mais ne gagnent que des revenus très médiocres – je pense notamment au nouveau prolétariat des petites prestations de services (vendeuses dans les boulangeries, livreurs, etc.).*

Une troisième catégorie est, dans les faits, dans un mode de vie assez proche de ceux-ci, *« ceux qui ne trouvent plus aucun travail faute de qualification suffisante. »* Ceux-là se savent pauvres et sont bien obligés de l'accepter. Alors que les deux autres catégories refuseraient d'être considérées comme des « pauvres », sont au contraire fières de subvenir aux besoins de leur famille, et voient parfois d'un mauvais œil les programmes d'aide sociale destinés aux plus pauvres.

Donc, face à tout cet ensemble qui se sent exclu, ou mis de côté, tout un autre monde, de couches moyennes progressistes et des milieux universitaires des grandes agglomérations urbaines, vit sans grande inquiétude pour son avenir, et dans un véritable confort déjà bien présent.

Alors, quelles sont les catégories qui votent pour les Trump ou les Orban ? Selon une étude de la professeur de sciences politiques suisse Silja Häusermann *« ce ne sont pas les pauvres, et pas non plus les plus précarisés, mais les membres des classes moyennes inférieures qui votent pour les formations nationalistes et populistes de droite ».* Il s'agit donc de catégories qui ont encore un travail, un revenu, qui votent en *« renversant la table »*, en rejetant la démocratie. Les autres, ceux qui sont effectivement mis de côté par le système capitaliste, nous l'avons vu par une autre étude plus haut, ne votent plus.

Les auteurs de *L'âge de la régression* ont chacun une petite idée de ce qu'il faudrait faire pour redresser la situation. C'est même l'objet de ce livre que de la dire. Et tous vont dans le même sens. Robert Misik, par exemple, dénonce le fait qu'un parti comme le Labour britannique soit devenu *« un appareil social-démocrate au service exclusif des couches moyennes, des intérêts des classes moyennes urbaines, aux grands dépens de la classe ouvrière »* Ya-t-il une solution ? Robert Misik, comme ses co-auteurs, pense qu'elle n'est pas

facile, mais qu'elle existe. Ils sont ainsi plusieurs à dire qu'il faut que la gauche redevienne une vraie gauche, au service des couches populaires et pas des seules classes moyennes.

Robert Misik voit de manière positive la présence en Grande-Bretagne d'un Jérémy Corbin dans le Labour. Mais il est assez lucide pour prédire une difficulté, car le recrutement actuel de la gauche, de la social-démocratie en général, se fait dans la population ouverte au multiculturalisme, aux droits de l'homme, à la solidarité. Or, il s'agit maintenant de gagner une partie de la population qui a basculé dans l'hostilité à l'immigration, l'hostilité au mélange des cultures. Les social-démocraties qui se sont adaptées au néolibéralisme seront-elles capables de changer ? Misik n'en est pas sûr.

Mais ce qu'il entrevoit comme solution n'est guère enthousiasmant. « *De nouveaux partis de gauche ont fait leur apparition, clame-t-il. En Grèce, Syriza a remplacé la formation social-démocrate "installée" auparavant au pouvoir ; Podemos, en Espagne, se retrouve en concurrence avec le parti socialiste espagnol (ce qui nuit aux deux camps) ; le Bloc de gauche, au Portugal, a conclu une alliance avec le parti social-démocrate de son pays.* » On peut également citer le mouvement Occupy Wall Street en 2011 à New York, les manifestations du parc Gezi en Turquie en 2013 et, peut-être en tout premier, la « révolution des casseroles » en Islande en 2008.

Robert Misik donne des conseils pour que ces nouveaux partis, qu'il considère comme progressistes, puissent « *redevenir des représentants convainquants des couches les plus fragilisées de la société* ». Il les prévient notamment d'un danger, à ses yeux mortel, celui d'être perçus comme faisant partie de l'establishment. « *Un programme nouveau et une rhétorique nouvelle doivent être inventés pour que ces couches de la population leur fassent de nouveau confiance. Il n'est donc plus question de passer des compromis avec les élites globalisées : les partis de gauche doivent maintenant entrer en conflit avec elles* ».

Misik semble bien connaître son public, et il le sait d'avance hautain et vite méprisant envers le petit peuple. Aussi, précise-t-il, « *ne commettons pas la faute, grave, de dédaigner les membres de la classe ouvrière en les envisageant comme des misogynes, des gens haïssant les féministes et méprisant les étrangers* ». Et il ajoute : « *Tout cela ne signifie pas, tant s'en faut, qu'il convient de se plier aux préjugés que peuvent éventuellement entretenir les membres des classes laborieuses* ». « *Tout ce qui pourrait être considéré (y compris à tort) comme des manifestations d'arrogance à l'égard des "simples gens" doit être définitivement écarté* ».

Sauf que nulle part, apparemment, il n'est envisagé que des membres provenant de cette population de « gens simples » puissent être membres à part entière, c'est-à-dire y compris responsables, dans ces nouveaux partis de gauche. Les socio-démocrates se veulent être, encore et toujours, les représentants du peuple.

Syriza a pris sa forme actuelle en 2012 ; majoritaire au parlement, il n'a fait que faire supporter à la population grecque les dictats financiers de l'Europe. Podemos a été fondé en 2014. Son programme politique est de renforcer le contrôle sur l'économie, d'instaurer un revenu de base pour tous, de retirer l'Espagne d'un certain nombre d'alliances de libre-échange, de réduire les combustibles fossiles. Mais la composition sociale de ceux qui fondent ces mouvements, « Les Indignés », et l'électorat qu'ils semblent attirer, font penser qu'il s'agit finalement d'une forme de social-démocratie relookée ou rajeunie, destinée à prendre la relève de l'ancienne un peu trop usée, bien incapable de s'ouvrir aux plus démunis.

Les quinze auteurs de *L'âge de la régression* s'en prennent tous à la globalisation néolibérale, aucun au capitalisme. Ils croient - ou font croire - qu'une autre politique économique est possible, moins dure, dans le cadre du système capitaliste. À l'exception d'un seul d'entre eux, le sociologue allemand Wolfgang Streeck, ils ignorent à peu près tous la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007, que la population de la planète est en train de payer et pour longtemps. Aucun ne parle par exemple d'annuler les dettes gigantesques que se sont mises sur le dos les États pour sauver les banques et les sociétés financières du système capitaliste.

Pour nous, la politique et l'économie, vues sur une grande échelle, vont de pair. La démocratie est en crise parce que le capitalisme est en crise. Chercher à rafistoler le système politique sans appréhender son soubassement économique est un leurre. Mais même si l'on ne voulait discuter que de l'aspect politique, il nous faudrait au moins nous rappeler les fondements de la Grèce antique. Car le moindre citoyen grec de cette époque rigolerait aux éclats en regardant la démocratie actuelle, et nous prendrait pour des demeurés en écoutant nos discussions.

Un auteur de *L'âge de la régression*, tout de même, se souvient de la démocratie athénienne. Le scientifique belge David Van Reybrouck rappelle, ce que nous avons vu ici, qu'« *au lendemain des révolutions américaine et française, les élections n'avaient pas été introduites afin de rendre la démocratie possible, mais dans le but de conférer le pouvoir à une "aristocratie naturelle", pour citer Thomas Jefferson, l'un des pères fondateurs des États-Unis* ». Pour Van Reybrouck, « *la démocratie n'est pas le problème. Le problème est le vote, et les modalités de ce vote (...) Nous devrions en revenir au principe central de la démocratie athénienne : désigner les représentants par tirage au sort.* »

Van Reybrouck trouve même un exemple contemporain pour rendre cette idée crédible : « *Regardez vers l'Irlande, la démocratie européenne la plus innovante. À la fin de l'année 2016, cent personnes ont été tirées au sort – un échantillon aléatoire destiné à constituer une assemblée de citoyens. Voilà un pays qui croit en ses citoyens, qui leur fait confiance, au lieu d'en avoir peur. Tout au long de l'année 2017, ils débattront de cinq grands sujets, dont l'avortement, les référendums et le changement climatique. Ils pourront inviter tous les experts qu'ils souhaiteront entendre. Cette assemblée est la deuxième de ce type : de 2012 à 2014, une procédure similaire avait été mise en place (notamment au sujet du mariage entre personnes de même sexe). Leur proposition d'une réforme constitutionnelle fut plus tard votée lors d'un référendum national. Pour la première fois dans l'histoire moderne, une Constitution fut amendée après une délibération impliquant un échantillon aléatoire de citoyens* ».

Et Van Reybrouck de montrer que l'on pourrait avoir ce type de fonctionnement jusqu'au niveau de l'Europe : « *Et si vous en appelez, pour ce qui est de l'Union européenne, à une semblable assemblée de citoyens ? Chaque État membre pourrait, par exemple, quatre jours durant, réunir cent citoyens tirés au sort afin de répondre à une seule grande question : comment, avant 2020, rendre plus démocratique l'Union européenne ? Du Portugal à l'Estonie, les citoyens tirés au sort dans chaque pays disposeraient des mêmes délais et matériels pour faire leurs propositions. Chaque pays formulerait dix recommandations. Trois mois plus tard, vingt délégués de chaque convention nationale, de nouveau tirés au sort, rejoindraient Bruxelles pour finaliser en commun une liste de vingt-cinq priorités à mettre en œuvre à l'avenir.*

« Il serait même possible de soumettre cette liste à un scrutin public prenant la forme d'un référendum. Mais un tel référendum ne devrait en rien consister à répondre à la traditionnelle alternative Oui / Non : il lui faudrait revêtir la forme d'un référendum à choix multiples. Le bulletin à glisser dans l'urne devrait lister les vingt-cinq propositions et donner aux votants la possibilité de mettre en avant les trois thématiques qu'ils jugent les plus importantes. Dans le même temps, ils se verraient demander de juger chacune des propositions, prise en tant que telle, en lui donnant une note, sur une échelle de 1 à 5. Tout cela constituerait un changement réel. »

C'est vrai et cela montre que nombre de possibilités existent, au lieu du système fadasse actuel. Une société véritablement libérée de l'exploitation capitaliste n'aurait aucun problème à inventer et surtout à mettre en pratique de telles solutions, autrement plus démocratiques que les élections actuelles. Mais aucun social-démocrate ne veut remettre en cause le capitalisme lui-même, et c'est pourquoi leurs solutions à la crise de la démocratie sont vaines et stériles.

LA CRISE DÉMOCRATIQUE EN EUROPE DE L'EST

Une particularité politique nouvelle touche l'Europe depuis quelques années : c'est l'arrivée au pouvoir de courants que d'aucuns disent populistes. Et qu'on voit, une fois, au pouvoir, à l'œuvre pour modifier de l'intérieur le système démocratique lui-même.

Rupnik, ancien conseiller de Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, écrit dans *Le Monde* des 8 et 9 mai 2016 : *« Il y a des courants populistes ailleurs, mais en Europe centrale, ils sont au pouvoir »*. *« On assiste dans ces pays à une régression de la démocratie, avec une remise en question de l'État de droit, qui passe par des attaques contre les cours constitutionnelles et la remise en cause de la neutralité politique de l'administration. Cela est suivi par la reprise en mains des médias publics. Le scénario est le même dans la Hongrie de Victor Orbán (on peut se reporter à ce propos à L'Ouvrier n° 259 du 27/4/2014) et dans la Pologne de Jaroslaw Kaczynski. (...) On parlait d'une exception hongroise, il y a désormais la Pologne qui est le grand pays de la région. On peut y ajouter la Slovaquie, où Robert Fico, un Orbán de gauche, gouverne en coalition avec un parti nationaliste de droite. Et la Croatie, qui met en place un gouvernement national-conservateur avec un ministre de la culture admirateur des oustachis (régime croate pronazi pendant la seconde guerre mondiale) s'attaquant aux médias indépendants. »* *« Il s'agit de pays membres de l'UE qui combinent une régression de la démocratie avec une crispation identitaire et souverainiste. C'est un retour de l'Europe centrale, mais pour défendre cette fois une identité et une civilisation européenne qui seraient menacées par la Russie à l'Est et l'islamisme au Sud »*.

Nous ne pouvons, dans le cadre de cette étude, entrer bien loin dans l'histoire de cette région. On peut reprendre ce qu'en dit de manière intéressante Rupnik. Il évoque la période d'avant la Première Guerre mondiale : *« C'était l'époque des sociétés multiculturelles des empires, où les peuples se mêlaient sous un toit commun. Cette Europe plurielle a progressivement disparu après la Première Guerre mondiale, avec la constitution des états—nations qui comportaient environ un tiers de minorités. Après la Seconde Guerre mondiale, la destruction des juifs, le départ des Allemands et la modification des frontières en ont fait des pays homogènes. Derrière le rideau de fer, ils n'ont pas été exposés aux vagues migratoires*

du dernier demi-siècle en Occident. Au moment où l'Europe occidentale devenait multiculturelle, ils étaient devenus homogènes. »

« Quand Bruxelles et Angela Merkel ont essayé de leur proposer des quotas de migrants, ils se sont rebiffés devant ce qu'ils percevaient comme une menace pour leur identité nationale et pour la civilisation européenne. L'imaginaire historique de la Hongrie reste marqué par l'invasion ottomane (1541-1699). Avec la crise des migrants, le pays est redevenu une frontière de la civilisation occidentale face à des réfugiés empruntant la route ottomane ».

C'est un fait que la poussée des migrants autour de 2015/2016 a joué un rôle décisif dans la mise en place ou la consolidation des Orbán et Kaczyński. Mais la question que nous pouvons nous poser n'est pas abordée par les idéologues du système démocratique bourgeois. Cette question est la suivante : si la démocratie est vraiment comme on nous la présente, le système idéal, le meilleur qui puisse être, comment cela se fait-il qu'il soit aussi facile de le modifier ? Car, outre l'Europe de l'Est, on peut trouver nombre d'autres exemples où l'on nous dit aussi que la démocratie est en train d'être galvaudée, dénaturée, du fait d'un nouveau pouvoir en son sein. On peut penser, par exemple, à la Turquie, où Erdoğan a pu profiter d'un putsch raté en 2016, pour pouvoir prendre toute une série de mesures d'une ampleur considérable, dénoncées comme une émasculatation de la démocratie.

Et on peut même aller plus loin encore, et se souvenir qu'un Pétain, qu'un Hitler, ne sont pas parvenus au pouvoir par un coup d'État, mais bien en respectant les formes de cette démocratie bourgeoise. Orbán, Kaczyński, comme Mussolini, Hitler, Pétain, ont en commun d'être tous parvenus au pouvoir en respectant les sacro saintes élections, et ont tous procédé ensuite, une fois au pouvoir, à l'intérieur même du système démocratique, pour en vider une partie plus ou moins importante de sa substance par diverses mesures légales.

Pour essayer de comprendre pourquoi et comment cela est possible, nous avons choisi d'examiner de plus près le cas le plus récent, celui de la Pologne d'Andrzej Duda, dont il est devenu président en août 2015. Les premiers actes du nouveau gouvernement sont des gestes de défiance à l'Europe : le drapeau européen est retiré de la salle de presse du gouvernement, un contrat d'achat d'hélicoptères à Airbus est remis en cause. Mais ce ne sont encore que des symboles. C'est évidemment ce qui touche aux institutions qui sera le plus important.

Duda président commence par s'assurer du contrôle des services secrets, l'un des bras armés du pouvoir. Il gracie le ministre qui coordonne les services spéciaux, et qui avait été condamné à trois ans de prison ferme pour abus de pouvoir quand il dirigeait le Bureau central anti-corruption. Ce ministre devient ainsi l'obligé de Duda. Le parti de Duda, Droit et Justice (PiS), prive aussi l'opposition de la possibilité d'assurer une présidence tournante de la commission parlementaire, qui est chargée de contrôler les services spéciaux.

Le principal angle d'attaque de Duda, c'est la justice, et plus exactement les plus hauts sommets de la justice. Le gouvernement adopte une réforme du Tribunal constitutionnel, la plus haute instance juridique du pays. En même temps, Duda bloque la nomination de cinq nouveaux juges qui avait été décidée par le précédent gouvernement. L'Europe réagit, en la personne du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, mais écoutons-le très soigneusement : *« Les changements dans la composition du Tribunal constitutionnel votés par le Parlement polonais remettent en cause l'Etat de droit et doivent être retirés ».*

Le commissaire européen dénonce, car il semble bien comprendre le danger du chemin qui commence à être pris, mais il ne trouve rien à redire sur la méthode. Ce qu'il dénonce, ce sont seulement les changements dans la « *composition du Tribunal* ». En clair, dans le système démocratique, on ne peut pas dénoncer le fait même de virer ou de mettre en place, sur des postes absolument essentiels, qui l'on veut. C'est un véritable droit de dictature qui existe donc, aux sommets du système.

Mais du coup, quelle portée peut avoir la semonce du commissaire européen ? quasiment aucune, car il est très facile de répondre que non, les personnes choisies ne sont en rien une remise en cause de la démocratie, elles ont chacune toutes les qualités requises.

Voilà donc où et comment commence le populisme au pouvoir. Il n'a de cesse de contrôler en premier lieu la justice, simplement en modifiant des règles d'apparence secondaire, et surtout en plaçant ses hommes de confiance, qui partagent la même vision que le parti au pouvoir.

Au bout de deux ans de ce travail d'arrache pied, le journal Le Monde écrit (10-11 décembre 2017) : « *Le pouvoir polonais prend le contrôle de la justice. Deux lois controversées ont été adoptées vendredi par les députés* ». Après la prise de contrôle en 2015 du tribunal constitutionnel, la majorité du PiS fait en effet adopter des réformes pour les deux autres institutions majeures : le Conseil national de la magistrature, qui est chargé de la nomination des juges, et la Cour Suprême (qui correspond à la Cour de Cassation).

Voici encore un exemple de la procédure utilisée : l'âge de départ à la retraite des membres de la Cour suprême était de 70 ans ; il est remonté à 65 ans ; grâce à quoi, on va se débarrasser d'un coup de 40% des membres. Il faut savoir que la Cour suprême a en charge, entre autres, de valider les élections, et de vérifier les comptes de campagne des partis. Il a suffi de changer l'âge de départ à la retraite de quelques personnes, en haut de l'État, et vous êtes bien plus à l'aise pour faire valider les prochaines élections.

Désormais, la voie est libre pour que les sommets de l'État puissent prendre autant de mesures et de décisions majeures, sans grand risque, puisque la justice est à peu près entièrement sous contrôle.

À côté de la justice, une seconde institution est dans le collimateur du pouvoir, c'est la presse, les medias. Pour Reporters sans frontières, « *rien ne semble pouvoir arrêter le gouvernement de Droit et Justice, au pouvoir depuis octobre 2015, déterminé à "refonder la Pologne" à la manière qui plaît au parti, sans l'accord de tous ceux qui expriment des opinions divergentes. La liberté de la presse est une des principales victimes de cette politique. Les médias publics ont officiellement été rebaptisés "médias nationaux" et transformés en programmes de propagande pro-gouvernementale. Leurs dirigeants ne tolèrent ni l'opposition ni la neutralité de leurs employés et licencient ceux qui refusent de se plier au diktat* ».

Comment procède le gouvernement ? Il a juste fait voter une loi par le Parlement qui donne au parti (le PiS, parti Droit et Justice) le pouvoir de contrôler les medias. Et le tour est joué. L'Union européenne réagit en menaçant de déclarer une procédure jamais utilisée pour violations des valeurs de l'Union. Là encore, la loi joue sur ce qui semble être des queues de cerises : députés et sénateurs votent en janvier 2016 le fait que tous les mandats des directions et des conseils de surveillance de la télévision et de la radio publiques arrivent à expiration, avec effet immédiat. En clair, tout le monde dehors. Il n'y a plus qu'à les remplacer.

Là encore, formellement, on respecte totalement les manières de faire dites démocratiques. Une loi est votée, et ce sont bien des élus par le peuple qui la votent. Officiellement, on présente cette mesure dans l'intérêt de la nation : il s'agit tout simplement de ne plus laisser les journalistes agir contre les intérêts de la nation. Celui qui désormais s'aventure à critiquer même ces mesures est stigmatisé et présenté comme un défenseur des anciennes élites corrompues, voir qualifié de traître à la nation.

Une fois ces deux domaines placés sous un contrôle suffisant, ce sera de fait toute l'administration étatique qui va très certainement se montrer obéissante, si ce n'est servile. Le juge qui continuera de vouloir strictement observer les règles de procédure habituelles, on le fera d'abord passer pour un ennemi de la démocratie, avant de le mettre à la retraite. Par contre, envers des personnes qui se montrent dévouées au régime, on saura dénicher dans les textes la petite exception qui permet de les favoriser, et on le fera savoir.

Enfin, cerise sur le gâteau, le populisme aspire à inscrire dans la constitution même les lignes directrices qui sont les siennes. Et là où les constitutions habituelles des régimes démocratiques sont écrites avant tout pour inscrire noir sur blanc des règles qui permettent un jeu politique d'alternance, qui acceptent et reconnaissent un pluralisme des partis et des options politiques, qui règlent la manière dont les partis peuvent rivaliser sans que cela ne dégénère, les populistes, eux, essaient de limiter ou d'effacer autant que possible cette fonction dans la constitution. Ainsi, en Hongrie, la constitution établie sous l'égide du Fidesz en 2011, « *la Constitution-Fidesz formalise et codifie une conception ethnique de la nation hongroise : privilégiant le christianisme, elle propose une interprétation très particulière de l'histoire du 20^e siècle (aux yeux de ses critiques, elle impose une vision révisionniste de l'Histoire, masquant l'implication des Hongrois dans l'Holocauste)* » (Müller).

« Caractérisée par un retour en force de "l'ordre moral", écrit Le Figaro.fr, la nouvelle loi fondamentale introduit de nouvelles références à la religion et à la famille au sens traditionnel, rappelant «le rôle du christianisme» dans «l'histoire millénaire» de la Hongrie. Cette allusion à l'acte fondateur d'Arpad, chef de tribu venu des plaines orientales fonder la nation magyare, devrait s'accompagner de la refonte du drapeau hongrois, dont les couleurs vert-blanc-rouge seront désormais ornées des armoiries nationales. »

Enfin, aux plus hauts sommets de l'État, là où la démocratie habituelle a mis des postes destinés à jouer le rôle d'arbitre, et où ceux qui sont nommés sont censés être a priori garants d'une certaine neutralité, à la tête des administrations des conseils de surveillance des médias, on place maintenant des copains du régime populiste. Et là où la durée du mandat était assez courte pour permettre une rotation de ces personnes, on allonge maintenant les mandats. On s'arrange même à ce que les mandats iront bien au-delà de la législature. En clair, on place des gens dévoués qui seront encore là y compris en cas de défaite électorale, et sur lesquels on pourra compter pour, au moins bloquer des décisions destinées à annuler celles des populistes. « *Même si le parti de gouvernement perdait une élection, explique Müller, cette situation ne conduirait pas automatiquement, par la grâce de la Constitution, à une perte totale du pouvoir. Le parti de gouvernement continuerait à être protégé constitutionnellement au nom de l'authentique volonté du peuple, comme cela fut formalisé par la Fidesz au cours du processus constituant de 2011.* »

Müller, dont nous allons donc voir de plus près bientôt son étude sur le populisme, explique que l'État de droit ne disparaît pas du jour au lendemain, que les régimes populistes

s'accrochent à certaines institutions démocratiques. « *L'État piloté par un gouvernement populiste, constate-t-il avec le cas de la Pologne ou celui de la Hongrie, se rapproche beaucoup (...) de ce qu'Ernst Fraenkel a appelé l'«État double», c'est-à-dire un État où les règles sont certes respectées dans l'ensemble, mais où le régime peut néanmoins, à tout moment, imposer des mesures politiques arbitraires* ». Et Müller propose de parler alors de « démocratie défectueuse ».

De même, les élections restent formellement libres. Et personne ne reproche au PiS de falsifier les listes électorales. Mais lorsque la plupart des médias soutiennent le gouvernement, lorsque les oppositions n'ont que peu de moyens de critique du pouvoir, lorsque critiquer le pouvoir est immédiatement assimilé à être un traître à son pays, les choses sont tout de même biaisées.

Arrêtons-nous maintenant pour réfléchir à cette situation. Nous avons vu plus haut, et longuement, que les élections les plus « libres » qui soient, dans le monde démocratique bourgeois, sont totalement biaisées, par l'argent, la notoriété, les partis. Finalement, les populistes ne font qu'ajouter un degré de plus à ce qui est déjà faussé dans le système démocratique qui sert de modèle. Et c'est là le problème.

Si les populistes peuvent si facilement biaiser les élections, biaiser la justice, biaiser la démocratie bourgeoise elle-même, c'est que celle-ci est déjà biaisée. Ses juges sortent tous du même milieu social, ont la même vision de la morale, du droit. Ils ne sont pas un reflet de l'ensemble de la société. Pas plus que les dirigeants de la haute administration et de l'État. Le populisme ne fait, de ce point de vue, qu'ajouter une falsification de plus, ou en remplacer une par une autre. C'est depuis ses origines, au 18^e siècle, que la démocratie bourgeoise imbrique dans tout son fonctionnement bourgeois et hommes dévoués à la bourgeoisie. Et non pas l'ensemble de la population. Voilà pourquoi il est si facile à Duda, Orban et tous les autres de se créer leur État populiste, sans avoir besoin de changer les règles du jeu.

LES POPULISMES

Le populisme : ce terme est de plus en plus employé dans les invectives, les débats, les analyses en politique. Disons-le tout de suite, cette utilisation de ce mot, souvent à tort et à travers, n'aide pas beaucoup à y voir clair. Mais une question très sérieuse se pose : au-delà du mot lui-même, ne se produit-il pas tout de même un phénomène nouveau, donc un phénomène qui mérite qu'on le comprenne, qu'on sache le décrire, et qu'on lui donne un nom ?

Pour aider le lecteur à nous suivre, nous allons ici dire dès maintenant les conclusions auxquelles nous a menée notre étude, avant d'en exposer les divers éléments. Oui, il se passe, selon nous parallèlement à la crise de 2007/2008 et à ses conséquences sur la durée, un phénomène politique nouveau, qui secoue le système démocratique bourgeois dans son ensemble.

Aux yeux des masses, qui constituent par essence même la base électorale du système politique bourgeois, la crise économique – et l'incapacité du système politique à les en protéger – a concrétisé cet autre phénomène, plus difficile à percevoir car se produisant sur la longue durée celui-là, à savoir la perte de crédibilité du fonctionnement électoral, avec son alternance droite – gauche, totalement usée au fil des décennies.

Une partie de la réaction des masses se produit hors du système, grèves, manifestations, etc. Une autre partie se produit au sein même du système, par des attitudes justement proclamées « anti-système » : élection d'un Trump, pour ne donner qu'un exemple parlant.

C'est l'ensemble du monde occidental, au minimum, qui subit ce choc. L'enveloppe politique, du système, destinée normalement à bien canaliser les problèmes quotidiens que la société peut rencontrer, à les digérer de manière à rendre sans danger les irritations, les sentiments et les réactions de révolte, et à toujours réussir au bout du compte que l'ensemble politique – économique se reproduise dans le sens et les intérêts de l'ensemble du monde des possédants, toute cette enveloppe, tout cet appareil digestif, est en crise ; non seulement il y a indigestion (des dizaines de millions de personnes vomissent les élections), mais pire, l'estomac, le foie, le pancréas commencent, ici ou là, à être eux-mêmes modifiés. Cette maladie, on en a vu des exemples dans le chapitre précédent, en Europe centrale.

Pour en revenir à notre problème, le mot Populisme est utilisé pour nommer ces régimes, en Pologne, en Hongrie. Mais il est aussi utilisé pour parler de Syriza, de Podemos. Et il est encore utilisé pour parler du Front national.

Nous n'allons pas nous battre sur telle ou telle utilisation de ce mot « populisme ». Mais, derrière le mot, nous allons essayer de voir dans les différentes situations et le plus précisément possible quel est le contenu qui nous intéresse, et que nous devons avoir à l'esprit, si nous voulons comprendre à quel phénomène nous avons affaire.

En tant que communistes, nous ne considérons pas la démocratie bourgeoise comme un idéal. Nous préférerions de loin, par exemple, un système du genre de celui qui était en place à Athènes, car il permettait et offrait une véritable vie politique de la part de la population considérée. Et nous avons dans notre programme les idées que nous verrons plus loin, et qui ont été celles qu'a tenté de mettre en place la Commune de Paris de 1871.

Mais, en attendant de pouvoir vivre de cette manière pleine et entière, il ne nous est pas indifférent de savoir sous quel régime politique nous nous trouvons. Notre programme de base est de répandre les idées socialistes et communistes le plus largement possible, jusqu'à ce qu'elles deviennent un fait bien connu, bien partagé, considérées et acceptées par des parties largement majoritaires dans les diverses couches populaires. Or, pour pouvoir effectuer ce travail militant de longue haleine, il vaut sans doute mieux le faire sous des régimes de démocratie bourgeoise telle que nous la connaissons aujourd'hui en France, plutôt que sous des régimes qui s'opposent plus ou moins violemment aux oppositions politiques.

Et nous avons un autre souci, en plus de celui de connaître notre propre capacité, en tant que militants, à œuvrer. C'est de savoir ce qui peut se passer cette fois du côté des masses et de la population elle-même. La forme politique sous laquelle vit une population donnée joue indéniablement sur la possibilité de cette population d'apprendre, de comprendre, de se former politiquement. Car la population ne fait pas qu'apprendre des militants. Une partie de ce qu'elle apprend, vient de ce qu'elle l'a accumulé, enregistré, réfléchi, discuté, par elle-même. C'est un phénomène qui ne se voit pas en temps ordinaire, mais à certaines périodes, on en observe les conséquences, dans une explosion sociale inattendue.

La question se pose donc de savoir si nous préférerions que la population puisse faire ce travail d'auto-apprentissage dans un régime tel qu'on le connaît en France aujourd'hui, ou dans la Hongrie de Orban où, pour ne prendre que cet exemple, les médias ont largement été réduits aux seuls partisans du gouvernement et de son parti, le Fidesz.

Et puis, il y a une autre raison pour laquelle nous pensons devoir nous intéresser au populisme. C'est de comprendre qui, comment et pourquoi telle ou telle partie de la population fait le choix de ces mouvements, qu'ils se qualifient eux-mêmes ou que leurs adversaires qualifient de populistes.

Dans l'ouvrage déjà mentionné *L'âge de la régression*, pratiquement tous les auteurs parlent du populisme comme d'une dérive générale qu'ils observent dans les différentes démocraties. Mais un des rédacteurs tente de caractériser un peu le phénomène. Il s'agit de Donatella della Porta, professeure italienne de sciences politiques.

Clairement de gauche, elle s'indigne de ce que l'on puisse mettre sous le même qualificatif de « populiste » aussi bien un Trump ou un Orban que des mouvements qui se veulent progressistes, comme Podemos en Espagne, ou Syriza en Grèce. Certes, tous dénoncent les élites comme corrompues, et tous invoquent la volonté populaire. Mais, juge della Porta, il y a une différence essentielle : Podemos, par exemple, s'est construit par une mobilisation sociale. Et dès le début, il en a appelé à la plus large participation des gens d'en bas. Ce que ne font jamais les populistes :

« Le populisme n'implique en rien que les partisans s'investissent en masse dans l'action collective. Il ne demande rien de plus que de glisser un bulletin dans l'urne, que ce soit lors d'élections nationales ou lors de référendums. Bien qu'il s'agisse dans les deux cas de contester les élites au pouvoir, les mouvements sociaux, eux, mobilisent une telle contestation par la base et de la base, tandis que le populisme mobilise typiquement par le haut, d'en haut, les pans de l'électorat qui lui sont acquis, et qui se voient dès lors placés derrière le leadership d'une sorte d' "élite alternative". »

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette idée qu'il est important de distinguer entre un mouvement – populaire ou populiste - qui vient d'en bas, avec un autre qui se prétend également se tenir au nom du peuple alors qu'il vient d'en haut.

Mais l'histoire nous apprend aussi que ce seul critère est insuffisant. Un mouvement provenant d'en bas, s'il dure assez longtemps, a de bonnes chances de devenir une institution qui se greffe au système, et finit par en vivre autant qu'il le critique, un peu comme le font les syndicats en général. C'est d'ailleurs le cas, semble-t-il, de Syriza en Grèce. Et puis, le fait qu'un mouvement provienne d'en bas n'est pas une garantie en soi pour ce qui est de son contenu exact, ni de son avenir politique.

Ainsi, on peut trouver, dans l'histoire des États-Unis, un mouvement qui s'est lui-même appelé populiste, qui a su regrouper ensemble des travailleurs blancs et des travailleurs noirs, mais qui en même temps contenait en germe des possibilités de racisme.

Un parti se disant du peuple, ou populiste, le People's Party a été créé au Texas en 1891. « *Il était multiracial et radical*, nous dit Howard Zinn. *Il y eut des débats francs et mouvementés entre Blancs et Noirs du parti. (...) Deux Noirs furent ensuite élus au comité exécutif de la section locale du parti populiste. Mais les Noirs et les Blancs étaient dans des*

situations différentes. La plupart des Noirs étaient ouvriers agricoles et journaliers, alors que les Blancs de l'Alliance étaient propriétaires de leurs fermes. »

Les Blancs et les Noirs avaient en commun de devoir subir la puissance économique des chemins de fer qui imposaient des prix de transport de plus en plus élevés, des industriels auprès de qui ils devaient trouver leurs machines, des banques auprès de qui il fallait emprunter.

C'est donc l'idée du petit contre le gros qui animait au départ le People's Party. Zinn souligne ce rapprochement entre petits Blancs et pauvres Noirs, qui a été un moment unique dans l'histoire des USA : « *selon Lawrence Goodwyn, nous dit Zinn, si le mouvement ouvrier avait été capable de faire dans les villes ce que les populistes faisaient dans les zones rurales, c'est-à-dire "créer pour le monde du travail une culture de coopération, d'estime de soi et d'analyse économique", de grands changements auraient pu se produire aux États-Unis.* » Pourtant, le People's Party était loin d'être idyllique. Un certain racisme restait encore présent. Finalement, les intérêts divergents entre Blancs propriétaires et Noirs salariés vont éclater, lorsque les Noirs vont décider d'une grève pour améliorer les salaires.

L'histoire étant ce qu'elle est, ce passé d'un parti qui s'est lui-même proclamé du peuple ou populiste a sans doute joué dans la connotation que l'on met dans ce terme aux États-Unis. Aujourd'hui encore, ont tendance à se proclamer populistes des courants qui, en Europe, seraient caractérisés comme de gauche, social-démocrates si l'on veut être plus précis. Cela a été le cas d'Occupy Wall Street.

L'allemand Müller – dont nous allons parler bientôt plus longuement – explique cette particularité d'outre Atlantique : « *Les "populistes" considèrent qu'ils luttent pour défendre les intérêts de "Main Street", les intérêts des petits, contre un ennemi qu'ils appellent "Wall Street" et perçoivent comme surpuissant. Pour de nombreux Américains, "populiste" est synonyme de progressiste, voire de gauche radicale. Bill de Blasio, le maire de la ville de New York, la sénatrice Elizabeth Warren et son collègue Bernie Sanders (qui affirme représenter un socialisme démocratique) passent pour être des "populistes". (...) En Europe, le populisme est d'ordinaire considéré comme régressif, alors qu'aux États-Unis – nous venons de le voir – il est plutôt synonyme de progrès. En Europe, le populisme est principalement situé à droite et est bien synonyme d'exclusion, alors qu'aux États-Unis il est plutôt situé à gauche et associé à un projet d'inclusion de tous ceux que marginalise le capitalisme financier.* »

Soyons clair, ce qui compte pour nous, en politique comme dans la vie, c'est la réalité de l'objet qu'on considère, et pas l'étiquette qui est posée sur un objet. Nous n'allons pas lutter pour que les Américains changent de mot. Simplement, il nous faudra nous rappeler que, dans leur bouche, et lorsqu'ils considèrent des mouvements internes à leur continent, populiste veut dire progressiste, presque socialiste, si on met à ce mot le contenu qu'y mettent les partis qui se disent socialistes ou socio-démocrates en Europe.

En Europe, dans la bouche des partis qui sont ou qui ont été au gouvernement, le terme de populisme contient une notion de mépris.

À droite, on accuse de populiste un mouvement que l'on veut critiquer. On veut dire, avec cette étiquette de « populiste », que les dirigeants font de la démagogie, qu'ils se contentent de dire des choses pour plaire au peuple. Cette critique vise, par exemple, le fait de

dénoncer les élites. Or, on pense dur comme fer à droite que les élites sont indispensables à un bon fonctionnement de la société, qu'elles en sont le fondement, et que sans elles, ce serait l'anarchie la plus totale. Du coup, dire qu'un parti ou un dirigeant est populiste, comporte plus ou moins aussi une autre idée, plus profonde et moins ouvertement exprimée. C'est que le peuple lui-même, puisqu'il se laisse attirer par ces idées qui lui plaisent, n'est jamais tout à fait mûr pour savoir reconnaître les bonnes idées, les bonnes options, la bonne politique. Ce qui fait que, dans les bouches de droite, le terme de populisme contient un double mépris : un mépris envers le peuple lui-même, et un autre envers ceux qui cherchent le pouvoir en voulant plaire à ce peuple.

À gauche, dans la bouche de partis comme le Parti socialiste, on accuse aussi tel ou tel parti d'être populiste pour souligner le côté démagogique de ce parti. Mais a priori, le politique de gauche qui utilise ce terme ne met pas de mépris envers le peuple lui-même, du moins il ne le devrait pas. Mais le qualificatif reste cependant méprisant ; c'est un mépris qui vise uniquement la manière de procéder, qui ne serait pas correcte envers le peuple. Le peuple serait quelqu'un de bien, et c'est le politicien populiste qui serait un filou, un malin, qui réussit à le manipuler.

Les partis qui sont ainsi qualifiés de populistes, eux, ne se sentent pas forcément gênés. Bien au contraire, Marine Le Pen, par exemple, a expliqué que populisme signifie défendre le peuple, et tout particulièrement défendre les oubliés contre les élites. « *Populiste* » donc elle est, c'est même un certificat de démocratie. Avant elle, Victor Orban, en Hongrie avait dit il y a quelques années pratiquement la même chose. Kondar Adam, qui avait fondé avec lui le parti AfD, avait déclaré au Congrès fondateur à Berlin, en avril 2013 : « *Si nos représentants du peuple considèrent que leur mission est de placer le peuple sous tutelle, alors nous devons être suffisamment lucides pour considérer l'accusation de populisme comme une distinction honorifique. Et rappeler au monde entier que la démocratie est en son essence un phénomène populiste, car elle donne le dernier mot au peuple : au peuple, comme je l'ai dit, et non à ses représentants.* »

On peut négliger ce que disent Le Pen ou Orban. Mais il faut savoir que la crise actuelle de la démocratie est telle que certains intellectuels, certains politiciens, aussi bien à droite qu'à gauche, envisagent sérieusement de trouver une solution à la maladie du système en allant chercher chez les partis populistes, puisqu'ils ont un certain succès, en y voyant des solutions possibles pour soigner leur démocratie.

Alors, le populisme peut-il être un outil de guérison ou est-il un danger pour la démocratie ? Rien que le fait de devoir poser cette question montre à quel point les choses sont devenues totalement confuses sur le sujet.

Un auteur peut nous aider, car il a probablement mis en évidence un point essentiel, c'est le politologue allemand Jan-Werner Müller. Il a le mérite, selon nous, de mettre en évidence que, en Pologne ou en Hongrie, ce n'est pas tant le fait que le populisme se soit proclamé contre les élites qui soit le plus important, mais c'est le fait que ces populistes se considèrent comme les seuls à représenter le peuple. C'est cette idée qui les amène, une fois au pouvoir, à transformer l'enveloppe démocratique de l'intérieur, comme nous l'avons vu.

Müller est un clair partisan du système démocratique en place, et il estime lui aussi qu'il est mis en danger par les populistes. Dans son ouvrage publié fin 2016, *Qu'est-ce que le*

populisme ?, il essaye donc de définir ces caractères qui permettent de définir les partis que l'on devrait, selon lui, qualifier de populistes.

Pour Müller, le caractère essentiel qui distingue les populistes est en fait quelque chose de différent de la démocratie, c'est que le populisme, contrairement à la démocratie, refuse totalement l'idée de pluralisme, l'idée de la coexistence de plusieurs partis différents qui représentent le peuple. Les populistes se proclament comme étant strictement les seuls à le représenter. Tous les autres ne sont pour lui que des élites corrompues et parasitaires, complètement illégitimes.

Ce n'est donc pas simplement la critique des élites qui peut définir le populisme. S'y ajoute ce que Müller appelle un anti-pluralisme. Les populistes ne sont pas contre le principe de représentation, dont nous avons vu qu'il est à la base du système démocratique actuel. Ils ne sont pas non plus contre l'idée même d'élites. C'est juste qu'eux seuls sont les véritables représentants, les véritables élites de leur peuple.

L'autre grande idée qui va avec celle selon laquelle ils sont les seuls véritables représentants du peuple, c'est que le peuple est un tout, un seul et unique élément. Il n'y a pas des avis différents, et encore moins des intérêts différents. Le peuple est authentique, il est pur, et sa volonté est très simple et très facile à connaître. Et ce sont eux les populistes, qui la formulent, bien évidemment.

Du coup, et c'est assez logique, tous les avis différents du leur ne peuvent que provenir d'ennemis du peuple, et tous ces ennemis sont toujours liés à l'étranger. Les immigrants viennent de l'étranger. Et les opposants au parti populiste qui se trouve au pouvoir sont forcément soutenus par des éléments étrangers, puisqu'ils sont étrangers au peuple.

Pour des populistes au pouvoir, il n'y a donc pas d'opposition légitime. Alors que lorsque le Parti socialiste ou Les Républicains en France, le Parti républicain ou le Parti démocrate aux USA, etc., lorsque l'un est au pouvoir, il considère l'autre comme légitime. Il en critique le programme, certes, dérapant parfois à critiquer et remettre en cause ses membres personnellement, mais il ne remet pas en cause la légitimité de son existence en tant que parti dans le pays.

Les populistes, si ! Puisque eux seuls représentent le peuple. Et c'est là que les choses deviennent graves. Car, une fois au pouvoir, ils vont agir sur la base de cette logique. On a vu un peu comment, dans plusieurs pays de l'Est de l'Europe, la démocratie bourgeoise qui admet le pluralisme politique est rongée de l'intérieur, comment les institutions qui permettent que des partis différents puissent se succéder au pouvoir, sont rognées, usurpées. Comment ces partis peuvent aller jusqu'à rédiger et faire adopter même une nouvelle constitution, qui, au lieu de permettre cet équilibre dans le temps des pouvoirs entre les grands partis reconnus, tente d'instaurer au contraire un déséquilibre à leur seul profit.

Comme le décrit Müller, « *une telle logique signifie, très concrètement, que les populistes accaparent l'appareil d'État, affaiblissent ou même suppriment tous les systèmes de checks and balances, tous les instruments de contre-pouvoir ; cela signifie qu'ils pratiquent un clientélisme de masse et cherchent à discréditer toute opposition, que ce soit au sein de la société civile ou dans les medias. Tout cela est mené à bien à l'aide d'une forme d'autojustification explicitement morale : dans une démocratie, affirment-ils, le peuple doit prendre possession de "son" État ; les prestations sociales étatiques ne doivent bénéficier*

qu'au seul véritable peuple, et non à ceux qui n'en font pas partie ; les voix de l'opposition, que ce soit dans les médias ou dans la société civile ne sont que des porte-voix de puissances étrangères, ce qui, bien évidemment, ne saurait être toléré dans une authentique démocratie. »

C'est exactement pour cela qu'un Erdogan fait la chasse à tous les suspects d'opposition en les présentant toujours comme des traîtres à la patrie, payés par ce Satan qu'est Fethullah Gülen, réfugié aux États-Unis, responsable en chef du coup d'État manqué de juillet 2016. Et c'est exactement pour cela aussi qu'en Hongrie, Victor Orban n'a de cesse de dénoncer à corps et à cris Georges Soros, lui aussi résidant aux États-Unis, qu'il accuse de subventionner les rares opposants qui subsistent encore, des ONG notamment.

En Italie, le raisonnement de la Ligue du Nord, devenue aujourd'hui La Ligue, est que ceux qui s'opposent à elle ne peuvent être que des communistes ou des immigrés clandestins, c'est-à-dire des individus qui ne font en rien partie du *popolo* italien, du peuple. Aux États-Unis, ceux que nous appellerions populistes, comme les gens du Tea Party, voient les élites de gauche de la côte Est ou de la côte Ouest comme étrangers au véritable peuple, mais par contre liés aux noirs, à leur Mouvement des droits civiques, aux mouvements comme les LGBT, et considèrent Obama comme l'incarnation de ces étrangers qui veulent renverser la suprématie blanche américaine.

Pour Müller, rechercher à comprendre le populisme en voulant trouver des caractères plus ou moins psychologiques à leur électorat n'est pas la bonne méthode. Chercher à les définir par des aspects psychologiques comme le « *ressentiment* » laisse à penser qu'on a affaire à des personnes faibles, en opposition à d'autres partis qui recruteraient plutôt des citoyens bien conscients. « *Qui pense d'emblée que le vivier électoral des populistes se compose uniquement des perdants de la modernisation et la globalisation, des perdants guidés par leur supposé "ressentiment", leurs supposées "inquiétudes" et "angoisses", se facilite un peu trop la tâche. (...) dans la mesure où les seules "angoisses" diffuses seraient ici exprimées, nul besoin, à vrai dire, d'écouter et de prendre au sérieux les arguments avancés. »*

D'ailleurs, explique Müller, certaines études montrent que les choses peuvent être plus compliquées qu'il ne semble. Ainsi, en Belgique, « *une enquête menée tout récemment en Flandre conclut que les électeurs des partis populistes ne font pas ce choix-là en raison de leur situation économique individuelle (...), mais en raison du jugement qu'ils portent sur la situation générale du pays. Nul besoin d'être frappé à titre personnel de crises d'angoisse, ni d'aller particulièrement mal pour faire un tel choix politique : l'élément décisif, ici, est un jugement personnel consistant à penser que le pays entier est "sur la mauvaise pente". »*

« *Il est exact, reconnaît cependant Müller, que de nombreux partis populistes attirent en Europe des citoyens ayant un niveau d'éducation plutôt bas, et que, dans un certain nombre de pays, une majorité d'ouvriers votent pour des populistes ».*

Tous les rédacteurs du livre mentionné plus haut, *L'âge de la régression*, sont d'accord sur l'idée que Müller appelle la théorie de la modernisation : les populistes gagneraient parmi les fameux « perdants de la modernisation ». Les populistes s'adresseraient à des personnes pour qui tout irait trop vite, des personnes qui ne parviennent pas à suivre tous les bouleversements de l'époque. Mais, nous dit Müller, « *comme l'a souligné Karin Priester, l'une des chercheuses les plus reconnues en Allemagne pour ses travaux empiriques*

consacrés au populisme, les vrais déclassés et menacés de déclasserement ne votent pas forcément pour les partis populistes. Ces partis-là ont aussi des citoyens “arrivés”, connaissant une certaine réussite sociale, et partisans d’un darwinisme social, des citoyens qui se laissent guider par des conceptions du type “J’y suis arrivé, pourquoi pas les autres ?”, ou “J’ai tout gagné à la sueur de mon front : pas question de partager quoi que ce soit avec des gens qui ne font pas partie du peuple !” ».

Donc, pour Müller, « *le populisme n’est en rien affaire de couches (ou classes) sociales identifiables* ». On peut penser que c’est assez vrai. En tout cas, on observe bien une corrélation entre le fait de la montée des partis populistes, et le recul des grands partis marqués politiquement de droite ou de gauche.

Enfin, les populistes, tels que les analyse Müller, ont une conception de la politique qui les amène à sortir du modèle de la démocratie représentative. Nous avons vu en détail comment, à la suite des révolutions américaine et française, s’est forgée une vision de la démocratie dans laquelle les représentants, une fois élus, sont tout à fait libres et en aucun cas contraints par leurs électeurs. Ce n’est pas la manière de voir des populistes. Puisqu’ils considèrent que le peuple est pur, est un et un seul, ils se vivent comme ayant signé un contrat avec lui.

C’est ainsi que s’était présenté Jörg Haider en Autriche. Président du FPÖ, le parti de la Liberté d’Autriche, il a d’abord été investi de la direction du land de Carinthie de 1989 à 1991. Il revient en 1999 cette fois en position de force, ce qui lui permet de négocier l’entrée de son parti au gouvernement fédéral. Jörg Haider disait avoir signé un contrat avec l’Autriche.

De même, Berlusconi avait proposé de signer un « *contrat avec les Italiens* ». Berlusconi est un grand financier et dirigeant d’un groupe médiatique. Il a été Président du Conseil des ministres de 1994 à 1995, de 2001 à 2006, de 2008 à 2011. Lorsqu’il a fondé Forza Italia (1994), il s’en est fait déclarer le leader par acclamation générale, dès le premier congrès. Le maximum qu’il pouvait tolérer de la part du peuple, c’est que des masses de gens vêtues de bleu scandent ses slogans lors des meetings du « *cavaliere* ». A part cela, il fallait évidemment voter, voter, voter pour lui.

Il est important pour nous de discuter de ce point. Nous aussi, nous sommes pour que les élus soient contraints, soient obligés de suivre l’opinion de ceux qui les ont élus, au lieu que le système les veuille libres, une fois élus, de faire comme bon leur semble. Mais ce n’est pas parce que nous avons la même position sur ce point précis que nous allons ni soutenir tel ou tel parti populiste, ni même dire que le populisme contient quelque chose de positif et de supérieur au système démocratique bourgeois traditionnel.

Le soi-disant « *contrat* » que prétendent signer les populistes avec le peuple, c’est une fumisterie totale. Tout simplement parce que le peuple n’a pas eu son mot à dire. Le contrat est rédigé par le parti populiste, et présenté comme signé en commun. Comme le dit Müller, « *l’offre contractuelle n’est absolument pas venue du peuple, mais d’un parti bien particulier* ». Car encore une fois, le populisme ne demande pas au peuple de participer en quoi que ce soit à l’élaboration de sa politique.

Et puis, cette idée de contrat est une chimère dans la mesure où elle voit le peuple comme une entité tout à fait abstraite. Le prototype, c’est le fameux peuple aryen, cher à

Hitler. Plus de classes sociales, plus de pauvres, plus de classe ouvrière. D'ailleurs, il n'y a plus rien à discuter, puisqu'il n'y a qu'un seul peuple. À la limite, il n'y aurait même plus besoin de parlement.

Voilà pourquoi aussi, les populistes sont réticents aux débats télévisés. Viktor Orban, lorsqu'il refuse de participer à un débat, que ce soit en 2010 ou en 2014, donne comme explication : « *Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de débats consacrés à des mesures politiques spécifiques, les solutions sont évidentes, nous les avons sous les yeux (...). Mes chères dames, et chers messieurs, nous devons comprendre qu'aucune théorie n'est nécessaire à la reconstruction de notre économie ; il suffit, et il est temps, de nous retrouver les manches.* » Président du parti Fidesz depuis 1993, Orban devient Premier ministre à la suite des élections de 2010, dans un gouvernement de coalition avec des conservateurs et des démocrates chrétiens. Il est facilement reconduit au même poste lors des élections de 2014 et de 2018.

Les partis populistes sont assez différents des partis de masse classiques, de droite ou de gauche. Dans bien des cas, le terme même de parti est discutable. Ainsi, Forza Italia, forgé par Berlusconi, ressemblait bien plus à une association de partisans ou même à un vaste club de supporters comme en football, qu'à un parti politique. Berlusconi tenait son association d'une main de fer et y exerçait un contrôle total, ne laissant place à aucune vie politique interne. Ce qui existe tout de même plus ou moins dans les partis politiques que nous connaissons.

Le summum de ce type de construction populiste, c'est sans doute à Geert Wilders qu'on le doit. Geert Wilders est élu aux Pays-Bas pour son Parti pour la Liberté (PPV) depuis 2006. Le Partij voor de Vrijheid, explique Müller, « *n'est pas seulement un parti créé de facto au service exclusif d'un seul homme. En effet, Wilders, comme chacun sait, contrôle entièrement cette formation. À vrai dire, Wilders et Martin Bosma, son maître à penser, ne souhaitaient pas, au départ, et de façon tout à fait officielle, créer un parti : ils voulaient créer une fondation, mais la législation des Pays-Bas interdisait un tel projet. Le parti pour la Liberté fut en conséquence fondé avec très exactement deux membres, une personne morale et une personne physique : une fondation, la Stichting Groep Wilders, ayant comme seul et unique membre Wilders lui-même, ainsi que Wilders en tant que personne physique. cette formation ne pouvait donc bénéficier des dispositions relatives au financement étatique des partis politiques, et Wilders s'en accomoda. Les députés aux couleurs de cette formation n'en sont que des délégués, leur mission étant très étroitement supervisée par Wilders, qui leur dispense chaque samedi une séance de coaching.* » N'empêche, ce « parti » est depuis 2017 le second du pays, bien que n'ayant que 20 sièges sur 150.

Nous ne nous étendrons pas ici sur le Front national (qui vient de devenir le Rassemblement national), que nous connaissons bien. Contrairement aux partis populistes de Pologne, de Hongrie, le Front National est inscrit dans une histoire politique, comme les parties de droite, de gauche ; il est dans la filiation de l'extrême droite française. Il a en commun avec les partis populistes nouveaux de préserver le cœur de l'appareil du parti, et il en a fait une affaire de famille. Aucune tendance politique autre que celle de la ou du dirigeant en chef ne peut se construire, au risque de se retrouver exclue. Il n'y a pas de vie démocratique en son sein. Et cela, alors même que vous pouvez articuler des dizaines de milliers de soutiens et autres adhérents.

Les populistes et le Front national évitent plutôt de prendre pour eux-mêmes le terme de parti ou ne le font qu'à contrecœur, le temps d'attirer plus facilement ce peuple dont ils se rêvent les représentants. Comme le dit encore Müller, « *un parti n'est qu'une "partie", et ne représente pas le tout* ». Eux, ils représentent ce tout. C'est aussi pourquoi c'est avec un grand mépris qu'ils accolent ensemble les autres partis, et parlent de l'UMPS en France, du PPSOE en Espagne, pour les regrouper comme étant de vieilles élites corrompues et illégitimes.

Mais le Front National ne peut pas ne pas rester attaché à son histoire. Et à l'histoire plus globale des mouvements fascistes, apparus lors de la crise qui part de la Première Guerre mondiale à l'éclatement économique de 1929. Ses méthodes de propagande, sa capacité de retournement de son soi-disant programme sont directement hérités de cette époque, inaugurée par Mussolini.

QUAND LE POPULISME SERT LA POPULATION

Pour essayer d'être complet en ce qui concerne les diverses situations qui, sortant du modèle démocratique bourgeois plus classique, peuvent être caractérisées de populisme, il nous faut ajouter un trait que presque les grands journaux oublient, d'évoquer volontairement ou involontairement. C'est que, dans de nombreux cas, le pouvoir populiste ne se contente pas de faire de la démagogie, qu'elle soit patriotique ou anti-immigrée. Nous avons actuellement sous les yeux plusieurs cas où ce type de pouvoir distribue, ou a distribué à un moment donné, quelque chose de réellement substantiel à telle ou telle fraction de la population.

Hausse très sensible du salaire minimal, accès rendu plus facile aux études supérieures, aides concrètes aux familles, ces différentes actions tranchent avec tout ce qu'on connu les masses populaires depuis des décennies. Puisque, depuis des décennies, nous l'avons vu, les grands partis de gauche n'ont, de ce point de vue, pas agi différemment de ceux de droite, maintenant partout d'une main de fer des politiques d'austérité envers les classes populaires, et d'aides financières de l'Etat envers les couches patronales.

Au Brésil, avec le Parti des Travailleurs de Lula au pouvoir, et selon l'économiste Thomas Picketty, « *grâce aux hausses de salaire minimum et au nouveau système d'allocations familiales (Bolsa Familia), la croissance s'est accompagnée d'une baisse inédite de la pauvreté. Le PT a également mis en place des mécanismes d'accès préférentiel aux universités pour les classes populaires et les populations noires et métissées* ». (Le Monde 14/15 octobre 2015).

En Turquie, Erdogan a multiplié le revenu par habitant par trois depuis 2002. En Hongrie, le pouvoir d'Orban a commencé par annoncer des baisses d'impôts, en échange de taxes sur les banques, la plupart étant détenues par des banques étrangères. En Italie, le nouveau gouvernement Ligue-Mouvement 5 étoiles a provoqué une réaction indignée des instances européennes, en annonçant la mise en place d'un revenu minimum de 780 euros par mois.

Mais ces mesures restent assez peu connues, voire invisibles, dans le monde des démocraties bourgeoises qui montrent du doigt les populismes. Soit, lorsque l'on nous les fait connaître, c'est pour en dénoncer un caractère prétendu irresponsable, menant le pays à la catastrophe – c'est le cas de l'Italie –, ou sinon, elles sont purement et simplement occultées – c'est le cas de la Turquie-.

C'est que ce genre de mesures est incompatible avec tout le discours, encore une fois de gauche comme de droite, qui consiste à dire et répéter aux populations qu'une seule politique est possible, qu'il faut se serrer la ceinture, rembourser les dettes du pays, accepter les blocages de salaires, les reculs sur les retraites, etc. Voilà des pays qui font exactement l'inverse, qui se mettent soudain à dépenser plus, et à dépenser pour au moins une partie de la population. Voilà pourquoi il est hors de question de faire une quelconque publicité pour de telles mesures quand elles sont prises, ou même annoncées. On les censure ou on les dénigre.

Ainsi, le journal le Monde, qui a consacré de très nombreux articles à la Turquie d'Erdogan, s'est arrangé pour mentionner cet aspect essentiel d'une manière indirecte, et pour en dire qu'elle n'avait sans doute pas compté dans sa réélection : « *« La crise économique n'est pas évidente, et l'Etat a distribué les deniers publics à tout va. Même des villes en pleine crise économique, dans le Nord vers la Mer Noire, continuent de voter pour lui. On ne peut donc pas expliquer le vote Erdogan par le fait qu'il ait multiplié par trois le revenu par habitant depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, en 2002. Recep Tayyip Erdogan est celui qui leur a redonné la fierté et qui incarne le renouveau de la grandeur de la Turquie, tout en étant comme eux un homme du peuple, parlant comme un homme du peuple. Ils aiment précisément ce que les étrangers détestent en Erdogan. Il défie cet occident qui avait démantelé l'Empire ottoman. »* (Le Monde 1/2 juillet 2018).

Cette affirmation est sans fondement. Il est évident que, dans des milieux pauvres comme ils le sont et fort nombreux dans un pays comme la Turquie, une hausse sensible (même si elle n'est sans doute pas de trois fois pour toutes les couches sociales) ne peut pas ne pas jouer dans la manière dont cette population regarde son ou ses dirigeants. La fierté dont parle le Monde existe sans doute, mais elle est évidemment consolidée par le niveau de vie concret dont celle-ci peut ou pas profiter.

Au Brésil, les mesures qu'a prises Lula, n'ont strictement pas touché aux classes les plus riches de la société brésilienne – une société particulièrement inégalitaire – ; elles n'ont pas nécessité de changement révolutionnaire pour pouvoir être menées. Il a suffi de prendre sur une petite fraction de ce qui, d'ordinaire, va dans les poches de l'appareil d'Etat et des classes moyennes les plus privilégiées, pour diminuer la grande pauvreté, diminuer également les écarts les plus graves de niveaux de vie. La société est restée la même, simplement des coups de frein ont été apportés à l'aggravation de ces écarts. Cette politique est évidemment un exemple attrayant pour de nombreuses autres populations.

Mais cette politique, à nos yeux, n'est pas une solution que nous proposerions aux classes défavorisées. Car elle va monter contre les classes populaires tout ou partie des classes moyennes, qui disposent de connaissances en matière d'organisation, de réseaux d'influence, de moyens aussi de peser sur la vie économique, jusqu'à vouloir la saboter, de manière à démontrer l'inanité de cette politique. Même si la ponction sur les classes moyennes est limitée, voire insignifiante, il est dans la nature de celles-ci de considérer, de toute manière, qu'elles n'auront pas bénéficié de ce qu'elles devraient mériter, et elles monteront toute leur rage contre ce pouvoir qui fait un tel choix. Avec la complicité des classes les plus riches, un grand nombre serait même prêt à saboter l'économie du pays pour détruire carrément les bases d'une telle politique. Il faudrait, à ce sujet, revoir la manière dont les choses se sont passées au Venezuela, depuis les années Chavez.

De plus, et cela compte à nos yeux autant que les mesures concrètes proprement dites, l'idéologie qui accompagne les mesures, par exemple, du Mouvement 5 étoiles en Italie, est à l'opposé de ce qui devrait animer l'esprit dans les milieux populaires. Ainsi, le ministre du Travail Luigi di Maio, en annonçant que plus personne ne toucherait moins de 780 euros par mois en Italie, a précisé que les étrangers qui ont moins de dix ans de présence seraient exclus de cette mesure. Et il a déclaré : « *je ne donnerai pas un centime à une personne qui veut rester son canapé à ne rien faire. Le revenu de citoyenneté est un pacte : tu vas au centre pour l'emploi, tu fais 8 heures de travaux utiles par semaine et tu dois te former pour un travail* ». Sur le fond, c'est une autre manière de dénoncer le chômeur, au lieu de dénoncer le système qui produit le chômage. C'est une manière d'opposer ceux qui travaillent et ceux qui n'ont pas de travail, en cherchant de plus à individualiser le problème.

Tous ces dirigeants populistes restent respectueux du système capitaliste. Et lorsqu'ils le peuvent, ils ne cachent pas pour certains leur haine des plus pauvres dans la population. Ainsi, Orban, suffisamment fort du fait du sentiment anti-Roms et anti-immigrés, a pu se permettre de s'attaquer ouvertement aux SDF, interdisant leur présence dans les rues. Et il a obligé les chômeurs hongrois à travailler pour les mairies, sous peine de perdre leurs maigres allocations. Et les Roms sont systématiquement employés dans les beaux quartiers du centre ville, pendant que leurs propres quartiers tombent en ruine.

POPULISME DE GAUCHE, THÉORIE ET CRITIQUE

Pendant des décennies, le monde capitaliste a réussi à faire tenir politiquement sa société en jouant avec des alternances du type droite – gauche. En réalité, la différence entre ces deux manières de gouverner n'ont jamais joué que sur des aspects secondaires, ne mettant jamais en cause le capitalisme lui-même. Avec l'effondrement de l'URSS au tournant des années 1990, l'arrogance des dirigeants a été tel qu'une partie d'entre eux ont cru même possible de se passer de ce jeu, d'annoncer « la fin de l'histoire », la fin de la droite et de la gauche, etc.

Mais les intérêts divergents, eux, n'ont jamais cessé. Pire, les inégalités se sont outrageusement aggravées. Et de toute manière, personne ne pouvant réécrire l'histoire, la gauche avait son passé, enraciné dans une réalité plébéienne, celle des sans culottes, celles des démunis d'hier, donc d'aujourd'hui. D'une certaine manière, la gauche ne peut pas ne pas exister. Mais, ses dirigeants corrompus, achetés, ses partis et syndicats intégrés de longue date au système lui-même, ses trahisons depuis 1914 récompensées, la gauche instituée a permis au système de jouer, des décennies durant, ce jeu de l'alternance électorale.

Pas étonnant donc, si aujourd'hui, on voit la maladie du système digestif démocratique toucher les deux parties de l'estomac politique, sa partie droite comme sa partie gauche. En Europe, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, La France Insoumise ici, se présentent eux-mêmes comme des populismes de gauche.

Si on creuse un petit peu, on découvre des gens qui se prétendent être leurs inspireurs ou qu'eux-mêmes présentent comme leurs inspireurs. C'est notamment le cas avec la philosophe belge Chantal Mouffe. Chantal Mouffe enseigne la philosophie politique à l'université de Westminster, en Angleterre. Selon les populistes de gauche, deux ouvrages d'elle auraient servi de guide non seulement à Podemos et Syriza, mais aussi en France à la France insoumise, en Amérique latine à Chavez au Venezuela, Kirchner en Argentine, Correa

en Equateur. Le premier de ces ouvrages a été rédigé avec son mari Ernesto Laclau en 1985, et s'intitule *Hégémonie et stratégie socialiste, vers une politique démocratique*. Le second, *L'illusion du consensus* date de 2005.

Dans une interview donnée dans Fakir en septembre octobre 2016 (Fakir N° 77), journal de François Ruffin, élu député et affilié au groupe de la France insoumise, Chantal Mouffe donne quelques éléments sur son itinéraire politique. Avant la crise de 2008, explique-t-elle, elle pensait que les partis social-démocrates (tel le PS en France) pouvaient « *retrouver leur identité de gauche* », bien qu'elle avait vu Mitterrand d'abord, Jospin ensuite, mener des politiques pratiquement identiques à celles de ceux qui se disent libéraux.

« Après 1989 et l'effondrement du bloc de l'Est, juge-t-elle, la social-démocratie a loupé un coche. Elle aurait pu profiter de l'effondrement du communisme, ce vieil ennemi, pour redéfinir la gauche, pour se radicaliser sans craindre de faire le jeu de l'URSS. Au lieu de ça, elle a été entraînée dans sa chute. Ses meneurs ont répandu des déclarations triomphales, sur la disparition de l'antagonisme, la politique sans frontière, la société sans exclusion, le gagnant - gagnant. »

C'est la crise de 2008, nous dit Chantal Mouffe, qui lui a ouvert les yeux. Selon elle, il y a eu alors une possibilité pour faire quelque chose du genre de ce qu'avait fait, selon elle, Roosevelt avec le New Deal, « *utiliser l'État pour les gens... Mais ils n'ont pas fait ça du tout, au contraire : ils sont intervenus pour sauver les banques !* »

Alors quelle est donc l'analyse de Chantal Mouffe, qui nous dit, comme ça, en passant, qu'elle « *aspire à une société sans capitalisme* ». Elle se veut clairement social-démocrate, mais ajoute-t-elle, social-démocrate radicale. Elle reproche à la social-démocratie d'avoir été suiviste de la droite libérale. Et elle juge que c'est pour cela que se sont développés les partis populistes de droite. « *Quand le Front national surgit-il à l'avant scène ? Lorsque François Mitterrand impose la rigueur, renonce au protectionnisme, à sortir du système monétaire européen, à incarner une alternative. Et ensuite, quand Jean-Marie Le Pen accède-t-il au second tour ? Lorsque Lionel Jospin et Jacques Chirac défendent des options similaires, acceptent la mondialisation. Depuis, chaque mouvement, chaque glissement de la "social-démocratie" vers le centre renforce les populistes de droite.* »

Eh bien, pense Chantal Mouffe, pour répondre à ce populisme de droite, il faut créer un populisme de gauche. « *Marine Le Pen a réussi à construire un peuple, un "nous". Il n'y a pas de "nous" sans "eux", sans une extériorité : dans le "nous" de Marine Le Pen, il n'y a pas de place pour les immigrés. Je défends un populisme de gauche, avec un "nous" qui inclut immigrés, mais qui pointe comme adversaires les multinationales, les grandes fortunes, "ceux d'en bas" contre "ceux d'en haut".* »

Les populistes de droite, en France ou ailleurs, n'hésitent pas à utiliser les sentiments, font activer les passions. Et les politiques traditionnels voient cela comme une maladie à soigner. Non, à gauche aussi, il ne faut pas hésiter à susciter des passions, dit Chantal Mouffe : « *Les passions, c'est une force motrice de la politique. Il faut s'intéresser aux désirs et aux rêves des gens (...). Que fait, par exemple, la gauche contre la xénophobie ? Elle sort des rapports, des statistiques : "Regardez, en fait y a pas tant d'immigrés qu'on nous le dit". C'est pas comme ça que ça fonctionne, les passions doivent se cristalliser.* »

Mais alors, quelles passions Chantal Mouffe veut-elle mobiliser ? Réponse : « *La nation, ça reste très important pour les gens. Freud a montré qu'il y a un investissement libidinal, très fort, dans l'identité nationale. (...) Puisqu'il existe cette passion nationale, plutôt que de la combattre, on va l'orienter* ».

Enfin, autre chose que Chantal Mouffe dit avoir découverte, avec la dernière crise : « *du temps du capitalisme fordiste, c'étaient surtout les ouvriers qui sentaient peser, sur eux, très concrètement, cette domination, sur leurs cadences, leurs salaires, etc. Aujourd'hui, à l'ère du capitalisme financiarisé, il me semble que bien plus de gens, à travers les entreprises bien sûr, les employés, les cadres, mais aussi dans les services publics avec les restrictions de budget, voire avec les dégâts environnementaux, bien plus de gens sentent peser cette nouvelle domination, peuvent en souhaiter la transformation.* » Et de préciser : « *Il y a les revendications ouvrières, mais aussi les demandes des femmes, des immigrés, des écologistes (...)* Il faut rassembler ce vaste "nous" face à un "eux" »

Au revoir la classe ouvrière donc, où pourtant, historiquement, est née la social-démocratie. Pas étonnant que ce soit aussi au revoir l'espoir d'une révolution sociale : « *Si c'est le grand soir, la démocratie directe, une aube nouvelle qui accoucherait d'une société idéale, sans classe, avec une constitution parfaite, d'où les antagonismes auraient disparu, non, c'est pas mon truc. Mais qu'est-ce qu'il y a de plus radical que "liberté" et "égalité" ? Nous n'avons pas à proclamer de nouveaux idéaux, mais à lutter pour que ces principes soient mis en œuvre, pour qu'ils s'étendent aux entreprises, aux femmes, aux étrangers, à l'environnement. Et ça, dans mon modèle adversarial, sans faire table rase du présent, sans un acte de refondation, ou de révolution, qui instituerait un nouvel ordre en partant de zéro. (...) je nomme ça le "réformisme radical"* ».

Ce refus de la révolution sociale, Chantal Mouffe l'emballage dans un joli paquet qui consiste à dire qu'il faut qu'il y ait des oppositions pour que la démocratie fonctionne bien. Qu'une des raisons pour lesquelles la démocratie est en crise, c'est que trop de politiciens ont dit et répété, après l'effondrement de l'URSS, que l'on irait vers une société sans conflits, sans oppositions, ou la droite et la gauche seraient dépassées. Il faut donc qu'il y ait une droite et une gauche, et même un populisme de gauche face au populisme de droite.

Voilà l'horizon que pense et propose Chantal Mouffe. C'est ça ou la guerre civile : « *Il y a, et il y a toujours eu, et il y aura toujours des antagonismes : le travail et le capital, ou les maîtres et les esclaves, ou les hommes et les femmes, ou les Noirs et les Blancs, selon les époques, les pays. Il ne s'agit pas de les annihiler, ni même de les dépasser. Mais comment rendre ça compatible avec le pluralisme démocratique ? Comment éviter que ça tourne au déchirement ? J'appelle ça le modèle « adversarial » : on ne parle plus d'ennemis, qui sont forcément à détruire. À la place, il y a des adversaires, qui savent qu'aucun accord ne sera trouvé entre eux, aucun consensus, juste éventuellement des compromis. Leur désaccord perdurera.* »

La messe est dite : le travail et le capital doivent rester, merci Chantal Mouffe, qui se moque du monde en parlant du désaccord qui perdurera ; c'est la vie elle-même qui est en jeu, pas un « désaccord » ! Mais sans doute que pour cette prof de philo international, c'est juste un désaccord.

À l'extrême gauche, il ne semble pas que l'on se soit beaucoup préoccupé de vouloir analyser le phénomène du populisme. Ne parlons pas de Lutte Ouvrière. Sur son site, on ne

trouve que quatre paragraphes, si on fait une recherche avec le mot « populisme ». Et on tombe sur une discussion, parue dans la Lutte de Classes n°180 de décembre 2016, en fait un texte de la direction, au sujet de l'utilisation du mot « populisme » dans les textes du Congrès.

LO nous dit que les populistes, « *ce sont des opportunistes, qui apparaissent à un moment donné et qui tentent de surfer sur le rejet des élites et de la caste politique en posant au candidat antisystème.* ». Le « *moment donné* »... n'est justement pas donné, il faudrait préciser « *en période de crise* ».

LO nous dit tout de même quelque chose de plus intéressant, que nous avons évoqué plus haut au sujet du Front National, c'est qu'il y a une différence entre le populisme et l'extrême droite : « *L'extrême droite se revendique des idées réactionnaires, elle a des références politiques, une filiation, une histoire, pas les populistes.* »

Mais c'est à peu près tout. En fait, LO a toujours été réticent à aborder aucun sujet pour oser y chercher quelque chose de nouveau, qui mérite une étude. LO se réfugie dans les vieux concepts. Pourtant, si le populisme n'a pas d'histoire et de passé, c'est bien qu'il est effectivement quelque chose de nouveau.

En tout cas, pour notre part, nous tentons de voir en face les phénomènes nouveaux, car il est indéniable qu'au fil des décennies, des années voir des mois, des éléments nouveaux apparaissent et modifient le monde et la société. Marx, en son temps, ainsi que Engels à ses côtés, n'avaient de cesse d'analyser toutes les nouveautés qui pouvaient se produire sous leurs yeux.

Sur le site du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), on trouve un long article, intitulé « *Populisme et lutte des classes* » qui date de septembre 2017, signé Alexandre Raguét. Mais cet article, plutôt que d'une réflexion générale sur le populisme, est en fait consacré presque entièrement à vouloir armer les militants du NPA face au danger que peut représenter la soudaine apparition de la France insoumise lors des élections de 2017.

Et l'on nous rappelle donc que le patriotisme de Mélenchon, ses drapeaux rouges, sa Marseillaise, son refus de soutenir la révolution en Syrie, tout cela n'est pas internationaliste. Et puis que présenter le problème social comme opposant les 99% de la population, à une élite faite du 1% restant, c'est une manière de masquer la lutte des classes, et les intérêts divergents au sein des prétendus 99%. Enfin, Mélenchon construit non pas un parti démocratique, permettant aux militants de construire sa politique, mais de simples groupes qui appliquent les consignes, appuient le chef, seul en charge de dire ce qui est l'intérêt du peuple.

Enfin, le maoïste Tom Thomas, dans son ouvrage de 2017 *Le capital automate*, apporte un éclairage intéressant, car en lien avec la crise du capitalisme. Il relève bien entendu l'utilisation méprisante du terme de populisme par les partis au pouvoir : « *La bourgeoisie dominante a fabriqué et use jusqu'à plus soif du terme de "populisme" dans un but de stigmatisation. Par là les "élites" en place veulent condamner avec mépris les exigences de gens qui ne comprennent rien aux lois dites par elle "économiques" (...)* »

Rappelons-le brièvement ici ; Tom Thomas considère que la crise actuelle du capitalisme est sa crise ultime. Ce système en est arrivé à un stade de contradiction totale. Car d'un côté, il a absolument besoin de réinvestir sans cesse pour accroître son profit, faire ce

qu'il appelle communément de la croissance. Sauf que cette croissance ne peut provenir que d'un travail humain exploité. Or, les technologies hyper développées exigent de moins en moins de ce travail. Et le capital a ainsi de plus en plus de mal à obtenir des taux de profits assez intéressants pour y investir. Ainsi, des montagnes de capitaux s'accumulent, sans savoir où aller, si ce n'est s'investir dans cette économie de plus en plus artificielle qu'est ainsi la finance. Les élites *« ne peuvent pas comprendre pourquoi le mouvement historique et automate de valorisation du capital est en train de s'autobloquer puisque c'est le capital lui-même qui supprime ses bases : le travail humain productif de plus-value. »*

Tom Thomas considère que le populisme est un *« extrémisme bourgeois »*, qu'il ne fait que prendre au mot les affirmations de l'idéologie bourgeoise. *« Qu'est-ce que le "populisme" ? C'est le fait qu'une masse hétéroclite d'individus appelée "peuple" réagit à la crise qui les frappe tous – et c'est là leur seul point commun – selon les affirmations mystificatrices des fétichismes, c'est-à-dire de l'idéologie bourgeoise elle-même qui les développe en divers discours littéraires, journalistiques, etc. et les enseigne dès le plus jeune âge. Ils le font en la prenant au mot, en poussant ses mythes à leurs extrémités. Notamment en exigeant de l'État, puisqu'il est, selon cette idéologie, supposé pouvoir le faire et représenter l'intérêt général, qu'il contraigne les capitalistes et le capital (supposé n'être que des moyens de production, des choses dont on peut disposer à sa guise) à servir le peuple, à préférer "l'humain" plutôt que les profits, à développer la production indépendamment de la valorisation, et autres balivernes. Ils tiennent le langage dit de gauche qui consiste à prétendre pouvoir élever le niveau de vie du peuple en restaurant l'autorité de l'État sur l'économie, et la grandeur de la Nation méprisée et foulée aux pieds par des capitalistes apatrides (mondialistes), des puissances étrangères dominatrices, des immigrants envahisseurs. Funeste tromperie, qui constitue néanmoins le facteur subjectif de leur popularité ».*

Aussi, pour Tom Thomas, *« le "populisme", non seulement n'apporte aucune solution viable à la crise de valorisation du capital (...) mais pire et, comme d'ailleurs l'expérience des années 30 l'a déjà montré, cet extrémisme est une préparation à une sorte de néo fascisme du 21^{ème} siècle. »* *« Changer ceux qui dirigent l'État ou/et les entreprises ne sert à rien, parce que, tous dans cette situation, ne peuvent être que des "fonctionnaires du capital", des agents organisant l'extraction du maximum de plus-value, ce qui rend impossible, aujourd'hui encore plus qu'hier, une "humanisation" du capital dans l'intérêt du peuple". Il s'agit donc de comprendre pourquoi il ne faut pas croire aux promesses de ces gens-là, rien que des charlatans finalement. »*

BILAN D'ÉTAPE

Dans une longue première partie, nous avons essayé de nous plonger dans la fameuse démocratie athénienne. Nous avons découvert que la démocratie actuelle semble une coquille vide en comparaison avec elle. Certes, Athènes met de côté les étrangers, les esclaves, les femmes. Mais bien que la société soit largement partagée en classes, depuis les nobles propriétaires de terres jusqu'au simple salarié, le pouvoir politique est encore donné à l'ensemble des citoyens.

A Athènes, on n'élit pas des représentants qui vont ensuite pouvoir agir comme ils l'entendent, sans être obligés par les électeurs à quoi que ce soit. Les lois les plus importantes sont proposées et votées par une vaste assemblée populaire. Tout le monde y est égal, et chacun peut proposer de changer une loi ou d'en créer une nouvelle. Quelques sanctions assez

légères permettent d'écarter les propositions farfelues ou trafiquées. Chacun peut contester devant un tribunal.

Les tribunaux, les juges et l'ensemble des magistrats, sont constitués par tirage au sort. Ce qui fait que ces tribunaux sont effectivement constitués d'un vrai reflet de la réalité de la population, de ses diverses couches sociales. On ne tire au sort que parmi des listes de volontaires, pour une durée d'un an, deux ans maximum. Et l'on n'a pas le droit de se représenter plus tard à la même fonction. Toutes ces règles font que, dans la pratique, c'est une grande majorité de la population qui, à tour de rôle, se trouve en place quelque part à participer au gouvernement de la cité.

Les Athéniens privilégient le tirage au sort sur l'élection, car ils ont réalisé que l'élection favorise la mise en place de personnes issues de milieux sociaux supérieurs, alors que le tirage au sort respecte, statistiquement, la composition de la population. Ne sont soumis à élection que des postes de deux domaines où l'on juge nécessaire que s'y trouvent des personnes techniquement compétentes, l'armée et la finance. Pour tout le reste, on a une opinion inverse : les affaires publiques doivent être entre les mains de tout le monde. Mieux, on écarte les experts et autres spécialistes, car on pressent que leur compétence peut leur donner les moyens de s'accaparer le pouvoir politique. Ainsi, dans la ville, un certain nombre de postes que l'on qualifierait aujourd'hui de fonctionnaires sont mis entre les mains... d'esclaves publics ! On empêche ainsi que se constitue un appareil qui se séparerait de la population.

Après une longue période de monarchies et autres règnes aristocratiques, nous avons vu ensuite que c'est la jeune bourgeoisie montante, au temps des révolutions anglaise, américaine et française, qui va tourner le dos au principe de la démocratie directe et à l'idée du tirage au sort, pour mettre en place son système démocratique, entièrement basé sur l'élection. Certes, la bourgeoisie va progressivement concéder à un élargissement du principe de l'élection jusqu'au suffrage universel, en France en 1848, mais elle y concède aussi parce qu'elle continue de contrôler, par divers procédés, que seront élus des membres de classes plutôt supérieures. Quant à l'assemblée populaire, elle est purement et simplement rayée de la carte politique dans cette démocratie. La participation du citoyen à la mise en place de la loi se résume désormais à glisser un bulletin de vote dans l'urne une fois tous les trois ou cinq ans, pour donner le pouvoir à un « représentant » qui pourra, une fois élu, faire en réalité comme bon lui semble, ou comme le milieu dans lequel il se retrouve le convainc d'agir.

Les partis au pouvoir usent de celui-ci pour affiner les techniques électorales en vue de préserver le pouvoir dans des mains contrôlables : on découvre ainsi que les grandes circonscriptions électorales favorisent l'élection de personnages socialement élevés ; on apprend à jouer sur le découpage des circonscriptions, on autorise des mandats reconductibles, ou multiples ; on invente des modes de scrutin qui peuvent faire barrage à un parti que l'on ne veut pas voir au pouvoir (le PCF dans les années 1950, le Front national depuis les années 1990), ou, à l'inverse, on favorise son élection (c'est le cas du Front national sous Mitterrand). Enfin, l'argent, comme toujours et pour tout dans le monde bourgeois, joue un rôle de plus en plus conséquent. Résultat : la carte politique du Parlement n'a plus aucun rapport avec la carte sociologique du pays... en toute démocratie.

Ce système démocratique bourgeois, lorsqu'il se met en place, ne connaît pas encore l'existence de grands partis politiques de masse. C'est le mouvement ouvrier qui inaugure leur existence. Le modèle type aura été le grand parti social-démocrate allemand SPD de la fin du

19ème et du début du 20ème siècle. Mais l'histoire nous a montré que ce parti s'est en réalité intégré à la société capitaliste, ce qui se traduira par son alignement sur la politique d'union sacrée nationale lors de la déclaration de guerre en 1914. N'empêche, cette vision du parti de masse ouvrier, réformiste, qui prétend changer la société par la seule voie électorale, va durer quelque chose de l'ordre d'un siècle, jusque dans les années 1980. La victoire de l'URSS face à l'Allemagne nazie redonne en effet une autorité aux partis communistes staliniens et offre un second souffle à cette illusion réformiste nationale.

Mais l'arrivée de ces partis aux gouvernements ne change évidemment pas la société. Surtout, lorsque la crise du capitalisme s'installe à partir de 1975, puis connaît des répliques régulières, et dégénère dans la crise mondiale des dettes de 2007/2008, toutes les options qui se disent de gauche, partis dits communistes comme ceux dits socialistes, prouvent une totale inefficacité. Déjà, l'effondrement de l'URSS en 1991 a été suivi par un brusque arrêt d'activité des forces militantes des partis et syndicats qui étaient proches ou liés au mouvement stalinien.

Il faut bien voir que, lors des Trente glorieuses, c'est essentiellement l'activité du Parti communiste qui, en France, a amené une participation importante aux élections des milieux les plus populaires, auparavant absents de cette pratique. L'effondrement du Pcf est suivi d'un recul de plus en plus prononcé de cette participation.

En France et dans de nombreux autres pays riches, la participation électorale des milieux populaires recule, en même temps que les partis politiques de masse refluent. Jusqu'à un quasi effondrement des partis qui se sont partagés le pouvoir depuis les années 1980, effondrement qui se produit à partir des années 2010. En France, c'est l'élection présidentielle de 2017 qui en sera le moment, aussi bien pour la droite que pour la gauche.

C'est un parti qui se présente comme ni de droite ni de gauche qui émerge alors, La République en marche. Un peu partout, sur la planète, ce sont ainsi des partis d'apparence nouvelle qui parviennent au pouvoir. Ils se présentent tous comme voulant chambouler l'ancien système. Et selon les pays, ils prétendent avec plus ou moins de force être les seuls vrais représentants du peuple. D'où leur qualification de populistes.

Pour les tenants de l'ordre ancien, pour les ténors des partis traditionnels, c'est la panique. Une grande partie déserte purement et simplement la politique, se reconvertissent dans les affaires, dont ils ne sont souvent en fait jamais sortis. Les autres hurlent à la crise de la démocratie. Mais ils sont bien incapables de remettre en cause ce qui, au fond, a amené cette crise : le fait que la démocratie bourgeoise est factice, creuse, vide de contenu.

Dans le monde social-démocrate, une critique dénonce le fait que leurs partis se soient alignés, au moins depuis la fin de l'URSS, sur les positions économiques du libéralisme bourgeois, qu'ils aient abandonné à leurs sorts les classes ouvrières et les nouveaux pauvres, ne s'intéressant qu'à la défense des intérêts et des points de vue des classes moyennes. Mais tout ce que proposent ces critiques, c'est que ces partis redeviennent de gauche, qu'ils se remettent à défendre le monde ouvrier par exemple. Mais ils ne pourraient le faire qu'en le trompant une nouvelle fois, car c'est dans leur nature de ces partis que de cautionner le système, ce qu'ils font depuis... 1914. Et on ne peut pas vouloir une quelconque émancipation des classes exploitées, sans remettre en cause le capitalisme lui-même.

Les populistes qui parviennent au pouvoir, en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Turquie, comme ceux qui en Grande-Bretagne ont réussi à obtenir sa sortie de l'Union européenne, ont ceci de commun de tous prétendre à un retour de la grandeur nationale perdue. Et tous ont un côté plus ou moins mégalomane. Défenseurs de prétendues traditions perdues, ils préfèrent la famille patriarcale et préconisent la pureté ethnique. Leur ennemi, c'est l'étranger, la minorité nationale qu'ils présentent comme un ver dans le fruit pur que serait le peuple national. Du coup, il leur suffit de mener quelques actions anti-minorités ou anti-immigrés pour paraître réellement mettre en œuvre leur programme, et ainsi paraître satisfaire leurs électeurs. Mais il ne faut pas perdre de vue non plus qu'ils se sont fait élire au moins autant par rejet des anciens politiciens et de leurs partis, que par une véritable adhésion à toutes ces idées.

Il y a aussi un aspect que les tenants du monde démocratique ne nous disent pas. C'est que ces populistes, pour conserver le pouvoir, peuvent aussi être capables d'aller sans doute plus loin que ce qu'attendaient d'eux les classes aisées, qui les ont laissé arriver au pouvoir, ou même qui les ont soutenu. Un Erdogan en Turquie a su doubler le niveau de vie des milieux les plus populaires. Un Chavez a su prendre dans les habituels profits de la rente pétrolière pour en redistribuer au moins une partie parmi les plus défavorisés. Il est évident que ces pauvres leur sont reconnaissants, car de tels gestes venant du pouvoir, ils n'en ont guère connu, ni eux, ni leurs parents ou grands parents.

Les analyses les plus sérieuses semblent indiquer que ce ne sont pas les plus pauvres ou les plus précaires qui, en Hongrie ou ailleurs, votent pour ces dirigeants populistes et les font élire. Ce sont plutôt des classes moyennes inférieures. Et comme ceux qui votent ainsi rejettent la démocratie dont ils font la cause de leur mise à l'écart, les dirigeants populistes ont en commun une détestation plus ou moins avancée de la démocratie.

Une fois au pouvoir, les dirigeants populistes peuvent se permettre d'aller plus ou moins loin dans une volonté d'en découdre avec le système démocratique. Emportés par leur idée et leur électorat qui en veulent au système, ils se mettent alors à le modifier, de l'intérieur, mais dans une voie qui mène vers une forme d'autoritarisme. En Pologne, en Hongrie, ils ont commencé à prendre le contrôle des sommets du monde de la justice. Ils ont mis au pas les médias risquant de les contester. Après quoi, il leur est aisé de disposer de l'ensemble de l'administration. Et ils ont réussi à procéder en respectant, formellement, le système légal.

Pour en terminer avec le système démocratique bourgeois, nous allons revisiter un moment du passé, avec Mussolini, pour voir que ce système ne nous garantit en aucune manière de verser dans la dictature pure et simple. Nous posant la question de savoir ce qui permet à un Orban de dénaturer la justice ou à un Mussolini de s'emparer de tout un appareil d'Etat, nous allons trouver que la réponse est assez simple : c'est tout le fonctionnement de la démocratie bourgeoise qui est une porte ouverte à des mesures dictatoriales. Car une fois au pouvoir d'Etat, il n'y a quasiment plus aucun moyen pour la population de contrôler quoi que ce soit, et d'empêcher d'agir à sa guise l'équipe qui a été élue. C'est le fondement même de l'idée de représentation, depuis la révolution bourgeoise.

Les classes les plus riches peuvent s'accommoder de n'importe quelle système, grâce à leur niveau de richesse. Et elles préféreront cet ordre à un risque de désordre pouvant ouvrir la voie à une agitation sociale dangereuse. Ces classes se hasarderont donc peu à vouloir réorienter un régime populiste vers une voie plus démocratique, même si, de manière générale,

la démocratie est le système qu'elles préfèrent. Si en l'absence de crise grave, les bourgeois se permettent le luxe de permettre la coexistence de diverses options politiques, ce qu'ils appellent une opposition (la gauche, le centre, les écologistes, etc.), lors de crise aigüe – et nous y sommes de manière chronique – leur système peut basculer dans la rigidité la plus totale, sans qu'il y ait besoin de le démolir. Il suffit d'activer les bonnes lois, aux bons endroits et au bon moment.

Enfin, nous essaierons de voir, cette fois du côté des mouvements d'émancipation, la manière dont le monde ouvrier a abordé la question de son propre gouvernement, sa question démocratique.

POURQUOI LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE PEUT VERSER DANS LA DICTATURE

Avec certains populismes, nous avons vu que la démocratie bourgeoise actuelle peut, assez facilement, être pervertie, et se voir défigurée par une mise en place, tout à fait légale, d'institutions qui ne tolèrent qu'un seul et unique point de vue. Mais l'histoire nous a montré, à plusieurs reprises, que cette démocratie peut verser complètement dans la dictature la plus totale. Le régime de Pétain en France a ainsi été instauré en toute légalité, celui de Hitler en Allemagne l'a été lui aussi de la manière la plus légaliste.

Mais c'est sans doute Mussolini qui, le premier et à grande échelle, a fait la démonstration qu'il était possible de s'emparer du pouvoir dans le système démocratique, et d'en vider son contenu de l'intérieur, en respectant toutes les formes que veut le système : à savoir que les décisions s'appuient toujours sur des lois, que les lois soient votées, que ceux qui les votent soient élus par une majorité d'électeurs.

Lorsqu'il est appelé par le roi à constituer le gouvernement, en octobre 1922, Mussolini est à la tête d'un parti antidémocratique qui proclame haut et fort son antiparlementarisme, qui rejette ouvertement la démocratie libérale, et proclame que la démocratie a épuisé sa mission, que le siècle de la démocratie est révolu. Nous ne revenons pas ici sur l'histoire qui précède cette période, pour laquelle on peut se reporter à l'étude publiée sur le site Louvrier.org sous la cote H28 : *Italie 1922-1925, le fascisme au pouvoir vide la démocratie de son contenu et y instaure la dictature.*

Mussolini va consacrer les deux premières années de son pouvoir à utiliser le système démocratique lui-même pour modifier de l'intérieur, et par des actes tout à fait légaux, l'organisation de l'État, en vue de préparer une main mise qui, après cette préparation de deux années, sera totale pour son parti fasciste.

Ne disposant pas encore d'une majorité suffisante au parlement pour pouvoir museler sur le plan légal toute opposition, Mussolini ne nomme que trois ministres fascistes dans son premier gouvernement. Il s'octroie par contre, outre la présidence du Conseil, le ministère de l'Intérieur et les Affaires étrangères, et place un peu partout des fascistes comme sous-secrétaires d'État, de manière à être déjà informé sur le fonctionnement de l'ensemble de l'appareil.

Pour s'assurer d'obtenir enfin la majorité dont il a besoin au Parlement, Mussolini fait voter une loi qui prévoit qu'une liste qui obtient 25% des suffrages aura les deux tiers des sièges. Grâce à quoi, en avril 1924, il obtiendra facilement la majorité absolue qu'il

recherchait. Le Parti socialiste n'a plus que 22 députés au lieu de 123, le parti catholique PPI 39 au lieu de 108, le parti communiste 19. Le parti fasciste en a 275. Nous l'avons vu dans la première partie de notre étude : de telles modifications de la loi électorale sont une banalité et dans les habitudes les plus courantes de la démocratie bourgeoise. Difficile de protester, donc.

Fort de cette nouvelle situation, mais aussi poussé par la base même du fascisme, Mussolini va maintenant prendre un tournant : la période que l'on peut dire « démocratique » de sa présence au pouvoir est terminée. Il s'agit bel et bien désormais d'en finir avec ce que les fascistes considèrent comme le mal, la démocratie elle-même. Ils la méprisent, la considèrent comme un système faiblard, et ils vont s'en débarrasser, toujours de l'intérieur, et du haut du pouvoir.

Fin 1925, de nouvelles lois décident la fermeture des loges maçonniques, la dissolution du Parti socialiste, obligent toutes les associations à dénoncer leurs dirigeants et tous leurs membres, interdisent certains journaux, ou en remplacent le personnel par des fascistes. Un accord entre le gouvernement et le grand patronat donne aux syndicats fascistes le monopole de la représentation ouvrière. Enfin, une loi supprime l'initiative parlementaire et donne à Mussolini la totalité de l'autorité exécutive. Mussolini n'a plus de compte à rendre à personne, hormis au roi. Début 1926, une dernière loi lui reconnaît de pouvoir faire ses lois sans en référer au Parlement. C'est la dictature légale.

On est ainsi passé « démocratiquement » d'une démocratie, dans le sens où des oppositions peuvent être présentes et ont un certain nombre de droits et de libertés, à la dictature d'un parti unique, et celle d'un seul homme. Certes, Mussolini s'est aussi appuyé à quelques reprises, sur des forces hors du Parlement. La veille de sa nomination en 1922, la ville de Rome a été cernée par des dizaines de milliers de chemises noires, l'uniforme des fascistes italiens. Mais c'est bien légalement qu'il a été nommé, et ce n'est qu'ensuite qu'il fait défiler dans Rome 30 000 chemises noires armées. De même, lorsqu'il met en place une milice à son service, et qu'il la charge de remplacer la Garde royale, et d'encadrer ses militants armés (le squadrisme), il le fait en s'appuyant sur des lois. Il ne se prive donc pas de se doter d'une force capable de violence, mais il prend bien soin que les modifications institutionnelles, elles, soient toujours établies dans des formes légales.

Mussolini n'a pas seulement été le premier à démontrer qu'il était possible de faire accoucher la démocratie bourgeoise d'une dictature féroce. Il a été aussi un précurseur en inventant ou en mettant en place ce que l'on appelle aujourd'hui un populisme. Mussolini tourne le dos à la vieille habitude bourgeoise, où l'on ne s'occupe d'aller, un peu, vers le peuple, qu'au cours des campagnes électorales. Lui n'aura de cesse, une fois nommé, de parcourir le pays, et en particulier les régions pauvres. C'est ainsi qu'il va développer sa popularité, et qu'il en fera même une véritable passion populaire pour le chef. Toute la propagande du parti est orientée en ce sens. Le populisme est donc bien une construction qui vient du haut, des élites, voire des sommets de l'État.

Mussolini méprisait la démocratie bourgeoise et il en a fini avec elle en utilisant ses propres règles. C'était pour lui la meilleure démonstration que ce système ne vaut rien. Il en a été à peu près de même avec Hitler, en Allemagne, ou Pétain, en France.

Des dictateurs peuvent émerger dans le système démocratique lui-même. Mais cet aspect de leur système, les penseurs du monde bourgeois ne le mentionnent guère. Or, ce

devrait être pour ceux qui tiennent à ce système un problème des plus importants. Pourquoi cette incapacité à aborder ce qui semble une faiblesse inquiétante du système ?

C'est que discuter de ce point amène très vite à remettre en cause toute la pratique démocratique actuelle. Ce qui rend si facile pour un apprenti dictateur, un Erdogan par exemple, de parvenir à ses fins au sein même de la démocratie, c'est la démocratie elle-même, avec toutes les limites que nous avons énumérées en la comparant à la démocratie athénienne. Une fois élu avec une apparence de démocratie et de liberté, l'élu qui parvient au pouvoir dispose en fait de moyens véritablement dictatoriaux. Il peut en user plus ou moins, ici ou là, dans la proportion qu'il souhaite. Ce sera affaire de circonstance ou de personne.

Une fois au pouvoir, aux plus hauts sommets de l'Etat, on dispose de leviers de commandes considérables, de moyens légaux de toutes sortes. C'est l'Etat lui-même qui est un appareil très dangereux. C'est qu'il est en réalité hors de contrôle, hormis de l'équipe qui se retrouve au pouvoir. Même la classe dominante, la bourgeoisie elle-même, n'a pas accès à tous ces leviers. Elle a certes un pouvoir économique qui lui permet une influence considérable sur la vie politique. Elle peut ainsi favoriser un Macron, quasiment inconnu de la population, et en faire en quelques mois le chef du cinquième Etat de la planète. Elle a aussi, à l'inverse, d'immenses moyens pour empêcher tel ou tel d'avoir une chance de parvenir au pouvoir suprême. Mais une fois que les jeux sont faits, elle n'a plus autant de possibilités.

Elle dispose certes encore et toujours de ses moyens financiers considérables, ce qui lui permet, à titre individuel comme à titre collectif, de continuer à vivre avec la certitude de pouvoir rester bien à l'abri des soubresauts que la société devra subir. Mais elle n'a pas accès à l'appareil d'Etat, qui a sa propre logique, ses propres règles, établies par toute une construction historique. La machine d'Etat lui échappe, car c'est la bourgeoisie elle-même qui l'a progressivement remise entre les mains de professionnels, ses hauts fonctionnaires, ses hauts dirigeants politiques.

Ce sont toutes les règles que nous avons vues, qui empêchent la population, les électeurs ordinaires, de pouvoir toucher en quoi que ce soit à cet appareil, à ces élus. Ce sont ces mêmes interdictions, qui interdisent à la classe dominante elle-même, de remettre en cause la machine d'Etat s'il lui arrive de fonctionner d'une manière autre que celle qu'elle aurait préféré.

Souvenons-nous : une fois élu, les élus n'ont pas de comptes à rendre aux électeurs ; les électeurs ne peuvent pas les révoquer ; les élus peuvent donc appliquer un programme différent de celui pour lequel ils se font élire. Cela c'est l'habitude en temps ordinaire. Mais en temps extraordinaire, en temps de crise grave, comme cela était le cas en Italie à la veille de 1922, ces élus peuvent changer, non plus seulement leur programme politique, mais aussi les lois et le fonctionnement de la machine étatique.

Entre le pouvoir de ceux qui détiennent les clés de l'Etat et la classe riche dominante, les jeux sont faits : celle-ci est obligée de faire avec, et elle aussi n'a comme perspective, si elle le souhaite vraiment, que de préparer un changement à l'occasion de nouvelles élections. Sauf qu'elle-même compte bien peu et pèse une feuille de papier sur le plan électoral. Il lui faudra d'abord convaincre un nombre suffisant d'électeurs. Ce n'est pas impossible, puisqu'elle dispose de médias et de moyens financiers considérables. Mais sans la mise à disposition de l'ensemble de la machine d'Etat, ce n'est pas gagné d'avance.

Depuis un certain nombre d'années, on observe ainsi, en Amérique latine, des pays – comme le Venezuela - où la population a réussi à mettre en place des pouvoirs populistes dits de gauche, qu'une grande partie des classes dominantes détestent. Mais elles ont le plus grand mal à se défaire de ces régimes. Chavez, Maduro, n'ont de cesse de se présenter comme des leaders en lien avec leur population, tout comme, on l'a vu, Mussolini multipliait les occasions de se montrer au peuple italien.

Dans le cas de Mussolini, il s'agissait de gagner suffisamment l'adhésion populaire, d'en faire y compris une adhésion sentimentale forte, pour tuer dans l'œuf tout risque d'éclosion, au sein de cette population, d'un sentiment d'opposition ou de rejet. Dans le cas du Venezuela, il s'agit pour les leaders populistes de gagner et entretenir une popularité suffisante, pour pouvoir éventuellement mobiliser cette population contre les manœuvres des classes dirigeantes qui manigancent pour les éjecter du pouvoir.

Pour ce qui est du programme et des grandes idées qu'il met en avant, le populisme va rechercher dans les aspirations populaires du moment et du lieu ce qu'il peut reprendre à son compte : il va vouloir créer ou recréer un mythe national du grand pays, d'une culture spécifique, il donne l'illusion de le mettre en pratique en s'en prenant aux immigrés ou à d'autres couches populaires historiquement différenciées (les Roms). Tous ces populismes se présentent contre les élites en place, et même contre le système qui les a produites. Car, ce que l'on a vu dans le cas de la France avec les alternances droite-gauche usées se retrouve d'une manière ou d'une autre dans les autres pays, sous des formes plus ou moins proches. Les dirigeants populistes surfent donc sur cette désillusion électorale, et font leur miel d'un anti-démocratisme qui est dans l'air du temps.

Mais il est hors de question pour nous, révolutionnaires socialistes, d'apporter de l'eau à ce moulin, de soutenir cette critique de la démocratie. Car cet anti-démocratisme-là a pour fondement la recherche d'un sauveur suprême, d'un homme providentiel, d'un duc ou d'un führer, ce qui est à l'exact opposé de ce que nous préconisons. Pour nous, la seule solution à envisager et à préparer, c'est la prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de leur sort et de la vie politique. Dans le cas de la Hongrie par exemple, c'était la conclusion que donnait L'Ouvrier, en rappelant que la révolution de 1956 avait connu la mise en place de conseils ouvriers (L'Ouvrier n° 259).

Les populismes actuels ne vont peut-être pas aussi loin que Hitler ou Mussolini dans leur marche vers la dictature. Mais ils en prennent un bout du chemin. Si la situation leur permet de se contenter de menacer immigrés et autres populations allogènes, ils vont s'en contenter. Mais ils peuvent aller plus loin si la situation les y incite.

Au fond, la démocratie athénienne, dont il faut nous rappeler qu'elle hérite aussi de qualités qui étaient des évidences dans les sociétés sans État, cette démocratie athénienne, en instituant l'assemblée du peuple, le tirage au sort des magistratures, la rotation rapide des charges assumées, la possibilité réelle pour tout le monde d'accéder à tous les postes, la méfiance des professionnels et des experts, leur cantonnement au strict minimum nécessaire (l'armée, la finance), cette démocratie se donnait les moyens d'interdire qu'elle puisse dégénérer comme peut le faire la soi-disant démocratie actuelle. Il n'était pas possible d'en faire, de l'intérieur, une dictature, ne serait-ce que du fait qu'elle était véritablement ouverte à la population.

La démocratie bourgeoise a vidé de son sens la démocratie dont elle prétend assurer l'œuvre, en en écartant totalement la masse de la population, pour ne garder que le geste symbolique et dérisoire de la seule élection. Paradoxalement, c'est parce que la population est absente d'un fonctionnement démocratique du type de celui qui existait à Athènes, que peuvent s'ériger en soi-disant représentants du peuple des Erdogan, Orban ou Trump, qui réussissent à se rendre populaires durablement mais sur la base de l'idée de chef.

Avec un système réellement démocratique, même en situation de crise, même si la population se fourvoyait en faisant un moment confiance dans des dirigeants de cet acabit, le système resterait contrôlable et contrôlé par elle. Et cela interdirait qu'un chef, même adoré un moment par le peuple, puisse se lancer à la chasse de tous les pouvoirs, aussi facilement qu'on peut le voir dans le système actuel.

Un système réellement démocratique, comme l'a connu Athènes – avec les restrictions que l'on a déjà dites – est mille fois plus formateur pour la population que le système actuel, qui au contraire la dégoûte et l'écarte de la politique, la maintient dans l'ignorance et l'incompréhension de ce qu'il en est. En mettant la main à la pâte pour de bon, on est intéressé par ce que l'on fait, on est incité à comprendre ce qui se passe autour de nous, on se pose des questions et on trouve des réponses, on apprend à se donner des repères et à réfléchir par soi-même, bref on fait de la politique. Et lorsque le nombre de gens qui font de la politique augmente de manière importante parmi la population, ce sont des idées générales, généreuses, universalistes, et non pas des idées de repli, de méfiance et de peur, qui l'emportent.

LA DÉMOCRATIE SELON LA CLASSE SOCIALE : LA COMMUNE DE PARIS

Les penseurs bourgeois du système démocratique étaient sans doute sincèrement convaincus qu'ils pouvaient instituer des textes de valeur universelle lorsqu'ils ont mis en place les divers systèmes démocratiques, en Amérique, en Grande-Bretagne ou en France. La plupart devait sincèrement croire en leur capacité de combler de manière significative les écarts considérables entre leur situation et celle de la population la plus arriérée ; ils devaient penser que leur système était le meilleur, qu'il permettrait à tout un chacun de s'élever, alors qu'il n'en avait aucune possibilité dans les systèmes antérieurs.

Si aujourd'hui, avec le recul et avec notre regard critique, nous percevons surtout le côté cynique et négatif de leurs choix, il est probable que la plupart de ces penseurs avaient d'eux-mêmes et de ce qu'ils souhaitaient réaliser une vision au contraire généreuse et émancipatrice. Mais ces idées étaient en quelque sorte bornées par les intérêts les plus profonds de ces messieurs. Oui à une émancipation et à une élévation des plus arriérés, mais sans que cela risque de bouleverser non plus leur propre condition ou celle de leur descendance.

C'est ainsi, presque instinctivement, qu'ont été choisies et décidées les positions politiques générales qui allaient articuler la démocratie dont nous héritons aujourd'hui. Et c'est ainsi qu'en France, « *une des premières décisions de l'Assemblée nationale fut d'interdire, dès juillet 1789, la pratique du mandat impératif. Cette décision ne devait jamais être remise en cause, ni pendant la révolution, ni après* ». (Manin) Pas question donc, que quoi que ce soit ne soit imposé aux élus par leurs électeurs. Et encore moins qu'ils puissent

les démettre si les électeurs jugent que leurs élus n'appliquent pas les idées pour lesquelles ils l'ont été.

Mais du côté des plus « arriérés » aussi, les intérêts en jeu poussent à des actions plus ou moins instinctives, dans le sens de leurs propres intérêts. Ainsi, toujours « *en 1793-1794, une partie du mouvement Sans-Culotte fit pression pour que les élus fussent révocables de façon permanente et discrétionnaire par les assemblées de base* ». Un projet de constitution prévoyait même cette révocabilité, mais l'Assemblée ne l'acceptera jamais.

C'est que le petit peuple, lui, sent très bien le décalage qui existe entre ce qu'il entend des promesses des gens qui se font élire et ce qu'il advient une fois élus. L'élection, elle, est faite majoritairement par lui, le peuple. Mais sitôt faite, elle lui échappe. Il cherche donc à la contrôler, d'où son idée de révocabilité permanente des élus.

Ce décalage entre le discours électoral et la réalité pratiquée par les élus est au fond le reflet du décalage des intérêts de classe entre les dominants et les dominés. Il est donc inévitable. Ce n'est pas, comme on l'entend régulièrement, une duperie, un effet de mensonge, ou le fait de gens malhonnêtes. C'est la nature de la société et son système de représentation qui sont en cause. Pour être élu, il faut plaire au peuple. Mais ce n'est pas le peuple ni une partie du peuple qui est élu, mais seulement des représentants, et des représentants qui ne proviennent que des couches sociales plus privilégiées.

En 1871, un peu moins d'un siècle après la Révolution française, la Commune de Paris va, elle, reprendre l'idée de révocabilité, et profiter de ce qu'elle n'a plus en face d'elle cette opposition de classe, puisque les bourgeois et les dominants sont partis à Versailles. La Commune va établir ce système de révocabilité permanente pour les membres du Conseil.

Dans l'un de ses textes consacrés à cette période, Marx explique d'où a surgi la Commune, sous le règne de Napoléon III : « *Sous l'Empire, la société bourgeoise libérée de tous soucis politiques atteint un développement dont elle n'avait elle-même jamais eu l'idée. Son industrie et son commerce atteignent des proportions colossales ; la spéculation financière célébra des orgies cosmopolites ; la misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, factice et crapuleux. Le pouvoir d'État, qui semblait placer bien haut au-dessus de la société, était cependant lui-même le plus grand scandale de cette société et en même temps le foyer de toutes les corruptions. (...) L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune. (...) Paris, siège central de l'ancien pouvoir gouvernemental, et, en même temps, forteresse sociale de la classe ouvrière française (...) s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers. C'est cet état de fait qu'il s'agissait maintenant de transformer en une institution durable. Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes.* »

Puis Marx analyse dans le détail le fonctionnement que les Parisiens, en majorité proches du peuple, sans aucun programme pré établi, vont instinctivement, et avec leur vision d'un espoir socialiste, inventer dans la pratique. Le suffrage universel, on le notera, est étendu à bien d'autres fonctions que celles que nous réserve le monde bourgeois. La révocabilité y est systématiquement accolée. Et s'y ajoute le salaire limité auquel sont payés ces élus : « *La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe*

*ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un **salair e d'ouvrier** (c'est Marx qui souligne). Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut remise aux mains de la Commune. »*

Marx poursuit : « *Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de cette feinte indépendance qui n'avait servi qu'à masquer leur vile soumission à tous les gouvernements successifs auxquels, tour à tour, ils avaient prêté serment de fidélité, pour le violer ensuite. Comme le reste des fonctionnaires publics, magistrats et juges devaient être élus, responsables et révocables. »*

Marx en arrive au projet de la Commune à l'échelle cette fois du pays : « *La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. (...) Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales, l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris ; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par un mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire ».*

Ainsi, affirmait Marx, le résultat de toute cette transformation ferait que, « *au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage universel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. »*

Marx conclut en soulignant le fait que la Commune a réussi ce progrès considérable d'inventer, dans la vie et dans la pratique, une solution au gouvernement des hommes pour qu'il soit propre et difficile à corrompre, émancipateur de l'exploitation et réellement démocratique : « *La Commune a réalisé le mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises,*

*le gouvernement à bon marché, en abolissant ces deux grandes sources de dépenses : l'armée et le fonctionnarisme d'État. (...) Elle fournissait à la république la base d'institutions réellement démocratiques. (...) Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un **gouvernement de la classe ouvrière**, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.* » (La Guerre civile en France, Adresse du Conseil général de l'Association Internationale des travailleurs ; 30 mai 1871)

Pour être tout à fait complet sur ce point de la démocratie, il nous faut rappeler qu'en 1872, à l'occasion d'une réédition du Manifeste du Parti communiste qui avait été écrit en 1848, bien avant la Commune, Marx et Engels rédigent une courte préface pour y dire que sur un point au moins, à la lumière de l'expérience de la Commune de Paris, ils se doivent d'apporter cette correction au Manifeste : « *La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte"* (Voir *La Guerre civile en France, adresse du Conseil général de l'AIT, où cette idée est plus longuement développée*) ».

Ce que nous pouvons dire, grâce à cette expérience de la Commune de Paris, et grâce à l'éclairage qu'en donne Marx, c'est que la démocratie, ici, là ou ailleurs, est d'abord fidèle à la classe qui la construit. La bourgeoisie, dès le moment où elle a pris le pouvoir, a mis une distance entre le peuple et ses représentants : en interdisant la révocabilité, en payant bien au-dessus de la moyenne les élus ayant une responsabilité, en ne mettant pas du tout au vote et à l'élection de vastes catégories de responsables (juges, policiers, haute administration), en interdisant tout mandat impératif. Cette distance instaurée entre gouvernants et gouvernés, seule l'action directe de la population elle-même tend à la supprimer.

La Commune de Paris a construit un espoir, la possibilité d'une société organisée de manière profondément démocratique. Elle a trouvé une clé essentielle pour se prémunir des déformations bureaucratiques, en instaurant le paiement des élus, à toutes les fonctions, avec un salaire d'ouvrier. Mais ses militants ont conservé l'élection, cet héritage du monde bourgeois, que les Athéniens, eux, suspectaient de manquer de garanties, et à laquelle ils préféreraient la rotation des tâches et le tirage au sort. Sans doute est-ce dû au fait que le mouvement ouvrier a dû longtemps combattre pour simplement avoir le droit de vote, et que cette orientation a fini par idéaliser un peu trop ce principe de l'élection.

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE, L'EXEMPLE DU COMITÉ DE GRÈVE DE RENAULT TURQUIE 2015

Les exemples de situation où nous pouvons étudier comment une population qui a effectué une révolution sociale exerce son propre gouvernement sont rares. La classe ouvrière, les opprimés de manière plus générale, ont le plus souvent à gérer des situations où ils sont d'abord en lutte. Et se pose donc à nous le problème de la manière dont se gouverne la lutte.

Depuis le début de ce travail sur la démocratie, nous avons vu s'opposer deux manières d'envisager la démocratie : la démocratie représentative, celle qui se donne des représentants, des chefs, qui sont placés ou qui se placent au cours des événements au-dessus de l'ensemble des gens qu'ils représentent ; qui, enfin et surtout, ne se sentent pas liés par les volontés de la population qu'ils représentent. Et il y a l'autre vision de la démocratie, celle de la démocratie directe, où l'on cherche à ce que tout le monde puisse participer à la décision,

que tout le monde puisse, à égalité, intervenir, où les représentants sont des délégués véritablement issus de la population concernée, s'il le faut par tirage au sort pour bien montrer que tout le monde est à égalité, et où enfin, ces délégués sont tenus par les choix faits par l'ensemble de la population en question.

Dès le début d'un mouvement, se pose le problème du respect le plus entier d'une attitude démocratique. Car toute autre attitude serait source de déviations inévitables. Un mouvement n'est pas juste parce qu'il pose des problèmes de justice ; il n'est juste que s'il se pose la question de s'organiser et de se mener d'une manière démocratique aussi.

Plus un mouvement sera mené de manière profondément démocratique, plus il aura de chances de concerner profondément ceux qui sont concernés ; et plus, également, il a des chances de toucher, par sa nature même, d'autres couches de travailleurs, et de les motiver pour s'intéresser à ce mouvement, à le soutenir, voire à le reprendre à leur compte.

Toute la difficulté réside dans ce que notre adversaire de classe a compris et assimilé cela de longue date. Le patron, le gouvernement, l'Etat, contre lequel un mouvement démarre, fera tout pour dénaturer ce qu'il peut y avoir de démocratique dans le mouvement. C'est pour lui une question de vie ou de mort.

Si Mai 68 a pu tenir si longtemps, sans aucune revendication au fond, sans programme donc, sans non plus aucune direction, sans organisation à l'échelle du mouvement, contre la puissance de l'Etat gaulliste, et contre au fond la puissance considérable à l'époque du Parti communiste dans le pays, de son syndicat CGT dans les entreprises, c'est parce que Mai 68 a été un moment entier d'une démocratie absolue. « *C'est la chienlit* », s'est exclamé de Gaulle. Le pouvoir ne savait plus par où prendre ce mouvement.

Dans la révolution espagnole de 1936, le mouvement qui est une formidable réaction contre la tentative de Franco, est d'abord un élan puissant d'attitude démocratique au sein de la population. Mais les deux ennemis de cette révolution, les franquistes et les communistes staliniens, vont tout faire pour amenuiser cette vie démocratique, l'orienter vers un combat au contraire de chefs, d'allure et de forme militaire, ce qui est le terrain de prédilection de la bourgeoisie.

Chaque lutte, chaque mouvement, se doit donc de se poser cette question, car elle est cruciale. Seule une vie un tant soit peu démocratique dans le mouvement peut faire en sorte que des leçons collectives et partagées en soient tirées, que ces leçons puissent ainsi servir à une lutte future, inévitablement nécessaire tant que nous sommes en régime capitaliste. Et seule une vie démocratique peut, au-delà des revendications immédiates qui sont le sujet de la mobilisation, y ajouter la réflexion sur la possibilité, la nécessité, et l'espoir que cette lutte ne soit qu'un pas vers la lutte d'émancipation, l'idée que chaque lutte revendicative doit aussi s'inscrire dans une volonté de préparer, dans les têtes, un changement de la société elle-même.

Et si l'on veut que cette société prenne dès les débuts des contours qui lui offrent une chance de ne pas dégénérer comme l'ont fait les révolutions en Russie, en Chine, etc., mieux vaut que les participants aient déjà eu l'expérience et la pratique acérée d'une vigilance de tous les instants quant à la pratique démocratique au sein du mouvement.

Nous allons ici reprendre une brochure éditée par Lutte Ouvrière, qui relate la grève des ouvriers de Renault en Turquie en 2015, pour voir qu'il est possible, même dans des conditions apparemment les pires imposées par patrons et bourgeois, de respecter et d'imposer une démocratie ouvrière impressionnante dans la lutte.

En Turquie, de fait, un seul syndicat est reconnu représentatif par le patron, celui qui parvient à lui démontrer qu'il a l'adhésion de 50% des salariés. Les cotisations sont alors prélevées par le patron, qui les reverse ensuite au syndicat. Les travailleurs qui n'adhèrent pas n'ont pas droit à ce qui est signé lors des accords patron-syndicat. En bref, c'est une situation à l'américaine, qui corrompt puissamment les dirigeants syndicaux.

Chez Renault Bursa, une ville à 100 km au sud d'Istanbul, le monopole syndical est tenu par Türk Metal, lié à l'extrême droite. Türk Metal appartient à la confédération Türk-Is, qui collabore très ouvertement avec le patronat, qui joue les briseurs de grève, et dont le centre de sa propagande est l'anticommunisme.

En 1998, Türk Metal a signé un accord avec le patronat de la métallurgie, qui prévoyait une hausse de salaire, mais d'à peine la moitié de la hausse des prix, de 90% par an à l'époque. Les travailleurs, en colère, se mettent alors en grève et commencent à démissionner du syndicat, pour choisir une autre confédération, Birlesik Metal. La grève est immédiatement interdite, les travailleurs considérés comme meneurs sont licenciés, sur dénonciation du syndicat, et les 1600 qui avaient déchiré leur carte syndicale sont obligés de la reprendre.

Avant la crise de 2007/2008, la Turquie capitaliste était en train de connaître une phase d'expansion, et les travailleurs voyaient leur niveau de vie progresser. Mais la crise a stoppé net cette tendance. En 2012, les délégués de Türk Metal passent dans les ateliers pour informer qu'ils vont signer un accord sur une hausse de salaires, en fait des miettes. Cela déclenche la grève. Le lendemain, les travailleurs sont accueillis par la police, et 30 personnes sont licenciées. Nouvel échec donc.

Mais des leçons de ces deux mouvements vont être tirées par des travailleurs, des militants, à la base, puisque de toute façon le syndicat est ici ouvertement contre les travailleurs. Décembre 2014, nouvel accord, nouvelles miettes : 3% pour les bas salaires, quand les prix ont monté de 20% en quelques mois. Le 29 janvier 2015, Birlesik Metal, poussé par sa base dans les usines où il se trouve, lance un ordre de grève d'une journée. C'est un succès, même si le lendemain, le gouvernement sort un décret qui interdit toute grève pour raison de « sécurité nationale ».

Dans la même ville que Renault, chez Bosch, Türk Metal et Birlesik metal sont en procès pour savoir qui doit avoir le monopole syndical. Et pour se donner une chance de gagner, Türk metal appelle à une grève, puis signe avec Bosch un accord, mais cette fois, les chiffres vont de 12 à 60% de hausse des salaires. Pour les militants clandestins de Renault, c'est la preuve que c'est le moment de faire quelque chose. Ils veulent le faire en tenant compte des leçons des échecs de 1998 et 2012. Et en respectant la démocratie ouvrière.

Il faut d'abord se compter, pour déterminer si le bon moment pour lancer un mouvement, avec une méthode qui convainc chacun que c'est bien le moment pour tous. Evidemment, pas question de faire les choses ouvertement. Des mots d'ordre circulent... de se laisser pousser la barbe, pour indiquer qu'on est pour la grève. En tôlerie, on tape sur les

assiettes à la cantine. Fin avril, on passe un stade plus ouvert et plus clair : on manifeste en fin d'équipe, aux cris de « *Nous ne voulons pas d'un syndicat vendu* », « *Syndicat démission* ».

La direction publie alors une lettre où elle menace de licenciement quiconque perturberait le travail. Or, la pratique de Renault est qu'un travailleur ne sait qu'il est licencié qu'en se rendant compte, à l'entrée de l'usine, que son badge est désactivé. Alors, un mot d'ordre circule : pour empêcher que quiconque soit licencié seul, on ne part pas travailler, on vérifie d'abord tous que tous les badges sont activés, jusqu'à l'arrivée du dernier bus. Jour après jour, 1000 ou 1500 gars se réunissent ainsi.

Ainsi deux choses se mettent en place : on a un moyen de se compter, avant la lutte. Et des discussions, des liens, des idées collectives se mettent en place, des idées peuvent circuler, qui peuvent ne pas être partagées, mais pourront être reprises plus tard. C'est un début de démocratie, au cœur de la forteresse dictatoriale capitaliste. Au même moment, dans les usines alentour, des sous-traitants de l'automobile comme Valeo, Delphi, on utilise internet pour communiquer et s'organiser. Et les réseaux sociaux permettent d'informer et de s'informer sur ce qui se passe dans d'autres régions.

Dimanche 26 avril, des travailleurs des diverses entreprises se réunissent au centre-ville, et décident qu'il faut exiger que l'accord salarial soit renégocié. Un délai est fixé, le 5 mai. Le lendemain, un groupe veut aller dans les locaux du syndicat : pas moyen ! ils sont protégés par la police. Une autre manifestation, devant la Chambre de commerce et d'industrie, permet de tisser des liens entre entreprises.

Le 5 mai, le délai est écoulé, les travailleurs se réunissent sur la place de la mosquée de la zone industrielle, pour démissionner collectivement du syndicat. Des hommes de main des syndicats attaquent, un ouvrier doit être hospitalisé.

Renault, de son côté, reprend la tactique qui lui a réussi : casser le mouvement dès le début par des licenciements. Dans la nuit du 5 mai, deux badges s'avèrent désactivés. Immédiatement, l'équipe d'après midi, encore au travail, l'apprend, débraye et sort de l'usine. L'attitude de la direction était prévue. Et la réaction aussi.

Panique du côté de la direction. À deux heures du matin, le directeur en personne vient annoncer que les deux gars sont réintégrés, que chacun est libre d'adhérer au syndicat de son choix, et qu'il va discuter des salaires avec la direction française. Puis la direction annonce deux jours de congé pour dissuader une éventuelle extension de la grève.

La direction se plante complètement. L'équipe de nuit reste dans l'usine, et ce sera maintenant jour et nuit. Immédiatement, le soutien des familles, de la population, des réseaux sociaux démarre. Les délégués élus vont remettre à la direction les démissions de masse du syndicat. Dès le vendredi 15 mai, la grève s'étend – l'usine Tofia Fiat et d'autres, sont également occupées. Le nombre de grévistes est de 15 800. Les revendications sont les mêmes dans quatre usines : aucun licenciement, application à toute la branche de l'accord signé chez Bosch, et en même temps cette revendication essentiellement démocratique : libre choix du syndicat représentatif.

Renault est divisée en 8 départements (emboutissage, tôlerie, peinture, montage, etc.), chacun comporte plusieurs ateliers, eux-mêmes divisés en unités élémentaires de travail, des UET. Chaque UET désigne son délégué. Ils sont 200 délégués au total, et les 200 désignent

une vingtaine d'entre eux pour coordonner toutes les équipes. Enfin, un comité de 8 délégués est chargé de représenter l'ensemble des travailleurs face à la direction, au préfet et à la police.

À l'inverse de la démocratie bourgeoise, les délégués ouvriers n'ont aucune liberté pour négocier : le comité de grève ne doit prendre aucune décision par lui-même lors de ses rencontres ; ils doivent rendre compte aux travailleurs rassemblés et demander un vote. Les travailleurs ont élu des délégués, mais ils ne leur donnent pas un chèque en blanc. Et ils n'auront de cesse de constamment leur poser des questions, de suivre très attentivement tout ce qu'ils peuvent dire ou faire, sachant bien qu'ils allaient subir des pressions considérables. Les 8 vont effectivement subir toutes sortes de pression, mais le système mis en place va tenir bon.

Ainsi, dès le lendemain de la mise en place des huit, lorsqu'ils sont reçus en préfecture, le préfet leur dit : « *Nous savons que si vous reprenez le travail, les autres suivront* ». « *Si vous ne reprenez pas le travail, vous serez responsables de ce qui va suivre* ». Un délégué lui répond : « *Vous pouvez nous couper la tête, d'autres têtes pousseront* ». Après quoi, les grévistes vont voter de ne plus se rendre aux convocations de la préfecture : « *Si le préfet a quelque chose à nous dire, qu'il vienne le faire ici, à l'usine !* »

De même, les travailleurs vont se méfier des infiltrations de la police dans l'usine. Aussi, lors d'une réunion, les délégués demandent à tout le monde de se regrouper par atelier, département et unité de travail, à un niveau donc où tout le monde se connaît. Résultat, 6 individus se retrouvent sans savoir où se mettre. Ils sont évidemment éjectés. Enfin, un service d'ordre est mis en place, contre les éventuelles actions de la police, de la direction ou du syndicat.

Renault va essayer de faire un chantage, en disant qu'il ne peut y avoir à la fois comme interlocuteurs les délégués issus de la grève et ceux de Türk Metal. Mais une manifestation impressionnante les oblige à reculer. La direction va faire aussi un travail de sape envers les 8, leur expliquant qu'ils pouvaient devenir les nouveaux dirigeants de Türk Metal et qu'ils auraient la belle vie. Elle réussit même à en convaincre 4 de militer pour le maintien de ce syndicat. Mais ces quatre perdent alors toute crédibilité. Ailleurs, comme chez Türk Traktör, ce sont des appels téléphoniques en pleine nuit avec des menaces du genre « *Vous comptez des terroristes parmi vous* ». Mais les grévistes tiennent bon.

Devant une telle organisation, la direction de Renault est tentée de céder rapidement. Mais c'est le patronat de la métallurgie qui s'y oppose. La grève va durer 13 jours. Sur les salaires, la direction lâche en moyenne 80 euros mensuels pour les plus hauts salaires, 120 pour les plus bas.

Conscients de ce que la fin de la grève sera un moment de faiblesse face à la direction, les travailleurs maintiennent l'organisation qu'ils se sont donnée. A la veille des deux semaines de vacances, ils manifestent dans toute l'usine, aux cris de : « *On part ensemble, on rentre ensemble* ». Et au retour, le 24 août, ils s'assurent que tout le monde ait bien repris, avec la méthode mise en place avant la grève.

Dans sa brochure, Lutte Ouvrière souligne dans un chapitre « *l'expérience de la démocratie ouvrière* » : « *Après s'être heurtés pendant des années à ce problème (du syndicat lié au patronat), les travailleurs de Renault Bursa ont trouvé en eux-mêmes le moyen*

de le résoudre. Ils n'ont pas attendu pour cela que quelque politicien bien inspiré à leur égard finisse par introduire des changements dans la législation. Ils n'ont pas pensé non plus qu'il suffisait d'adhérer à un syndicat plus combatif, comme cette idée est répandue dans bien des milieux de gauche et d'extrême gauche. »

Mais au lieu d'en tirer comme conclusion qu'on a là une preuve de la possibilité d'une autre vie, contrôlée et dirigée démocratiquement, LO se contente de dire « *ce que les travailleurs de Renault ont réussi à imposer, il faut maintenant qu'ils le conservent* ». « *Cette expérience, il faudra l'approfondir, la multiplier, faire qu'elle devienne le patrimoine commun de tous les travailleurs.* » Mais un chef de département de chez Renault sera lui, politiquement plus avisé, et ce qu'il dira aux travailleurs lors d'une réunion, c'est : « *Vous ne le savez peut-être pas, mais vous avez fait une révolution* ».

Nous n'avons pas d'autre source pour juger de ce qui s'est fait dans cette expérience. Mais le texte que nous avons utilisé nous fait penser que c'est bien une forme de démocratie ouvrière directe qui a pu être établie pour mener cette lutte. Les principales décisions se sont prises en assemblée générale, les délégués sont choisis localement, parmi les travailleurs qui les connaissent ; l'ensemble des travailleurs exerce une pression et un contrôle permanents sur ses délégués, et surtout sur ceux chargés de la négociation ; les délégués n'ont aucun droit à défendre une autre position que celle décidée en assemblée générale ; ceux qui faiblissent ne sont plus considérés.

Il faut bien voir que ces choix ne sont, malheureusement, pas évidents. Que ce soit du fait des habitudes que nous connaissons dans la démocratie bourgeoise, ou encore des pratiques menées par les syndicats réformistes ou par les staliniens, une situation comme Renault Turquie serait facilement le prétexte à une tout autre organisation : c'est la dictature dans l'usine, agir est dangereux : bonne raison pour que la direction de la lutte reste inconnue, clandestine ou semi clandestine ; bonne raison pour s'épargner la mise en place de délégués, et que tout soit décidé et réalisé par en haut, à la tête de la grève ou d'un syndicat.

Plus nous avons en face de nous une situation dure, répressive, plus la tentation de nous militariser nous aussi sera grande. Mais l'armée et ses chefs, la guerre et ses commandements, sont les pires ennemis de ce qui est révolutionnaire. Oui, il semble bien que la grève de Renault Turquie ait été bien plus qu'une lutte pour des salaires : une révolution, un bouleversement de toutes les habitudes d'obéir, en se donnant des délégués proches, contrôlés, et en gardant la main directement jusqu'au bout sur le mouvement.

La démocratie ouvrière doit être considérée comme inséparable de la lutte ouvrière. la manière de lutter compte tout autant que la revendication. L'ennemi de classe, lui, l'a bien compris : il va chercher à s'attaquer peut-être plus à l'aspect nouveau, démocratique, qui commence à exister dans toute lutte, peut-être plus qu'à la revendication, toujours soutenable dans le cadre du système. Et c'est au fond la manière dont la lutte est menée qui laissera ce qui compte le plus, en vue de l'émancipation finale : l'apprentissage de quelques pas concrets pour une autre forme de vie sociale.

EN PRÉALABLE À LA RÉVOLUTION RUSSE, LA « DÉMOCRATIE TOTALE » DES MASSES EN ACTION

La révolution russe de 1917 a été un intense moment de vie politique démocratique. L'opinion actuellement dominante un peu partout est pourtant exactement à l'opposé. On considère aujourd'hui que cette révolution n'était qu'un coup d'État, qui aurait réussi grâce à la discipline de fer du parti révolutionnaire, le Parti bolchevik.

Un historien, le français Marc Ferro, nous a semblé intéressant à suivre, car il a été capable à la fois de critiquer cette idée, qui dénie au peuple russe sa capacité à remettre en cause la vie politique dans toute sa profondeur, et en même temps, il se montre d'une rigueur implacable vis-à-vis des partis révolutionnaires, montrant du doigt leurs pratiques discutables, justement en matière de démocratie.

Ici, nous allons essayer de nous concentrer sur la vie politique des masses. Nous ne prétendons pas en tirer, comme avait pu le faire un Karl Marx après la Commune de Paris, une théorie au sujet de la manière dont l'on peut concevoir la vie politique pour l'avenir. Mais nous pensons utile de regarder de près cette vie politique, et de découvrir à quel point les masses peuvent produire, dans certaines situations, de véritables trésors en ce qui concerne la manière de se gouverner.

En même temps, toujours en nous appuyant sur les études de Marc Ferro, nous essaierons de pointer du doigt les mauvaises habitudes, les faiblesses, les facilités ou les incorrections qui, même de toute bonne foi, peuvent se mettre en place et influencer dans un sens négatif en ce qui concerne le contrôle démocratique du régime qui se met en place.

Soyons clairs, Marc Ferro n'est pas trotskiste. À la différence de ce courant, il juge que l'idéal socialiste et révolutionnaire a commencé à être perverti dans la pratique déjà sous Lénine et Trotsky, sans attendre la mort de Lénine et la prise du pouvoir par Staline.

D'une manière générale, les ennemis de la Révolution sont unanimes à vouloir absolument confondre la période où Lénine est vivant et celle où c'est Staline qui prend la main. Les adversaires de l'idée communiste tiennent à mettre dans le même sac les mesures d'une révolution sur la défensive, isolée, attaquée par l'ensemble des grandes puissances (la France incluse), et en proie à la guerre civile, avec les choix dictatoriaux d'une bureaucratie installée qui veut assurer son existence de nouveau parasite.

Nous considérons pour notre part que les situations sont profondément différentes, même s'il n'est pas évident de dater, dans un domaine ou dans un autre, le passage d'un moment à un autre. Mais cela ne nous empêche pas de trouver utile la vision et les critiques d'un Marc Ferro. Si sa position semble rejoindre celles des anticommunistes et autres antirévolutionnaires, elle est en réalité différente. C'est au nom du souci socialiste et démocratique qu'il pointe du doigt certaines pratiques qu'il dénonce, dès le début de la Révolution, avec Lénine et avec Trotsky. D'ailleurs, ces pratiques qu'il dénonce chez les bolcheviks, nous dit-il avec honnêteté, se retrouvent comme étant des attitudes quasi générales parmi tous les partis politiques russes de l'époque.

Une dernière remarque nous semble importante avant de plonger dans cette révolution russe de 1917. C'est le problème de ce que l'on peut appeler la « *relativité du point de vue* ». Si je me place en 1917, à la date du 23 février, tout ce que je peux dire de ce jour-là, c'est que

c'est ce qu'on appelle alors la « journée des ouvrières ». Se forme ce matin-là un cortège de grévistes, hommes et femmes. Je peux ajouter que les principaux partis qui se disent socialistes sont dans l'expectative, et que par exemple les bolcheviks, au vu des manifestations peu réussies des semaines précédentes, ne sont pas chauds pour lancer un large appel à la grève.

Mais aujourd'hui, au vu de ce que nous savons de la suite des événements, cette même date, le 23 février, nous pouvons dire que c'est le « *premier jour* » de la révolution russe de 1917. Selon le moment où l'on se place, on juge les choses différemment. Et bien entendu, il est bien plus facile de juger les événements une fois qu'ils ont eu lieu. Le risque, on le voit, est que l'on est tenté, aujourd'hui, et chaque fois que l'on regarde en arrière, de juger en ne faisant pas l'effort de nous replacer au moment que l'on regarde, en ne faisant pas l'effort de faire comme si on ignorait la suite. L'histoire, quand elle s'écrit, ne connaît jamais sa suite. Et on ne peut juger correctement des attitudes des uns et des autres que si l'on sait se mettre en situation... d'ignorer la suite. Ce que ne font pas les divers critiques de la révolution russe. Ils se contentent de dire « *regardez où cela a mené* », ce qui est une manière de discréditer d'avance tout ce qui a pu être tenté, sans rien analyser.

Du côté des manifestants, des gens qui se mobilisent, il se produit un phénomène social rare mais essentiel chez les humains. C'est qu'à certains moments de l'histoire, les événements qui, le plus souvent, n'ont que des conséquences habituelles - une protestation ici ou là, des réactions limitées -, pour une raison imprévisible, se mettent à avoir tout d'un coup une conséquence collective profonde et active : une partie de la masse se met en action, et ne se contente plus de regarder passivement telle ou telle minorité militante réagir : manifestations, pétitions, destructions, sit-in, occupation d'une place centrale, assis ou debout, de nuit ou de jour, chaîne humaine autour d'un lieu symbolique, construction de barricades, etc. : la population qui se mobilise s'empare des méthodes du moment, ou improvise en puisant parmi des pratiques héritées du passé.

En 1968, personne n'a donné à qui que ce soit l'ordre de créer des barricades, dont l'idée était d'encercler les flics qui eux-mêmes cernaient la Sorbonne à Paris. Cela s'est fait tout seul. Un premier manifestant a essayé de défaire des pavés, quelques autres l'ont aidé, l'ont suivi, et le mouvement s'est mis en place, s'est étendu comme une traînée de poudre, érigeant des barricades dans tout le quartier latin. Les choses se faisant, une nouvelle réalité se met en place, et cette réalité crée à son tour des comportements totalement nouveaux, parmi les habitants du quartier par exemple, qui n'auraient jamais, pour la plupart, pensé qu'ils feraient ce genre de choses : fourniture de matériel, aide aux manifestants, protection lors les assauts de la police, etc.

Dans un tel mouvement, où les choses ont lieu spontanément, c'est-à-dire sans qu'une direction déjà reconnue – syndicale, politique ou d'une quelconque autorité déjà vue comme telle – ne donne ni ordre ni directives, une vie se met en place. Elle est la preuve qu'autre chose peut exister que la vie que nous connaissons en temps normal, y compris lors de la plupart des luttes habituelles, où l'essentiel des actions répondent à des consignes, des mots d'ordre, transmis hiérarchiquement, depuis des directions syndicales ou politiques.

Quel est ce fonctionnement nouveau, quelle est cette vie nouvelle ? Chacun est aux aguets, écoute l'un et l'autre, donne son avis, des petits groupes de taille humaine se forment et discutent. Et de ces discussions multiples, ressortent des avis, plus ou moins différents, bien entendu, mais qui en même temps ont des points communs, qui convergent vers un but, même

si personne n'en connaît bien la forme. Ils convergent vers une efficacité, vers une avancée de la conscience et de la réalisation de cette conscience. C'est ainsi que d'un simple pavé qui dit sa haine des violences policières, peut surgir sans commandement de personne une idée collective, dont on réalise qu'elle est possible parce qu'elle est en train de se produire, qui est d'encercler la police, puisqu'elle encercle l'université.

Ce fonctionnement, c'est celui de la révolution en marche. C'est celui des étudiants des Beaux-Arts qui élaborent nuit après nuit des affiches qui vont inventer tout un style, marquer les esprits, créer un ton, afficher une fierté. Pas de chef, pas d'ordre, seul le souci de l'efficacité et l'idée qu'ensemble on trouve plus et mieux, c'est de cela qu'accouche une à une ces affiches qui marquent l'histoire. Cela ne va pas sans échecs, sans erreur, sans idées rejetées. Mais cela ne semble pas un problème. Les erreurs, c'est le système du temps normal qui n'en veut pas. En démocratie totale, l'erreur dite est aussitôt corrigée par les autres avis, elle a été utile pour aider à mieux choisir. Personne n'est vexé ou frustré d'en avoir commis une. Un mot erroné est juste remplacé par un autre, jusqu'à ce que l'on trouve la meilleure expression que le groupe puisse trouver.

Dans le fonctionnement normal de la société, où il n'y a pas d'échange à égalité, mais transmission d'ordres selon une hiérarchie, la moindre erreur peut être effectivement dramatique. Car elle est automatiquement transformée en acte lui-même erroné et répandu à grande échelle. Il n'y a pas de discussion possible. Tout au plus, un exécutant pourrait ne pas appliquer un ordre qu'il considère erroné, mais il prend des risques à le faire. Il risque d'apparaître comme un saboteur du mouvement, quelqu'un d'hostile au mouvement lui-même. Dans le fonctionnement de la démocratie totale, une proposition erronée a de bonnes chances d'être facilement corrigée. Et cette correction est considérée et utilisée comme une contribution.

Ce phénomène de construction d'une action à la base, à un même niveau, sans hiérarchie, fondé sur une multitude d'échanges entre individus, entre petits groupes, se produit aussi, à plus grande échelle, puisque l'on passe soi-même d'un groupe à un autre. Les groupes plus ou moins éphémères s'enrichissent ainsi mutuellement de ces discussions. Et ce mouvement peut englober des jours, des semaines, parfois des mois.

Cette vie va concerner, va toucher, un nombre considérable de personnes qui, en temps ordinaire, ne sont que spectateurs, passifs, même si elles ont un avis. En Mai 1968, on discute partout, spontanément, pendant des semaines, de l'Etat, de la police, de l'URSS, de la condition ouvrière, d'une autre société, de l'armée, etc.. Tous ceux qui ont pris part à ces discussions participent. C'est la vie la plus démocratique qui soit, car elle est pleine et entière. Aucune limite n'existe. Et chacun est intéressé à écouter les autres. Chacun se sent progresser en écoutant, en ayant dit son mot et en se rendant compte qu'il pouvait compter aux yeux des autres.

Tout ce fonctionnement, sans les ordres de chefs, sans menace quelconque, si on le regarde avec les yeux du fonctionnement de temps normal, semble affolant, désordonné, anarchique, et donne la vision que nous donne une fourmilière. Mais une fourmilière est d'une redoutable efficacité. Elle peut déménager toute une colonie en peu de temps, ou transporter des charges étonnantes sur de longues distances. Du simple fait que la collectivité est là, totalement présente, et qu'elle a suffisamment de volonté commune pour changer la donne.

Nous l'avons dit plus haut, lorsque nous avons abordé le rôle des élections lorsqu'elles sont utilisées pour tenter d'éteindre un tel mouvement, toute la population ne va pas aussi loin. Les jeunes resteront plus durablement sur les idées les plus avancées qu'ils ont connues, alors que d'autres vont reculer. D'autres encore seront restés dans l'expectative, voire hostiles, mais silencieux face au déferlement qui semble occuper toute la place publique.

Cette vie démocratique que nous appelons ici « démocratie totale », c'est ce qui caractérise les périodes révolutionnaires. Même si des partis ou des individus jouent des rôles que l'on peut qualifier de dirigeants, le fonctionnement à l'intérieur de la masse en mouvement, lui, n'a plus rien à voir avec celui que l'on connaît dans la vie normale, ou dans une lutte syndicale habituelle. Le rôle et la place de ces dirigeants du moment est changée, transformée, devient autre. Ils deviennent une donnée parmi d'autres, que l'on suit ou que l'on ne suit pas, parce que l'on ne cesse de passer au crible tout ce qui se dit, tout ce qui se propose.

Marc Ferro, dont on verra qu'il se montre sévère envers les bolcheviks et certaines de leurs pratiques, est catégorique : non, tout n'a pas du tout eut lieu sous leurs ordres. On assiste bel et bien dans la Russie de 1917, et jusque 1918 au moins, à une révolution profonde, où ce sont des masses de gens qui agissent, sans obéir à des ordres, sans être contraints par qui que ce soit, de leur propre initiative :

« Quand on étudie la révolution de 1917, on s'aperçoit que les soviets, les conseils d'université, les comités d'usine disposaient d'un pouvoir réel en 1917, en 1918, voire en 1919 ; sans doute ces conseils n'avaient-ils pas de structure organisationnelle instituée ; sans doute le parti communiste (Ferro parle ici des bolcheviks) essayait-il de les contrôler et avait-il en main la conduite de la haute politique, il n'en reste pas moins que, pendant plusieurs années (après 1917), bien des instances de la société soviétique sont autonomes et n'ont besoin d'aucune instruction venue d'en haut pour organiser une nouvelle vie... et la terreur. L'exécution des mencheviks de Kazan en février 1918, celle des propriétaires terriens dans les campagnes étaient organisées par des instances locales qui s'étaient chargées de prendre leurs mesures toutes seules dès mars 1917. Par conséquent, quand on crédite le pouvoir par en haut, le pouvoir d'État, de tout ce qui s'est passé, on oublie trop que la société elle-même a participé à cette transformation brutale des pratiques et des institutions, que son inspiration ne venait que pour une part de l'enseignement des partis et qu'elle puisait sa force dans une histoire séculaire. »

RUSSIE 1905 LA DÉMOCRATIE DES PREMIERS SOVIETS

Nous allons donc, à l'aide des ouvrages de Marc Ferro, tenter de reconstituer un peu de cette vie démocratique totale lors de la Révolution russe, en 1917. Mais attention, nous allons devoir faire un petit effort de concentration si nous voulons profiter de ce qui suit. Car cette révolution va voir se créer une profusion d'organismes, dont les noms, à nous qui n'y sommes pas habitués, peuvent se ressembler.

Nous verrons bien sûr comment se met en place le soviet de Petrograd. Ce premier soviet est un soviet de députés. C'est-à-dire qu'il est constitué – en principe, mais on verra qu'il y a des problèmes derrière ce principe – de personnes élues – c'est pour cela qu'on parle de députés. Ce soviet de Petrograd va acquérir une réputation et une autorité. Et d'autres vont

se former qui copient plus ou moins son fonctionnement. Mais d'autres genres de soviets vont se constituer, qu'il nous faudra bien distinguer. Nous verrons ainsi par exemple un soviet des comités d'usine, qui va regrouper des membres de comités d'usine, ou encore le soviet de la milice, et le soviet des comités de quartier. Or les conflits, les oppositions entre ceux qui veulent que la révolution s'en tienne au stade où elle se trouve en Février 1917, et ceux qui veulent aller bien plus loin, vont se jouer à travers ces comités, ces différents soviets, bien qu'ils aient des noms qui se ressemblent.

Voyons quelles étaient les formes d'organisation dans les usines avant la révolution. La première forme d'organisation que s'étaient donnée les travailleurs, c'est le comité de grève ; sa fonction est surtout de constituer un fonds de soutien. Selon Marc Ferro, cette pratique a débordé été le fait des ouvriers juifs. Et les noyaux d'organisation ainsi formés serviront de base à la construction du parti social-démocrate juif, le Bund, puis aux syndicats russes. Les comités de grève sont illégaux et clandestins.

Une seconde forme d'organisation, légale cette fois se trouve dans les usines, ce sont les mutuelles ; elles fonctionnent sur l'idée de coopérative, idée qui n'est pas propre à la classe ouvrière. Enfin, on trouve encore dans les usines des comités d'anciens, formés par des délégués ouvriers de l'usine, qui sont construits par les patrons. En cas de difficultés, le patron faisait élire ainsi des délégués, pour pouvoir négocier la fin du conflit, après quoi il pouvait très bien les licencier aussi.

Le premier soviet de l'histoire russe s'était mis en place lors de la révolution de 1905. En 1905, les événements révolutionnaires ont commencé lorsque les ouvriers de Saint Pétersbourg ont voulu s'adresser au Tsar, comme le faisaient les bourgeois, très poliment, qui souhaitaient des réformes plus ou moins démocratiques. Ils demandent une amnistie pour les prisonniers politiques, la liberté de se réunir, de s'organiser, de s'exprimer, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la journée de 8 heures de travail, et la terre au peuple. Le cortège, très révérencieux, qui s'approche du Palais, est abattu à la mitrailleuse. Le pays s'enflamme alors d'une grève spontanée, inorganisée, qui va et vient dans le pays, durant deux mois, finit étouffée.

Le feu reprend plusieurs mois plus tard, relancé par une grève générale des cheminots, qui ajoutent aux précédentes revendications la tenue d'une Assemblée constituante. C'est à ce moment-là que se met en place le premier soviet de l'histoire russe. Ce premier soviet est élu, il est élu par une assemblée générale de tous les ouvriers d'une ville, Ivanovo. C'est donc un parlement de classe, un parlement ouvrier. Il se comporte de fait comme un pouvoir ouvrier, mais il marque une limite à son action, en déclarant ne viser que des objectifs économiques.

Le soviet d'Ivanovo-Voznessensk était né lors d'une grève de 72 jours, avec comité de grève et assemblée générale quotidienne. C'est le gouverneur de la ville qui demande aux ouvriers de désigner des délégués pour avoir un interlocuteur avec qui discuter. Les ouvriers de la ville vont alors élire 110 délégués, et c'est eux qui se constituent et se disent être le soviet des députés ouvriers de la ville. Ce modèle est repris dans une cinquantaine de villes : il s'agit, au départ, de former un organisme ouvrier qui doit formuler ses revendications, et discuter avec les autorités et les patrons. Ils se forment, selon les endroits, à partir de comités de grève (c'est le cas des cheminots), ou de comité d'usine (à Kiev). Ces comités, au départ, sont mis en place évidemment pour diriger la grève. Mais dans le contexte de l'époque, on les voit rapidement évoluer et assumer d'autres fonctions : ils se mettent à représenter le prolétariat, et à discuter avec les partis ouvriers.

A la suite du soviet d'Ivanovo, va également se former un Soviet à Saint-Pétersbourg, qui lui, se donne des objectifs y compris politiques. Ce soviet de Saint-Pétersbourg de 1905 restera dans les mémoires jusqu'en 1917. Il comprenait 226 membres, représentant 96 fabriques et 5 syndicats. Trotsky en sera la figure symbolique. Ce soviet s'était dénommé lui-même Soviet des députés ouvriers. Le soviet, c'est donc – en tout cas au départ - un parlement ouvrier.

Marc Ferro fait déjà remarquer ce qui pourrait n'apparaître que comme un détail. C'est qu'aux ouvriers élus formant le soviet, on a adjoint d'autres personnes : trois élus pour chacun des partis socialistes, SR (socialistes-révolutionnaires), mencheviks, bolcheviks. Il y a donc eu une sorte de greffe des partis politiques sur un organisme proprement ouvrier.

Est-ce du fait qu'à l'origine, ce sont les patrons qui ont demandé aux ouvriers de former leurs délégués ? les bolcheviks sont en tout cas au début très réticents envers les soviets. Ainsi, le 7 novembre 1905, on peut lire dans le quotidien du parti *Novaïa Jizn* « *seul un parti rigoureusement de classe est à même de diriger le mouvement politique du prolétariat et de veiller à la pureté de ses mots d'ordre et non ce fatras politique, cette organisation politique confuse et hésitante.* » À Saint-Pétersbourg, les bolcheviks vont d'ailleurs refuser de participer au soviet qui se met en place. Il faudra toute l'insistance de Trotsky, qui alors n'est pas bolchevik mais menchevik, et qui y joue un rôle important, pour convaincre Krassine, représentant du comité central bolchevik.

En fait, personne ne sait très bien ce que sont que ces soviets, quand ils se mettent en place. Les mencheviks, au départ seuls à y être favorables, les voient comme un moyen de développer en Russie un parti de masse à l'allemande. Seul peut-être Trotsky voit pleinement ce que sont et peuvent être pour l'avenir les soviets. Lorsqu'il écrit les leçons à tirer de l'expérience de 1905, il dira : « *Il n'y a aucun doute qu'à la prochaine explosion révolutionnaire, de tels conseils ouvriers se formeront dans tout le pays. Un soviet pan-russe des ouvriers, organisé par un congrès national, [...] assurera la direction.* » Trotsky dit haut et fort, même devant ses juges, que le soviet, « *organisation-type de la révolution* », parce qu'« *organisation même du prolétariat* » sera l'« *organe du pouvoir du prolétariat* ».

En 1905, le soviet est construit par en bas, dans un climat de grèves nombreuses et générales, et même si c'est à la demande du patron, c'est un organisme de classe qui va s'affirmer de plus en plus qui se constitue. Il rencontre une certaine sympathie de certains partis qui se disent ouvriers et socialistes, comme les mencheviks.

Un mot pour rappeler ici la distinction entre mencheviks et bolcheviks. Leur séparation date de 1903, peu de temps avant la révolution de 1905, et s'est produite dans le parti social-démocrate à l'initiative de Lénine. Lénine s'oppose à Martov car il veut, dit-il, séparer les bavards et les travailleurs. En fait, à l'époque, personne ne comprend trop où il veut en venir, et chacun fait plutôt confiance à celui qu'il connaît le mieux. Plékhanov suit Lénine qui obtient la majorité (en russe bolchevik), tandis que Trotsky suit Martov qui est en minorité (en russe, menchevik).

La révolution de 1905 finira écrasée. C'est l'armée qui fera 15 000 morts, 20 000 blessés, 70 000 emprisonnés ou déportés. Et c'est donc le problème de cette armée et de la manière d'y répondre qui restera dans toutes les têtes pour l'avenir. Le recul qui s'ensuit verra se former, aussi bien côté menchevik que bolchevik, des tendances à une réunification, en 1906, en 1910, contre lesquelles Lénine maintient son opposition. De son côté, le régime

tsariste consent à mettre en place une Douma, un parlement, qui n'a qu'un rôle décoratif. Les bolcheviks essaieront de s'en servir en se présentant aux élections de députés pour mener une propagande socialiste.

Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale en août 1914, le travail des années précédentes fit que, contrairement aux autres partis social-démocrates occidentaux, les députés social-démocrates russes – hormis Plékhanov - refusent de voter les crédits de guerre. La position de Lénine est de favoriser une défaite de la monarchie, qui serait un moindre mal. Et d'en appeler à ce que partout, l'on retourne les armes contre les gouvernants. Cette position n'est guère suivie, mais la guerre va faire son travail de sape de la société tsariste ; fin 1916, on compte un million de déserteurs dans l'armée russe.

FEVRIER 1917

LE FOISONNEMENT DES SOVIETS ET LEURS MANQUEMENTS DÉMOCRATIQUES

Le premier jour de la Révolution peut donc être fixé au 23 février 1917. Car la manifestation des femmes sera rejointe par les ouvriers de l'immense usine de Putilov, à Petrograd (le nouveau nom de Saint Petersburg, depuis 1914), puis par des milliers d'autres travailleurs. Et surtout, ces événements ne vont plus s'arrêter. Le second jour, les femmes des ouvriers vont encore jouer un rôle essentiel. La police bloque les ponts sur la Neva. Les manifestants la traversent sur la glace, reforment un cortège, drapeau rouge en tête, et scandent la Marseillaise.

Le troisième jour, cette fois, les bolcheviks poussent à la grève et aux cortèges. Mais ils sont tout de même surpris par l'ampleur que cela prend, de même que les autres organisations illégales. « *On ne sentait venir aucun ordre de centres du parti (bolchevik), écrit Kajurov. Le comité de Petrograd était emprisonné et le représentant du comité central, Sljapnikov, se trouvait dans l'incapacité de donner des directives pour le lendemain. Quant aux autres partis, ils avaient été démantelés et étaient désorganisés. Une fois de plus les anciennes querelles ressuscitaient : dans ces conditions, nul n'imaginait qu'une révolution pût éclater, puis réussir, à la suite de quelques manifestations plus ou moins anonymes et que ne contrôlait vraiment aucune organisation.* »

Le quatrième jour, des soldats sont en travers des avenues. Le problème de l'armée, qui les a écrasés en 1905, se repose aux manifestants. Toute leur attitude va être de chercher à convaincre les soldats de ne pas tirer, de les gagner à eux. De leur côté, les soldats qui sont là espèrent qu'on les a placés juste pour faire peur. A midi, on donne l'ordre de tirer au régiment Volynjkij. Ils tirent, mais en l'air. Hystériques, les officiers relancent les ordres, puis prennent une mitrailleuse et mitraillent eux-mêmes. On peut dire que la rupture est là. La révolution débute là vraiment. Dans la soirée, toutes les casernes sont en ébullition, furieuses d'avoir été obligés de tirer sur la population. Les soldats inventent un signal à eux, pour désobéir aux ordres : on crie Hourra ! Le lendemain, 27 février, des soldats donnent leurs armes à la foule, sous les yeux des officiers. L'Arsenal est pris, et la foule récupère 40 000 fusils.

Ce qui est remarquable, dans ce que font les masses, répétons-le, c'est qu'elles agissent quasiment seules. Les militants ne commandent pas aux événements. Certes, dans la nuit du 26 au 27, les bolcheviks pensent à préparer des tracts d'appel à fraterniser, mais tracts ou pas, les jeux sont faits : l'état d'esprit des soldats est tel que la fraternisation aura lieu. Ce 27 février, le gouvernement démissionne, l'autocratie du tsar est brisée.

Immédiatement, sans laisser le pouvoir vide plus d'un instant, comme dans toutes les révolutions que nous avons connues en Europe, des représentants de la bourgeoisie se posent sur les fauteuils du pouvoir. Là, c'est un groupe de députés qui se pose comme étant un comité provisoire pour le rétablissement de l'ordre. Ce sont essentiellement des membres du parti conservateur constitutionnel-démocrate (KD), avec aucun socialiste, ni menchevik, ni même socialiste-révolutionnaire (SR), un parti socialiste qui met en avant la classe paysanne.

Au lendemain de Février, la grande bourgeoisie russe est animée de sentiments contradictoires. D'un côté, elle est fort satisfaite de se retrouver enfin installée au pouvoir en Russie, mais d'un autre côté elle regrette la manière dont elle s'y est retrouvée, en fait forcée par des événements révolutionnaires et une classe sociale autre qu'elle-même. *« Au gouvernement, explique Marc Ferro dans La Révolution de 1917, les hommes qui se retrouvaient se connaissaient bien (...). Appartenant à la société cultivée de Saint Pétersbourg, ils n'étaient pas des révolutionnaires « professionnels » et avaient déjà manifesté leur talent, Miljukov comme historien, Kerenski comme avocat politique, Cuckov et le prince L'vov comme administrateurs. (...) La « résistance » espérait user l'ardeur révolutionnaire des masses en ne faisant au soviétique que des concessions très limitées. Elle voulait avant tout gagner la guerre et assurer au nouveau régime le crédit de la victoire ; pour y parvenir, il fallait hâter le retour à l'ordre. (...) Miljukov comptait sur la guerre pour étouffer la révolution ou pour légitimer le report des réformes à la paix. »*

Mais le même jour où s'installe cette équipe sur les fauteuils officiels, va se mettre en place le premier soviétique de 1917. Ce 27 février 1917, c'est à Petrograd que cela se passe. Et cette fois, insiste Marc Ferro, l'initiative ne part pas du tout d'une base inorganisée, ou de militants agissant de leur propre initiative, mais des militants des différents partis socialistes, et qui agissent au nom de leurs partis.

Voici le témoignage de Mstislavski, membre des Socialistes-Révolutionnaires (SR) de gauche, sur la manière dont se forme le soviétique de 1917 : *« Ce jour-là, 27 février 1917, le Soviet des députés ouvriers se constitua et cela se passa avec une facilité amusante. (...) Tout cela se passa de façon quelque peu arbitraire (...) Soukhanov assure que des élections au Soviet avaient déjà eu lieu dans des usines depuis quelques jours. Peut-être. Je n'ai pas de souvenir de quelque chose à ce propos, mais je n'en jurerai pas. (...) Quoi qu'il en soit, le fait est que cet après-midi là, 30 à 40 personnes se réunirent salle n° 12, aucune n'étant déléguée de quoi que ce soit, et qu'elles décidèrent de prendre l'initiative de former un "Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers" ».*

On note d'ores et déjà que ce sont des militants politiques, des mencheviks, qui prennent l'initiative de mettre en place une sorte d'organe provisoire du Soviet. Sont là essentiellement des mencheviks et des SR, et pour l'instant, à 15 heures, aucun bolchevik. Pour expliquer leur absence au soviétique de 15 heures, les bolcheviks expliqueront que *« les mencheviks patriotes se dirigèrent vers la douma où étaient distribués les rôles et les postes. Les bolcheviks se rendirent dans les districts vers les ouvriers et les soldats, pour achever avec eux la révolution. »* Et il est vrai que certains barrages de soldats étaient encore loyalistes envers le régime. En tout cas, on se met d'accord pour reporter la séance, pour 21 heures donc. Peut-être reste-t-il chez les bolcheviks cette ancienne méfiance que nous avons observée en 1905. Lorsqu'arrive au palais de Tauride le dirigeant bolchevik Sljapnikov, les autres discutent depuis trois heures de la mise en place de ce soviétique. Sljapnikov leur fait

remarquer qu'il n'y a de présent aucun représentant des ouvriers, et il propose d'attendre qu'ils arrivent.

Arrêtons-nous un instant, nous aussi, en attendant donc l'arrivée des ouvriers. Le mot Soviet ne doit pas faire illusion. Chacun peut avoir en tête des projets bien différents, derrière le même mot. Ceux qui forment le soviet, à ce moment précis, et qui y sont de loin majoritaires, ce sont des socialistes très légalistes. Ils n'ont pas du tout en tête le fameux mot d'ordre qu'on entendra plus tard « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Bien au contraire, ils considèrent que ce n'est pas au Soviet d'exercer le pouvoir, mais à la Douma, selon le procédé bien connu qui se produit dans les pays démocratiques bourgeois, comme la France. Ces socialistes et ce soviet se considèrent donc comme un organisme au service de la révolution bourgeoise en train de se faire.

De ce fait, nous dit Marc Ferro, à propos de ce soviet, « *il laissa la douma "chapeauter" ses propres commissions, reconnaissant son autorité en déléguant deux de ses membres, tous deux députés à son comité exécutif* ». « *En ne prétendant pas à la souveraineté, le soviet faisait comme s'il ne se considérait pas même comme l'émanation de la révolution.* ». Et de son côté, « *la douma avait saisi le pouvoir, bien décidée à le garder et à canaliser le flux de la révolution.* »

Revenons maintenant à la mise en place du Soviet de Petrograd, dans la soirée, avec le témoignage de Mstislavski. Il nous dit que les militants socialistes du « Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers » de l'après midi ont lancé un appel, annonçant la réunion de la première session à 19 heures, le soir : « *Toutes les troupes qui ont rejoint le peuple doivent immédiatement élire leurs représentants, un élu par compagnie. Les ouvriers doivent élire un député ouvrier pour mille ouvriers. Les usines de moins de mille ouvriers doivent élire un ouvrier chacune* ». Et Mstislavski ajoute : « *Le fait étonnant est que dès 19 heures les délégués avaient été élus par les usines lors de brefs meetings tenus sur le tas. Quelques-uns avaient un mandat en règle, griffonné à la hâte, mais la plupart avaient un mandat "verbal". La session ne fut ouverte que vers 22 heures. Deux cent cinquante personnes environ y participaient lorsque différentes délégations arrivèrent* ».

Que se passe-t-il à 22 heures ? Un comité exécutif de huit membres est élu, essentiellement mencheviks et SR, un seul est bolchevik. On peut penser que ce « *comité exécutif du soviet des députés ouvriers* » est une sorte de réunion qui devra se charger d'exécuter, de mettre en application très concrètement, les décisions prises lors de l'assemblée générale du soviet. La présidence du comité va à un menchevik (Tchkheidze), assisté de deux vice-présidents, un autre menchevik et un SR. Le vice-président SR du soviet est Kerenski, reprenez ce nom.

Et on décide aussi d'ajouter au comité exécutif deux membres – élus par personne, donc - de chacun des partis socialistes d'échelle nationale : les SR, les mencheviks, les bolcheviks, le Bund, les trudoviks, les socialistes-populistes, les inter-rayons, et les social-démocrates lettons. Ceux-ci seront choisis, de fait, par leurs partis respectifs. Ainsi, les bolcheviks vont choisir Molotov et Chliapnikov, qu'ils vont bientôt remplacer par Staline lorsque celui-ci sera de retour de Sibérie.

Enfin, le soviet de 22 heures lance un Appel : « *Le Soviet a nommé des commissaires pour établir l'autorité populaire dans les quartiers de la capitale. Nous invitons la population tout entière à se rallier immédiatement au Soviet, à organiser des comités locaux dans les*

quartiers et à prendre en mains la conduite des affaires locales. Tous ensemble, avec nos forces unies, nous vaincrons pour balayer complètement le vieux gouvernement et pour réunir une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, secret et direct. »

Arrêtons-nous là ! Si on ne regarde que cette face de l'histoire, on a l'impression que tout provient, tout est dirigé par les partis politiques, mencheviks, SR, etc. C'est qu'à Petrograd, les militants réagissent au quart de tour et, reprenant l'image héritée de 1905, ils rejouent le soviétique. Sauf que cette fois, c'est en quelque sorte du haut des partis socialistes que le soviétique se met en place formellement. Cela dit, lorsque ce soviétique lance son appel à la population à s'organiser, cet appel correspond à quelque chose de bien réel, qui est peut-être même déjà en train de se produire. Aussi, ce n'est pas parce que des militants, des dirigeants de partis, et certains sont d'ailleurs députés (comme la direction du comité exécutif) ont pris les choses en mains qu'ils les commandent au sens traditionnel du terme.

Mais Marc Ferro, lui, voit un problème dans la manière dont ont joué ici les partis. *« Seuls les députés de la Douma figurent à la présidence et à la vice-présidence du Soviet, note Ferro, alors que, sauf Kerenski, ils n'ont pas nécessairement joué les premiers rôles. En outre, tous les membres qui ont constitué le comité provisoire (celui de 15 heures) sont candidats au Bureau et élus par l'assemblée générale (à 22 heures). Ainsi, celle-ci avalise purement et simplement le Comité exécutif provisoire qui s'était constitué lui-même. Aucun nouvel élu n'émane d'une élection de l'assemblée, sinon huit soldats dont les noms ne figurent nulle part et dont on ne conservera plus trace.*

Ferro continue de souligner toutes ces petites anomalies dans le fonctionnement démocratique du soviétique : (L'Assemblée de 22 heures) *« ne mit pas en cause le fait que le choix de ces représentants lui échappait, qu'elle le délégait aux partis et à leurs bureaux. Elle ne critiqua pas non plus le fait que les bureaux des partis puissent substituer aux "élus" du 27 février d'autres "élus", représentants patentés des organisations. »*

La vision critique de Marc Ferro est exacte. Ce qu'il critique, ce n'est pas tellement la manière dont le Comité provisoire, formé uniquement de membres de partis, s'est mis en place. Il faut bien commencer d'une manière ou d'une autre. Et ceux qui l'ont fait ont pris soin de se qualifier de « provisoire ». Mais c'est la suite qui manque de vie démocratique : le provisoire va en réalité rester définitif, avec les mêmes. C'est l'ensemble des présents à l'Assemblée du soviétique qui manquent ici d'initiative, qui manquent probablement de cette conviction qu'il est essentiel que le mouvement réel soit vraiment, largement représenté.

Or, c'est autre chose qui sort de la réunion de 22 heures, c'est quelque chose qui est presque entièrement décidé et contrôlé par les divers partis politiques. Même si leurs militants politiques ont sans doute participé au mouvement des journées qui ont amené ce bouleversement, les partis ne sont pas l'entièreté du mouvement. Il serait essentiel que soient élus, reconnus, présents, des militants du mouvement, des ouvriers, des soldats qui l'ont fait sans avoir été jusque-là membres des partis ou des syndicats. Car c'est la présence et la participation de ces gens *nouveaux* qui fait la force exceptionnelle d'un tel mouvement, *révolutionnaire*.

Mais cela ne se produit pas, souligne Ferro. *« Ainsi, les bureaux des partis, syndicats, etc. se substituaient à l'assemblée comme instance de décision, de pouvoir réel. L'assemblée (celle du 27 février) n'accomplissait que des gestes parodiques. (...) Le cas de l'avocat Sokolov est révélateur : son nom se retrouve à tous les stades du processus révolutionnaire, à*

tous les stades de la formation du Soviet ; il est présent à tous les périls, participe à toutes les décisions ; il siège au praesidium inaugural du 27 au soir, fait automatiquement partie du bureau. Pourtant, sans parti et sans identité politique bien précise, il est peu à peu éliminé comme "non représentatif" et disparaît des instances. » (...) Et Marc Ferro peut conclure : « La représentativité s'identifie à l'appartenance à l'organisation, non pas à l'élection qui n'existe que pour la façade. »

Tous ces fonctionnements, dans les faits, sont acceptés sans aucune contestation, ni d'un parti ni de qui que ce soit à la base. Tout ceci se fait, on pourrait dire, de bonne foi. Sans doute que l'on se met d'accord sur le nombre de membres de chaque parti en fonction de l'image qu'on a de leur influence respective à ce moment de l'histoire. Et l'on pense que l'on est ainsi respectueux d'une certaine démocratie.

Marc Ferro le dit clairement : *« Rien ne montre pourtant que ces démocrates aient eu conscience de violenter le fonctionnement démocratique, de le parodier. Aucune protestation, aucune discussion ne ternit l'atmosphère unanime, sinon sur le nombre de représentants à admettre, sur le choix des organisations définies comme "représentatives". (...) De la sorte, chaque tendance, chaque sous-tendance de la social-démocratie (mencheviks et bolcheviks) ou des SR eut droit à deux élus au bureau, même si elle ne correspondait qu'à une poignée de militants. Inversement, des milliers de soldats ou d'ouvriers qui avaient réellement accompli Février disparurent pour toujours de la scène. Désormais, des "représentants" parlaient en leur nom. »*

Le problème, c'est que personne ne réalise qu'il se passe quelque chose qui ressemble, plus ou moins, à ce qui se passe avec le système électoral bourgeois. Nous l'avons vu et revu lors des chapitres précédents : l'élection en temps ordinaire amène à élire les mieux lotis dans la population, ceux qui ont une autorité sur les autres. Eh bien, il reste quelque chose de cette manière de voir et de faire, y compris lors du gigantesque chambardement révolutionnaire qui est en train de se produire. On accepte de considérer comme plus compétents d'anciens militants, parce qu'ils sont déjà militants, déjà politisés, qu'ils ont peut-être aussi fait de la prison de ce fait. On n'ouvre pas vraiment la place à ceux qui se sont improvisés militants du nouveau mouvement.

Un autre élément a sans doute joué dans le cas de la Russie. Le pays n'a pas connu une révolution bourgeoise, et le monde militant vivait en attendant quelque chose qui y ressemble, avec, notamment, la mise en place d'une forme de suffrage universel. Cette idée d'élection comme moyen de se choisir ses représentants est donc presque un automatisme, et l'on ne pense quasiment jamais au tirage au sort.

Les prolétaires qui héritent de générations de domination, de soumission, d'acceptation, même lorsqu'ils se révoltent, même lorsque leur révolte parvient au stade de l'organisation, ne se voient pas encore eux-mêmes comme de nouveaux dirigeants. Il leur manque un pas, le dernier, pour se tenir entièrement debout. Ce serait le rôle d'un parti révolutionnaire que de les préparer d'avance à faire ce pas, et sur le moment à les aider à le réaliser. En février 1917, sans le dire, - mais c'est d'autant plus profond -, on considère que la grande politique, les grandes décisions, c'est du ressort des partis. Mais les partis, y compris les plus dévoués, les plus révolutionnaires, ce n'est pas la base.

Ceux qui sont hostiles à la révolution verront dans ce que nous venons de décrire non pas des raisons de réfléchir pour franchir cette difficulté dans l'avenir, mais un motif pour

condamner toute révolution comme impossible, comme une impasse, condamnée d'avance. La révolution n'amenant que des partis de professionnels de la politique au pouvoir, le pouvoir revient forcément à une nouvelle élite.

A nos yeux, ce qui est grave, ce n'est pas tant que les révolutionnaires de 1917 n'aient pas vu ou su maîtriser ce problème, ce qui est grave c'est que la réflexion que nous venons d'avoir ne se trouve que chez un historien, et qu'une organisation comme Lutte Ouvrière, par exemple, méprise totalement ce genre de critique. Et, malheureusement, elle continue d'ériger toutes les actions des bolcheviks de 1917, comme des summums qu'il faudrait juste copier et reproduire.

Dans les années 1970 et 1980, dans un certain nombre de mouvements en France, notamment dans les milieux étudiants, lycéens ou même d'élèves du technique, - de futurs ouvriers donc -, on a pu voir l'ensemble des groupes d'extrême gauche fonctionner avec tous les défauts que nous venons de considérer. Et tous de se concurrencer pour placer le maximum de ses militants ou sympathisants à la tête des organismes sensés représenter tel ou tel mouvement. De même, la LCR, anciennement NPA, avait pour habitude de placer systématiquement un ou des membres reconnus des syndicats d'une entreprise, d'office, au cas où un comité de grève était mis en place.

Selon Marc Ferro, c'est à Petrograd que ce défaut est le plus prononcé. Dans les autres villes où un Soviet se met en place, *« la colonisation des bureaux par les partis et par les autres organisations y est moins nette qu'à Petrograd, sans doute parce qu'il n'y avait pas nécessairement de groupe initiateur et que le soviet s'y montre, plus que dans la capitale, l'expression de ses assemblées générales. Importante, la part des élus-nommés est moindre qu'à Petrograd. »*

Il peut y avoir d'autres différences d'un soviet à l'autre. Celui de Petrograd, sur proposition des bolcheviks, va s'ouvrir aux soldats et s'appellera alors Soviet des députés ouvriers et soldats. Ce sera le cas aussi à Arkhangelsk, Bakou, Ekaterinbourg, Minsk, etc. Ailleurs, il reste un soviet de députés ouvriers, à Viatka, Nikolaev. Ailleurs encore, à Voronej, des délégués de la paysannerie vont s'ajouter aux députés ouvriers et soldats. Il y a même un soviet, à Revel, qui accepte toutes les catégories sociales, bourgeois compris.

De même, les règles de représentativité varient beaucoup. Dans les grandes usines, les militants se battent pour la formule qui va favoriser leur tendance. *« À Saratov, une entreprise de cinquante ouvriers a droit à un élu ; il en suffit de 10 à Riazan, mais il en faut 100 à Grozny comme à Toula »*. On le voit, la construction des soviets est une affaire spontanée autant qu'une volonté de s'inscrire dans le mouvement en cours.

Un problème se pose également au sujet des soldats. Dans les villes de garnison, ils sont très nombreux, parfois plus que les ouvriers. Les partis cherchent à réduire leur représentation, car ils pensent que leurs élus seront soit apolitiques, soit plutôt proches des SR. Au Soviet de Moscou, on ne compte que 234 militaires, soldats et officiers, sur un total de 4743 députés. Il se passe alors que les soldats, jugeant ne pas être démocratiquement représentés, font sécession et constituent des soviets à eux. Cela se reproduira un peu partout. Pour éviter cette rupture, à Minsk, on décide que, soldats ou ouvriers, on aura droit à un représentant pour n'importe quel groupe de 50 à 150 personnes.

Toutes ces différences sont une richesse, et témoignent d'une intense activité populaire. Nulle part, on ne se contente d'appliquer une recette venue d'ailleurs. Ce sont les idées générales, celles qui relient la majorité de ceux qui sont mobilisés, tous ceux qui font le mouvement, qui comptent et qu'on essaye de faire rentrer dans le monde réel, pour changer les choses.

Voici un compte-rendu du Soviet de Saratov, daté du 5 mars 1917, qui donne une idée de cette vie bouillonnante : *« Il y a cinq jours que le Soviet des députés ouvriers et soldats s'est organisé ici. Mais il semble que plusieurs années se soient écoulées. Tout a changé. Les masses se sont organisées dans un élan de spontanéité remarquable. Un travail fébrile règne partout. Les derniers vestiges de ce passé à la fois récent et lointain s'écroulent. On édifie et on construit une nouvelle vie, un nouvel ordre. (...) La ville est divisée en différents quartiers. Les habitants de chaque quartier élisent des comités de quartier, chargés des problèmes de ravitaillement ; les comités de quartier élisent des bureaux. À la tête de toutes les organisations, il y a un comité urbain, qui comprend des représentants du Soviet des députés ouvriers, des comités d'usine et fabrique, et des organisations de quartier. Le projet entre en vigueur à partir de ce jour. (...) Enfin, le Soviet des députés ouvriers a décidé de commencer sans tarder à réorganiser l'administration autonome locale sur la base du suffrage universel et du vote direct et secret. »*

En cinq jours, on vient de voir la vie politique de soumission, d'obéissance, de hiérarchie, être abolie, effacée, remplacée, reconstruite sur de nouvelles bases. Ici, dans une localité parmi bien d'autres, on est en train de franchir le pas de se considérer comme un nouveau pouvoir. C'est que les enjeux ne semblent sans doute pas aussi énormes que dans la capitale, ou dans une métropole d'importance première, comme Petrograd. Sans doute aussi, on agit en se considérant préparer le changement qui devra venir d'un nouveau pouvoir central.

Malgré la multitude et les différences nombreuses dans la manière de mettre en place les nouveaux organes, soviets et autres comités, *« la représentativité des soviets, nous dit Ferro, ne fut jamais contestée parce que toute fraction de la population qui se considérait comme défavorisée se constituait en soviet indépendant. Il en alla ainsi, pour les ouvriers, des « forteresses » bolcheviks de Vyborg, Narva, Schlusselburg, Kronstadt et surtout des douze quartiers de la capitale qui constituèrent chacun un soviet jalousement autonome du grand soviet de Petrograd – auquel néanmoins ils envoyèrent des délégués. (...) Il y eut ainsi, dans la région de Moscou, 35 soviets de soldats à côté de 68 soviets ouvriers et des soviets mixtes. A Koursk, il se forma même un soviet d'officiers. De la même façon, les nationalités constituèrent bientôt des assemblées à elle, en Ukraine, en Biélorussie (Rada), au Turkestan ou au Caucase. Chaque communauté, chaque groupe, chaque minorité avait ainsi tendance à se constituer en organe autonome et à négocier d'égal à égal avec le gouvernement et les autres institutions révolutionnaires. »*

Et plus on se rapproche de la base, plus les pratiques se rapprochent de la démocratie directe, des idées qui devaient exister à Athènes, où l'on se méfiait des experts. Ainsi, raconte Ferro, *« à Kronstadt, en juillet, le menchevik Ermanskij (...) exigeait un temps de parole plus long que les autres orateurs “qui n'avaient pas son expérience de militant et n'avaient pas, comme lui, passé vingt ans dans les prisons du tsar ». Il fut également hué et dut quitter la tribune. »*

Toute cette vie nouvelle suit donc des fonctionnements nouveaux. Et ceux-ci restent incompréhensibles pour les tenants de l'ordre habituel. Voici comment, aujourd'hui par exemple, Wikipédia décrit les débuts du soviét de Petrograd : « *Le 28 février 1917 (13 mars 1917 dans le calendrier grégorien), des usines et certaines unités militaires élisent des délégués. Les élus sont plutôt des socialistes modérés : bolcheviks et socialistes-révolutionnaires obtiennent moins de 10 % des voix. La procédure d'élection est cependant chaotique. Quinze jours plus tard, le soviét de Petrograd compte 3000 députés, dont 2000 soldats, bien que la ville compte beaucoup plus d'ouvriers que de soldats. Les assemblées plénières sont mal organisées, il n'y a aucun ordre du jour, chacun est libre de prendre la parole.* » Comme quoi, si Wikipédia prétend vouloir être une encyclopédie communautaire, sans hiérarchie, la sélection de la culture suffit à ce que n'y contribue réellement qu'un public acquis à l'idée de hiérarchie, d'organisation centralisée, de rigueur des procédures et d'exécution des décisions.

En attendant, un autre domaine important apparaît dès Février 1917 aux yeux de la population soulevée : la nécessité de se préoccuper de la défense de la révolution. La police a disparu avec la chute du gouvernement. Voici ce qui dit le premier texte au sujet de l'organisation d'une milice ouvrière, en date du 1^{er} mai 1917, dans l'usine de câbles de Petrograd : « *Un des membres du comité d'usine fait un rapport pour dire qu'il appartient maintenant au peuple d'assurer la garde et la sécurité des lieux, du pays. Dans le secteur de Gavan, il s'est formé un comité provisoire pour le maintien de l'ordre où entrent des marins du 2^e équipage de la flotte ; ils ont été élus par leurs camarades. Ici doivent entrer des membres élus par les comités d'usine. Dans chaque usine il faut élire 100 hommes pour 1000 ouvriers, ils y constitueront la milice populaire. (...) Le comité décide de s'adresser à l'administration de l'usine pour lui proposer de payer, au taux du salaire moyen, les ouvriers qui feront partie de la milice. Le comité décide d'assurer la garde des armes dans l'infirmierie. Provisoirement, sont élus au comité pour les liaisons avec le quartier, Jakovlev, Sergeev, Mutev. Le comité décide de fixer à 18 ans l'âge à partir duquel on peut entrer dans la milice et octroie aux femmes le droit d'entrer dans la milice populaire.* »

Mais, si les ouvriers, les soldats, les paysans, sont massivement dans l'action aux niveaux les plus bas, dans les manifestations, dans les quartiers, dans les usines, dans les casernes, ils sont relativement absents des soviets. Ou s'ils y sont présents, on ne les y entend pas. C'est un phénomène que nous avons beaucoup travaillé dans notre groupe L'Ouvrier. Lorsque, par exemple, nous organisons une séance de film video avec débat, nous prenons soin d'abord d'explicitier ce qui allait être vu, de le rendre accessible, avec des mots appropriés, aux moins cultivés des ouvriers. Et nous avons multiplié les consignes, voir entraîné nos camarades, à ne pas intervenir, ne pas prendre la parole, pour la laisser s'installer et prendre son aise parmi ces ouvriers.

« *Dans les soviets de députés, nous dit Ferro, on cherche vainement la trace d'ouvriers parlant au nom d'ouvriers, de paysans parlant au nom de paysans. À la différence des Soviets de 1905, ceux de 1917 sont entièrement contrôlés par des bourgeois, des petits-bourgeois. Chez les bolcheviks, par exemple, Chliapnikov, ancien ouvrier, est la seule exception, aucun ouvrier ou paysan ne prend la parole au Congrès des Soviets en juin, les rares élus ouvriers ou autres étant rapidement éliminés des instances dirigeantes des soviets de députés. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder une photographie : au Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, la redingote et la cravate occupent intégralement la place d'honneur, c'est-à-dire tous les premiers rangs. La cravate l'emporte également chez les membres du Comité bolchevik de Pétersbourg. Mencheviks, SR, bolcheviks, pas de*

différences. En passant, on note ainsi que la nature de l'organisation, démocratique ou non, influa peu à ce stade sur la structure sociale du pouvoir. »

De plus, explique Ferro, les réflexes amenant les partis à placer les militants de leur choix à la tête des soviets les poussent à chercher, de la même manière, à contrôler également les autres organisations populaires. *« Par exemple, nous dit-il, un parti politique essaie de contrôler un syndicat (ou un soviet) en étant majoritaire au bureau ».*

Outre la prise de contrôle des bureaux par les partis, Marc Ferro mentionne aussi le fait qu'un parti qui est parvenu à contrôler un organisme de direction mais pas un autre aura tendance, évidemment, à éviter que se réunisse celui qu'il ne contrôle pas ou qu'il contrôle mal, et va plutôt privilégier les réunions de ce qu'il contrôle mieux. Ainsi, note-t-il, *« au bureau national, les mencheviks et les SR disposaient d'une confortable majorité, de 46 voix contre une dizaine ; au bureau du Soviet de Petrograd, en revanche, leur majorité était très étroite. Dès lors, ils s'abstenaient de convoquer le bureau exécutif. »*

Au fond, en ne réunissant pas ce bureau, alors qu'ils savaient qu'un mouvement provenant des usines poussait à la radicalisation et exigeait de nouvelles élections, mencheviks et SR se protégeaient, en jouant la montre, d'une montée certaine des bolcheviks et de la perte de leur contrôle sur ce bureau. *« Ce procédé, qui existe dans tous les systèmes politiques, reconnaît Ferro, permet au bureau du Congrès de gagner du temps. Après l'avoir condamné, les bolcheviks l'utilisèrent à leur tour dès qu'ils devinrent majoritaires. »*

Enfin, *« Sous une troisième forme, continue Ferro, la bureaucratisation par en haut se fonde sur le principe majoritaire, démocratique en soi, mais elle procède à son extension par abus. Par exemple, la majorité menchevik-SR aux Soviets de députés, qui assurait déjà le contrôle des partis sur les Soviets, se saisit de tous les postes stratégiques que le Soviet pouvait contrôler. En 1917, ce furent Gots et Avksentiev pour les SR, Dan et Gvosdev pour les mencheviks qui jouèrent le rôle qui fut plus tard celui de Sverdlov et de Staline. Ils "contrôlaient" les nominations à tous les postes importants. »*

Tous ces procédés, profiter d'un poste important pour en prendre d'autres pour son parti, jouer sur la fréquence des différentes réunions des divers organismes, placer d'office un militant à un poste sans lui demander de se faire élire comme les autres, chercher à contrôler par ces manœuvres la direction d'un syndicat, profiter du fait qu'on détient une majorité pour s'emparer des postes possibles, toutes ces pratiques, nous dit Ferro, seraient une des racines du *« phénomène totalitaire »* qui finira par se former en URSS. Mais s'en tenir là, cela revient à condamner d'avance toute révolution, et c'est en tout cas ce que font les historiens hostiles à 1917.

Ces pratiques, Ferro le dit lui-même, elles sont monnaies courantes en Russie parmi tous les partis. Nous pouvons ajouter qu'elles sont monnaie courante dans tous les partis politiques du monde bourgeois, et dans l'Etat bourgeois lui-même. Alors, ce que nous disons, nous, c'est que ces pratiques bureaucratiques, ce sont des restes inculqués par le vieux monde bourgeois, provenant de lui. Ce sont les pratiques bourgeoises, animées par la recherche de pouvoir, qui sont dangereuses, et non pas la révolution en elle-même, qui, au contraire, cherche à dégager de nouvelles pratiques.

D'une certaine manière, on peut donc dire que la Russie s'engage sur la voie de la révolution avec des idées et des programmes socialiste, communiste, mais avec des pratiques démocratique encore bourgeoises, de la part de ces partis.

LES COMITÉS D'USINE, LES COMITÉS DE QUARTIER, LA GARDE ROUGE : LA DÉMOCRATIE SPONTANÉE

Dès Février 1917, une autre forme de démocratie ouvrière se met en place dans les usines. Pour répondre aux problèmes concrets qui se posent sur le lieu de travail, puis de plus en plus parce qu'ils ne se sentent pas réellement ou suffisamment représentés dans le Soviet, les ouvriers vont, tout naturellement, être amenés à chercher à s'organiser dans l'usine. Formellement, cela semble concorder avec les appels du Soviet à se mobiliser, sauf que ce que cherche le Soviet, c'est simplement trouver un minimum de relais dans la classe ouvrière, en montrant qu'elle reprend certains de ses mots d'ordre, pour ensuite pouvoir aller discuter en position de force avec le gouvernement provisoire.

Les comités d'usine, eux, se constituent avec des élus qui, cette fois sont en contact direct avec leurs camarades, puisqu'ils continuent de travailler ensemble. Nous l'avons, dit, cette pratique existait de longue date, sous le nom de Comités des Anciens. Mais ils étaient assez rares, sans force ni autorité, et ne pouvaient exister que tant que l'administration le voulait bien. Tout change avec Février 1917. Des milliers de comités d'usine se forment dans toute la Russie. *« Chaque usine adopta son propre mode d'élection. Par exemple, à la Novaja Etna, chaque atelier de vingt travailleurs choisissait un élu, et tous les élus sélectionnaient un comité de 14 membres, dont 7 suppléants. L'assemblée générale se réunissait sur invitation du comité d'usine, ou encore sur la demande de 20% des travailleurs. Le plus souvent, le comité était élu pour 6 mois. »*

D'après Marc Ferro, les revendications ouvrières sont, partout : la journée de huit heures, une hausse des salaires, des conditions sanitaires améliorées, et une sécurité de l'emploi. Si l'on y regarde de près, rien de révolutionnaire ! Mais ce qui l'est nettement plus, c'est la manière dont on affirme ces revendications. Par exemple, le 11 mars, l'usine des câbles de Petrograd affirme : *« 1. On ne peut faire aucune heure supplémentaire à l'usine sans l'approbation du comité d'usine (...) 4. L'embauche et le licenciement des ouvriers et employés doivent se faire avec l'accord du comité d'usine (...). 10. Aucune négociation avec l'administration sur des problèmes concernant l'ensemble des travailleurs ne peut être abordée par des ouvriers isolés. Le comité d'usine est le représentant des employés et ouvriers sur les problèmes de caractère général. Adopté à l'unanimité. »*

Inutile de dire que ceci est à mille lieues de ce que disait de faire le Soviet, dirigé par les mencheviks et les SR. Pour eux, il s'agissait seulement de représenter les ouvriers, de formuler leur opinion, de régler les rapports entre travailleurs et de les représenter auprès de l'administration pour ce qui concerne l'organisation du travail.

Fin mars, l'ensemble des usines des industries de guerre se réunissent et rédigent une charte commune où ils déclarent : *« le comité d'usine contrôle la gestion administrative, économique et technique de l'entreprise. Les représentants du comité d'usine doivent être pourvus en informations qui leur permettent d'accomplir leur tâche, et doivent leur être fournis les documents officiels de la gestion, les budgets, le détail de ce qui entre et sort de l'usine. »*

En avril-mai, les comités d'usine exigent de contrôler les livres de comptes de l'entreprise pour vérifier si la direction était vraiment dans l'impossibilité de verser une augmentation aux travailleurs. Puis, ils exigèrent de vérifier si l'usine ne pouvait plus fonctionner normalement. *« Le comité institua alors son contrôle sur la gestion de l'entreprise (...). Mais ils s'aperçurent rapidement qu'un comité isolé était impuissant, car les classes dirigeantes réagissaient : elles arrêtaient les commandes ou les livraisons de matières premières. A cette date, où ils n'avaient agi qu'en ordre dispersé, ils apparaissaient déjà au patronat, nous dit Marc Ferro dans un autre ouvrage, La Révolution de 1917, comme l'institution la plus dangereuse pour l'ordre capitaliste. (...) Les "comités d'usine" franchirent le pas et coordonnèrent leur action à l'échelle régionale, puis à l'échelle nationale. Petrograd fut à l'avant-garde, une fois de plus, et dès la fin du mois de mai, on réunissait une conférence des comités d'usine de la capitale. Plus de 300 000 ouvriers étaient représentés par 499 délégués mandatés par 367 entreprises. (...) Pour la plupart, précise Ferro, ils professaient maintenant des opinions bolcheviks. »*

Les comités d'usine commencent à se comporter, plus ou moins consciemment, comme des centres autonomes de pouvoir. Et ils vont commencer à faire appliquer les 8 heures, avant même qu'un accord ait été conclu entre le Soviet et le patronat. Ce qui renforce la méfiance du Soviet, puisque ces comités ne se montrent guère obéissants. En fait, les comités d'usine sont tout à fait seuls. Les syndicats les regardent de haut. Ils les considèrent comme prenant un pouvoir qui devrait leur revenir, et surtout, ils lorgnent du côté du gouvernement provisoire, dont ils attendent de nouveaux postes et de nouvelles instances.

Mais rien de neuf, rien même de concret, ne sort du gouvernement provisoire. *« Certes, il avait ouvert les prisons, introduit les libertés, créé toutes sortes de commissions, lancé des proclamations en faveur des droits de la Pologne ou de la Finlande ; certes, il prononçait l'abolition de la peine de mort et annonçait l'abolition de l'ancien ordre politique et social, mais toutes ces mesures ne faisaient que consacrer la victoire de la révolution ; elles ne devaient rien à l'action des nouveaux dirigeants ».*

En réalité, ce gouvernement jouait la montre : la guerre, que tout le monde vomissait dans la population et dans l'armée, était un bon prétexte pour maintenir une situation d'urgence. Et les ministres ne pensaient qu'à rétablir la discipline dans les armées, remettre la société au travail. Les vrais changements, l'assemblée constituante, les réformes, on y réfléchira une fois la guerre terminée, en la gagnant d'abord, coûte que coûte.

Ne voyant rien venir de la révolution de Février, aucune amélioration de sa vie, le prolétariat fait ce qu'il sait faire, la grève. Le patronat réplique alors par une vague de lock-out, et menace d'amener les gens à la famine. Le monde ouvrier réagit alors, par des séquestrations de patrons, des occupations d'usines, au printemps 1917. Nouvelles fermetures d'usines, cette fois en prétextant la pénurie des combustibles ou les absences de livraisons. A ce moment-là, les ouvriers commencent à se saisir des usines pour les gérer eux-mêmes. Le mouvement s'étend surtout aux petites et moyennes entreprises. Réponse du patronat : par le biais des banques, il bloque les paiements, stoppe les livraisons, étouffe le mouvement.

Dans ce combat, les comités d'usine n'ont pas beaucoup de soutien. Les syndicats, dirigés encore par des mencheviks, ne les voient que comme des concurrents. Le Soviet, également dominé par les mencheviks approuve les revendications, mais condamne les séquestrations ou les occupations. Un seul parti, mais encore tout à fait minoritaire, les

soutient entièrement : les bolcheviks. Et une seule forme d'organisation leur vient en aide : les comités de quartier, leur voisinage. Eux aussi, un peu comme les comités d'usine, échappent à la direction des mencheviks et des partis en général.

Pour tenir face à la contre offensive des patrons, les comités d'usine ne voient qu'une solution : s'unir pour devenir plus forts. Ils décident de se fédérer à l'échelle de la capitale Petrograd. Ils mettent sur pied une Conférence de Petrograd, en attendant une prochaine étape qui vise à unir les comités d'usine de toute la Russie. « *Cette Conférence de Petrograd, s'exclame Ferro, avec son conseil (Le Soviet), fut la première institution créée ex nihilo par les classes populaires elles-mêmes. Elle naquit d'une initiative des usines d'armement, puis des entreprises regroupées d'un quartier de la capitale. Ensuite, en moins d'un mois, 367 entreprises organisaient leur conférence pour toute la capitale.* »

Le Soviet de Petrograd, soviet de députés ouvriers, encore largement dirigé par les partis menchevik et SR, ce soviet va purement et simplement ignorer le Soviet des comités d'usine. Et aucun de ses membres n'ira participer à ses débats. Du coup, se sentant seul et sans appui, le Soviet des comités d'usine envisage de se doter de sa propre défense, et pour cela il va s'adresser à la seule forme d'organisation où il a connu un soutien, les quartiers.

Les comités de quartier, bien qu'ils se soient multipliés après un appel du Soviet des députés ouvriers, se retrouvent considérés par les uns et les autres un peu comme les comités d'usine : mencheviks et SR n'apprécient pas qu'ils aient une certaine audace, qu'ils agissent souvent sans demander l'aval du Soviet des députés ouvriers. Eux aussi n'ont que le soutien des bolcheviks, encore minoritaires, même si leur position est en train de gagner de l'influence. Les comités de quartier, nous dit Ferro, « *se voyaient définir une triple mission : assurer l'application des décisions du Soviet, ménager la défense éventuelle de la ville, organiser une vie nouvelle dans les quartiers. Dans la réalité, ce fut cette troisième tâche qui l'emporta, le secrétariat de chaque comité étant enseveli sous les demandes individuelles : chômeurs, veuves de guerre, mal logés qui s'adressaient aux autorités nouvelles.* »

Par un phénomène comparable à celui que nous avons vu avec les comités d'usine, les comités de quartier, eux aussi, vont éprouver le besoin de s'unir : à l'initiative de soldats, au lendemain de la crise d'Avril 1917, -sur laquelle nous reviendrons dans un moment - s'organise une Conférence inter-quartiers. La conférence se choisit deux représentants pour participer au Soviet de Petrograd. Mais une fois encore, le Soviet refuse. Et cette fois, s'ils refusent de les accepter et leur donner une place, c'est que les quartiers sont en train de se radicaliser. Pourtant, les comités de quartier s'étaient donnés Anisimov comme président, un menchevik, et ce même Anisimov était membre du Soviet de Petrograd.

Outre donc les comités d'usine, les comités de quartier, une troisième forme d'organisation va surgir, que les partis socialistes ne contrôlent pas ou pas toujours comme ils l'auraient souhaité : c'est la garde Rouge. Leur naissance sera différente d'une ville à l'autre, les unes sont nées à l'initiative de bolcheviks, d'autres anarchistes, ou encore en lien avec le Soviet de députés local. Mais partout, ils se construisent en lien étroit avec les comités d'usine.

La raison qui pousse les ouvriers et les soldats à créer cette garde Rouge ? c'est qu'ils n'ont aucunement confiance dans les milices urbaines, mises en place par le gouvernement provisoire, et dont ils sentent que leur rôle n'est pas de protéger des intérêts de classe des travailleurs, mais reste dans l'ancienne logique de devoir protéger la propriété privée. Certes,

les ouvriers avaient mis en place des milices ouvrières en Février. Mais elles se sont vidées de leur contenu, et sont devenues une milice petite-bourgeoise dans la plupart des quartiers : *« les ouvriers l'ont quittée et elle s'est remplie de toute la racaille, de toute la jeunesse bourgeoise, et s'occupe de maintenir l'ordre, de protéger le régime en place et la propriété. »*

En tout cas, cette nouvelle garde Rouge, le Soviet des députés de Petrograd et le gouvernement provisoire la craignent ; ils vont négocier de la fusionner avec les milices urbaines. Mais les milices ouvrières le refusent.

Par ailleurs, dans les usines, des milices d'entreprise mises en place lors des événements de février, ont survécu. *« Tous les gardes rouges étaient ainsi des gardes d'une usine ; ce n'étaient pas des militants professionnels, des permanents, mais des ouvriers qui conservaient un lien organique avec leur entreprise ».*

Lors d'une réunion d'assemblée des représentants de quartiers au sujet de la garde Rouge, le 2 août 1917, sont représentés 11 quartiers : Vyborg, île Vasilievski, Narva, Moscou, Obukhov, Schlusel'burg, Okhta, Gorod, Petersburg, Neva, Peterhof. Un représentant fait une analyse rapide de la situation : l'armée est démoralisée, mais elle jouera un rôle si on la cimente avec des détachements d'ouvriers armés. Il faut construire un centre pour toute la ville. Il faut porter la question aux comités de quartier du parti bolchevik, qui ne s'en est pas encore occupé. Par contre, les mencheviks sentent l'aspiration des ouvriers à s'armer, la redoutent, et font tout pour s'emparer des centres de manière à l'empêcher.

Le représentant de Vyborg fait le point du nombre des ouvriers armés organisés par quartier : Vyborg en garde rouge et milice ouvrière, Narva 1200, Moscou 1300, île Vasilievski 2500, Obukhov 1400, Schlusel'burg 800, Okhta 500, Porophov 500, Gorod 400, Petersburg 1100 ; Neva 700, Peterhof 700. Conclusion du représentant de Schlusel'burg : *« Nous avons déjà une force immense : 14 000 ouvriers en armes. Nous n'avons pas à attendre et à faire des manières, il faut commencer à frapper les bourgeois. Si nous continuons à bavarder et à observer l'ordre, les ouvriers créeront leurs organisations en dehors de nous ».*

OCTOBRE 17, UNE PRISE DE POUVOIR DÉMOCRATIQUE

Nous avons évoqué la crise d'Avril 1917. Le 20 avril, le comité bolchevique de Petrograd, sans doute plus conscient, plus mobilisé que d'autres, prend l'initiative de lancer une manifestation offensive, avec pour mots d'ordre « A bas le gouvernement provisoire », « Vivent les soviets ». Pour le comité central et pour Lénine, c'est trop tôt, c'est trop offensif. La population n'a pas encore eu le temps de vérifier qu'on ne pouvait absolument pas compter sur le gouvernement provisoire pour changer les choses, et celui-ci pourra donc recruter des forces, voire réagir violemment en trouvant des forces. La population a les armes, ce n'est pas par la force que le régime tient encore, mais par la duperie. Il faut d'abord expliquer, dénoncer.

Suite à cette crise, le gouvernement décide de prendre des ministres socialistes, et il les choisit parmi les leaders du Soviet. Dès lors, SR et mencheviks vont devenir la cible des bolcheviks. En juin, le gouvernement provisoire interdit une manifestation appelée par les bolcheviks et en organise une par lui-même. Mais le travail des bolcheviks réussit à faire que

ce sont leurs slogans qui sont, et de loin, les plus nombreux : « *A bas les dix ministres capitalistes ! A bas l'offensive ! Tout le pouvoir aux soviets !* ».

En tout cas, avec la manifestation de juin, les dirigeants socialistes du Soviet de Petrograd réalisent qu'ils ont perdu leur prestige. Ce sera pire, en juillet, puisque les manifestations obéiront alors à d'autres institutions que le Soviet des députés ouvriers, et qui sont le soviet des comités d'usine, le soviet des comités de quartier. En juillet, c'est en effet un autre organisme bolchevik qui se lance à l'assaut et pas n'importe lequel : son appareil militaire. Une nouvelle fois, la direction bolchevik n'est pas d'accord pour aller vers une offensive décisive. Alors, elle aiguille le mouvement de manière à éviter l'affrontement, qu'elle juge précoce. Profitant de ce recul, le gouvernement va alors lancer une chasse contre les bolcheviks, accompagnée d'une propagande hostile : ce sont des alliés de l'Allemagne, ce sont des traîtres, ils reçoivent de l'argent allemand, etc.

Enfin, en août, les forces réactionnaires tentent de réaliser un putsch militaire, dirigé par le général Kornilov, pour écraser la révolution en commençant par Petrograd. Les bolcheviks sont maintenant majoritaires à de nombreux niveaux. Toutes les forces révolutionnaires s'organisent à la base, les uns sabotent les rails ou aiguillent les convois militaires sur de faux itinéraires, les autres interceptent les conversations téléphoniques, et la ville se barricade. Le putsch va s'effondrer sur lui-même, échouant lamentablement.

A partir de ce moment, Lénine est pour lancer l'insurrection, prendre le pouvoir, et ne plus attendre la mise en place de l'assemblée constituante. Pour lui, elle fait partie du parlementarisme, qu'il dénonce dans son ouvrage *L'Etat et la Révolution*, rédigé entre Février et Octobre. « *Le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées agissantes (...) un organisme non parlementaire mais agissant, comme la Commune de Paris. Même dans une république russe, république démocratique bourgeoise, tous les vices du parlementarisme sont apparus avant que ne s'instaure un véritable parlement.* »

Lénine n'envisage pas de gagner, comme le font les socialistes, une majorité représentative électorale, selon le mode de fonctionnement du parlementarisme bourgeois, censé légitimer l'appropriation de l'appareil d'Etat. Pour lui, cet appareil d'Etat est inefficace pour la révolution sociale ; il s'agit de le détruire et de le remplacer par un autre. Ce pouvoir nouveau, Lénine l'entrevoit maintenant dans les soviets.

Lénine n'est pas un fétichiste des soviets. En juillet, on voit les soviets locaux s'effacer, et Lénine propose alors de retirer le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviets* ». Il le reprendra après avec le putsch de Kornilov, qui les voit réapparaître. Entre temps, « *la colère des travailleurs et des soldats ont joué en faveur d'une relève de la direction des soviets locaux. Elle profite aux bolcheviks.* »

Sa première lettre, en septembre, réclamant la mise à l'ordre du jour de l'insurrection, est incomprise, brûlée par le comité central bolchevik. Mais il rentre et travaille d'arrache pied à convaincre son parti. Début octobre, la majorité du comité central est d'accord avec lui, mais pas unanime.

L'occasion de l'insurrection aura lieu le 24 octobre, car le gouvernement fait poser des scellés sur l'imprimerie bolchevique. Dans la nuit du 24 au 25 octobre, quelques milliers de

gardes rouges partent contrôler gares, centrale électrique, arsenaux, entrepôts, imprimeries. Ils libèrent les militants encore emprisonnés. A l'aube, ils occupent le central téléphonique et la banque d'Etat. Le Palais d'hiver se rend le 26 au matin. Kerenski s'enfuit.

Pour Marc Ferro, les choses sont claires : la révolution d'Octobre n'a pas été ce coup de force mené par un tout petit nombre de bolcheviks que disent les historiens qui lui sont hostiles. Et elle n'est pas non plus ce mouvement de masse qu'un seul homme providentiel, Lénine, saura mener à l'aboutissement ultime, tel que le décrivent d'autres qui se veulent admiratifs de la révolution. Pour Ferro, l'insurrection d'Octobre n'a fait que légitimer « *un changement de pouvoir qui ne parvenait pas à se réaliser. La "conquête" du pouvoir "par les bolcheviks" substitua en fait au vieil appareil d'État, demeuré en place sous Kerenski toute une constellation de comités et soviets qui exerçaient une partie du pouvoir d'État, mais n'osaient ou ne pouvaient pas en assumer la totalité. L'insurrection d'Octobre les légitima. Elle libéra la formidable énergie de ces milliers de comités et autres institutions populaires* ».

Le parti bolchevik, nous dit encore Ferro, n'est pas pour grand chose dans ce qui se passe au lendemain de l'insurrection d'Octobre : « *Certes, les dirigeants du parti confisquent bien le pouvoir suprême, mais, à ses débuts, ce pouvoir bolchevik n'atteint guère les profondeurs de la société : il concerna seulement la conduite de la politique étrangère, l'installation du pouvoir d'État, la lutte contre les adversaires du nouveau régime, la "grande Histoire". Ce furent bien les soviets qui exercèrent le pouvoir sur la société. Non pas tellement les Congrès des Soviets, instances suprêmes réunies à peine quelques jours pour entériner les grandes décisions (dissolution de l'assemblée constituante, paix de Brest-Litovsk, etc.) mais bien la multitude des soviets locaux et comités de toute nature.* »

LA BUREAUCRATISATION ET SES RACINES

Les bolcheviks, nous l'avons vu, n'ont eu de cesse de soutenir tous les organismes spontanément créés par les masses en révolution : comités d'usine, comités de quartier, garde rouge. Et c'est aussi pour cela qu'ils ont gagné la confiance populaire. Certes, ils ont pratiqué, on l'a dit, les mêmes petites manœuvres aux sommets du Soviet, des syndicats, que les autres partis politiques, manœuvres qui déforment ou limitent la nouvelle vie démocratique née d'en bas. Mais cela ne les a pas empêchés de gagner l'opinion. Ils ont su attendre que celle-ci soit réellement convaincue que les autres forces politiques n'étaient pas dignes de confiance. Et ils l'ont aidée à remporter la victoire de la prise du pouvoir à ce moment-là. L'on peut donc dire que leur attitude a été, sur le fond, démocratique.

N'empêche ! Aux procédés de bureaucratisation que l'on a vus se mettre en œuvre dès le premier jour du premier soviet, du fait des directions des partis socialistes, vont s'ajouter d'autres pratiques. Ferro les appelle « la bureaucratisation par le bas », par opposition à celle que l'on a déjà vue. Et il donne l'exemple des comités de quartier.

Une statistique nous dit que sur un échantillon de mille membres des soviets de quartier, 60% sont des ouvriers, qui travaillent dans le quartier, 25% sont des soldats encasernés dans le quartier, 10% sont des militants syndicaux et 5%, enfin, sont des employés, fonctionnaires ou professions libérales diverses.

« *À les suivre de près, nous dit Ferro, on observe que, pendant quelque temps, ils n'abandonnent pas complètement leur activité d'origine. Ils passent une partie de la journée*

à l'usine ou à la caserne, une autre au comité. Plus tard, dès qu'ils reçoivent une rémunération du comité, ils cessent d'être tout à fait des travailleurs d'usine ou des soldats ; ce sont des permanents qui s'acquittent de responsabilités, non pour un parti politique, mais pour des concitoyens ; ils leur trouvent un logement, les aident à percevoir une pension, assurent la garde des enfants, etc. Avec le temps, ils se séparent de plus en plus de leur groupe social d'origine, ne sont plus ouvriers ou soldats que de nom, et leur mode de vie diffère de plus en plus de celui de leurs anciens camarades d'usine ou de régiment. (...) Ils constituent ainsi un groupe social nouveau dont les caractéristiques se sont dégagées peu à peu : nouvelle source de revenus, activité inédite dans la société, solidarité fonctionnelle avec le parti bolchevik, rupture avec les activités de leur classe d'origine. »

Finalement, au bout d'un certain temps, note Ferro, ce sont des permanents qui se mettent en place, le nombre de personnes qui viennent aux réunions se met alors à diminuer, les assemblées deviennent moins fréquentes, alors que les réunions restreintes du comité exécutif le sont plus.

Que pourrait-on faire très concrètement pour limiter les risques d'une telle bureaucratisation « par en bas » ? Tant que l'on reste imprégné par les habitudes de la démocratie bourgeoise, il n'y a pas vraiment de solution. Mais si l'on se souvient de la démocratie bien plus profonde, socialement, qu'a connue Athènes, on voit une possibilité. Si la population d'un quartier a les moyens financiers, humains, organisationnels, de se doter de quelques personnes dont cela devient le nouveau métier que de s'occuper des permanences du comité de quartier, elle devrait avoir aussi bien les moyens de mettre en place un tirage au sort, pour des périodes limitées, avec des règles obligeant à une rotation de cette responsabilité, le tout avec l'idée de faire participer non pas une personne qui devient un spécialiste, mais le plus grand nombre possible de volontaires.

Et l'objectif serait de veiller à ce que cette nouvelle pratique devienne une habitude au bout d'un temps suffisant, de manière à ce qu'elle soit finalement une seconde nature, et ne risque plus de tomber dans la forme de bureaucratisation que l'on veut justement éviter.

Dans le cas de la jeune URSS, les permanents des comités de quartier vont devenir des soutiens inconditionnels du régime bolchevik. Ils en accepteront toutes les attitudes, car leur existence est liée au nouveau pouvoir. C'est donc un corps séparé de la population, mais qui provient des milieux populaires, qui se greffe ainsi à l'État nouveau en train de se former. C'est le cas dans les quartiers. C'est aussi le cas des anciens gardes rouges, qui seront incorporés dans l'Armée rouge, et qui passeront ensuite dans l'administration. Comme les anciens ouvriers des comités de quartier, ces anciens paysans sont attachés au nouvel État et se montrent inconditionnels du nouveau régime, y compris lorsque les bolcheviks sont seuls à assurer le pouvoir.

On le voit, les choses sont complexes. Car d'un côté, on assiste « *pour la première fois*, dit Ferro, au fait que *les classes populaires participaient ainsi massivement à l'exercice du pouvoir, et en province peut-être de façon plus frappante encore qu'à Petrograd* ». Mais cette participation, qui ressemble encore un peu trop à la manière de gouverner du monde bourgeois, est propice à développer une nouvelle caste séparée, une nouvelle bureaucratie, et par voie de conséquence, au lieu de favoriser l'extinction de l'État, le voit s'enkyster, même si c'est sous une forme différente de celle que l'on avait pu connaître auparavant.

Un rapport de la revue *Kommunist* éditée par les communistes de gauche, écrit ainsi dès 1918 : « *Après avoir détruit l'ancien appareil d'État et écarté les fonctionnaires qui l'avaient servi, la révolution d'Octobre a mis la classe ouvrière devant la nécessité de créer une nouvelle machine étatique, adaptée au changement de régime social. Un vaste champ s'est ouvert pour un travail actif d'organisation et des dizaines de milliers de gens ont reçu la possibilité d'utiliser leurs dons et leurs capacités dans les organisations soviétiques. De qui se composait cette armée de permanents des Soviets qui s'est ruée sur les divers commissariats et commissions, directions et sections, bureaux et comités ?*

« *Évidemment, les vieux militants expérimentés du parti y ont pénétré en priorité ; cependant, si nous voulons être de sobres réalistes, il nous faut reconnaître que seule une partie insignifiante d'entre eux est suffisamment active pour penser au développement ultérieur de la révolution, à son mouvement en avant ; quant à la majorité des membres du parti, fatigués des longues pérégrinations de l'émigration, de l'activité épuisante de la clandestinité, de la vie pleine de dangers du révolutionnaire, aujourd'hui, après la victoire du prolétariat, elle aspire à une activité tranquille et pacifique lors de la construction du socialisme : ce groupe est enclin à considérer sa présence dans les organisations soviétiques comme l'achèvement naturel et le couronnement de son dur travail préalable et, malgré lui, il commence à adopter une attitude hostile et à éprouver une crainte cachée à l'égard de toutes les mesures extrêmes, susceptibles de troubler la tranquillité acquise avec tant de peine. »*

Le journal énumère ensuite une couche semi-intellectuelle, qui n'avait pas de débouchés sous l'ancien régime, et qui vient d'en trouver un, du fait du sabotage technique par l'ancien personnel. Et il y a également « *ce public sans vergogne qui est prêt à servir n'importe qui et sous n'importe quel régime et qui aujourd'hui, sans la moindre lutte intérieure, "s'est infiltré" dans le pouvoir soviétique* ». Ainsi qu'une « *multitude de techniciens et spécialistes de toute sorte qui n'éprouvent aucune sympathie pour le pouvoir des Soviets et qui ne se sont mis à son service que pour toucher beaucoup d'argent* ».

Ce texte, qui date, répétons-le de 1918, conclut ainsi : « *Nous sommes loin de soutenir que le personnel soviétique s'est déjà transformé en une bureaucratie de la dernière édition, aussi irrémédiablement coupée des masses que ce qui est arrivé, par exemple, avec les cadres supérieurs des syndicats allemands, mais il est incontestable qu'il existe une tendance en ce sens. Il va de soi qu'il n'est pas question ici de la mauvaise volonté d'individus isolés ni d'une quelconque originalité de la révolution russe : un tel danger menace n'importe quelle révolution socialiste, car le régime capitaliste a pris toutes les mesures pour détruire à la racine toute initiative des masses et pour les habituer à l'idée que l'administration de l'État doit se faire en dehors d'elles par des gens spécialement instruits pour cela (les fonctionnaires).* »

Une fois victorieux, les bolcheviks mettent en place de nouvelles institutions, tels le Commissariat aux nationalités, le Komintern, le Kominform, où sont placés des militants éblouis, russes ou non russes, qui vont servir de diverses couvertures aux bolcheviks. S'en suivent des décisions que Ferro qualifie d'autoritaires : tous les membres du nouveau gouvernement, qui prend le nom de Soviet des commissaires du peuple, tous sont bolcheviks ; il n'y a même pas un SR de gauche, ce que critiquent y compris des bolcheviks eux-mêmes.

S'en suit un décret qui suspend les journaux « *hostiles au pouvoir des soviets* », sans même que les soviets soient consultés. En fait, c'est toute la presse qui est contrôlée. Pour Ferro, les bolcheviks pratiquent ainsi l'amalgame, dès le premier jour du nouveau pouvoir.

Puis ce sont des actes autoritaires qui vont viser les oppositions politiques, surtout socialistes et anarchistes. Après un attentat commis par un SR de gauche contre l'ambassadeur d'Allemagne pour protester contre la paix de Brest-Litovsk, Lénine fait arrêter tous les délégués SR de gauche au 3^e Congrès des Soviets. En avril 1918, 600 anarchistes sont arrêtés.

Toutes ces pratiques sont, au moins discutables, si ce n'est condamnables. Avec le recul que nous connaissons aujourd'hui, en sachant ce que sera le pouvoir prétendument soviétique qui va s'instaurer, on ne peut qu'être indigné devant de tels actes. Mais si l'on se replace en cette fin d'année 1917, on a une perspective sensiblement différente. L'immense majorité de la population laborieuse est acquise aux bolcheviks, qui seuls ont osé en finir avec l'ancien pouvoir. Et cette population n'a absolument pas en tête une vision qui serait pluraliste de la démocratie. Les soviets locaux n'attendent même pas les décrets de Petrograd ou de Moscou pour prendre toutes les mesures les plus radicales.

Ferro parle d'un absolutisme communiste, celui des bolcheviks, mais aussi d'un « *absolutisme des soviets* », du peuple : « *On assiste à un double mouvement : d'une part, un mouvement émanant du parti communiste qui triomphe de ses adversaires politiques, les liquide et se substitue d'abord aux soviets, à d'autres institutions ensuite, les maintenant ou non en place pour autant qu'il agit par le relais de leur légitimité ; d'autre part, un mouvement émanant de la société qui envahit les institutions nouvelles, y compris le parti.* »

En fait, la radicalisation des masses, qui n'a cessé de monter jusqu'à l'insurrection d'Octobre, va soudain exploser, passant à un niveau encore au-dessus, amenant les ouvriers à s'organiser et commencer à vouloir imposer leurs volontés dans les usines, les paysans à s'emparer d'une partie des terres. Et comme, seuls depuis les débuts de la révolution, les bolcheviks avaient refusé de collaborer avec le gouvernement socialiste, les masses elles-mêmes se comportent comme si elles ne souhaitent voir que des bolcheviks gérer le pouvoir. Pire, la résistance des grands propriétaires, des patrons d'usine, va exaspérer plus encore ces masses, au lendemain d'Octobre, les obligeant à des mesures de force, laissant encore moins place à toute idée de pluralisme politique.

« *Spontané, l'absolutisme populaire ne fut pas nécessairement violent, au moins à l'origine. À la campagne comme à la ville, il exprimait une certitude : sa foi en un régime social fondé sur le juste droit, sur l'équité. À la campagne par exemple, les moujiks entendaient partager les terres que le grand propriétaire laissait en friches, ses forêts. Son refus les amena à instituer le partage égal des terres, chacun disposant d'un nombre de déciatines proportionnel au nombre de bouches à nourrir ; il n'y eut pas de dépossession totale. Devant un nouveau refus, la colère et la violence prirent la relève des bons sentiments, le coq rouge se mit à chanter, le sang coula et les demeures flambèrent. Le processus fut le même à la ville. Les travailleurs demandaient que leur fussent accordées des conditions de vie moins inhumaines. Ce fut le refus, brutal ou rusé, des possédants, qui amena l'occupation des usines, la séquestration des patrons, puis, après Octobre, la vengeance contre les bourgeois.* »

Et Ferro de conclure : « *La terreur politique, qui écarte bientôt tous les non-bolcheviks des institutions révolutionnaires, fonctionne à la base des institutions **avant même** que le pouvoir bolchevik ne déclare illégaux les autres partis socialistes.* »

Le parti bolchevik ne réussira pas à empêcher que sa situation de parti unique, se considérant seul représentant du prolétariat ne devienne un parti dictatorial et au bout du

compte un parti contre-révolutionnaire, qui va user de l'autorité morale de la réussite d'Octobre pour mieux contrôler et asservir les jeunes communistes du monde entier au travers du contrôle des organisations qu'ils créent. Le stalinisme, victorieux des dernières forces révolutionnaires, va ainsi dévoyer le combat social pour plusieurs générations.

EN CONCLUSION

En conclusion de cette étude, nous pensons pouvoir répondre ici au monde bourgeois lorsqu'il accuse le programme communiste d'avoir mené l'URSS à la dictature et au totalitarisme. Pour nous, c'est très exactement le contraire qui s'est produit. Ce sont les restes des pratiques bourgeoises en matière de vie politique et de démocratie qui ont fait dégénérer l'URSS et sa révolution. Tout ce qui fait des professionnels de la politique, ou de l'administration de l'Etat, est dangereux. Les habitudes démocratiques bourgeoises sont dangereuses : l'élection est dangereuse, puisqu'elle sélectionne des personnes particulières, au-dessus de celles et ceux qui les ont élues.

Lénine s'est-il trompé lorsqu'il décrit dans l'Etat et la révolution la nécessité de mettre en place un Etat ouvrier de transition au lendemain de la révolution (tout en soulignant que cet Etat est déjà en voie d'extinction) ? Nous ne le pensons pas. Car ce qui se passe en Russie à partir du 28 Février 1917, c'est bel et bien la mise en place, spontanée, d'un Etat ouvrier. C'est la mise en place d'une force organisée de la population, pour commencer à exiger, puis à imposer aux couches dirigeantes, des changements sociaux.

Si erreur il y a, elle a été dans la suite des événements. Personne n'a vu ou su voir en quoi consistait la mise en place de permanents, devenant des spécialistes et des experts, qui finiront par former une couche de dirigeants, au mode de vie et aux intérêts séparés et distincts de la population elle-même. Nous l'avons souligné avec le cas des comités de quartier.

Nous sommes conscients de ne pas disposer des réponses à tous les problèmes qui se sont posés et que nous avons croisés dans cette étude. Mais nous pouvons affirmer que, non, ce ne sont pas les spécificités du véritable programme communiste qui ont failli et perverti la jeune URSS, ce sont au contraire les gestes, les pratiques, les restes du vieux système démocratique bourgeois, encore trop présent, trop repris, pas assez libéré, qui ont fini par étouffer l'idéal révolutionnaire.

Il reste encore des questions sans solution, auxquelles seuls de futurs événements pourront apporter des réponses. Il y a en particulier les problèmes que posent les fonctionnements naturels des partis politiques : l'objectif d'hégémonie qu'ils se donnent, leur étanchéité envers ceux qui n'adhèrent pas, leur méfiance envers toute autre organisation que la leur et qu'ils ne contrôlent pas, leur recherche systématique de ce contrôle.

Notre programme doit permettre que les mêmes qui travaillent et sont exploités puissent, en même temps, faire de la politique, être membres des comités divers, exercer un contrôle le plus entier sur la nouvelle vie. Il nous semble vital qu'une place réelle soit partout et en tous temps laissée à ceux que l'on peut appeler les militants du mouvement : sans adhérer à l'une ou l'autre des organisations déjà en place, ils ou elles font le mouvement.

Si l'on veut donc éviter que se forme une nouvelle couche séparée de la population elle-même, nous ne voyons qu'une solution : du côté de l'idée athénienne de participation très large de la population à la vie politique, par le partage des tâches ou des postes, par une limitation à un ou deux ans à ces postes, par des mesures particulières qui permettent de maintenir à l'écart du pouvoir les experts dont on peut avoir besoin, et par un tirage au sort qui mette tout le monde à égalité.

Certes, le mouvement ouvrier, que ce soit du vivant de Marx avec la Commune de Paris, ou avec l'avancée au niveau d'un pays qu'a été la Révolution russe, n'a jamais envisagé l'idée du tirage au sort. Nous l'avons déjà dit avec la Commune de Paris, sans doute est-ce dû au fait que le mouvement ouvrier a dû longtemps combattre pour simplement avoir le droit de vote, et que ce long combat a fini par idéaliser un peu trop le principe de l'élection. D'ailleurs, aujourd'hui encore, un sincère droit de vote est loin d'être simplement donné à l'ensemble de l'humanité.

Le problème, c'est que la simple élection, nous l'avons souligné, amène au pouvoir d'une manière que l'on peut dire héritée d'un long passé, des catégories plus favorisées. Dans le cas de la classe ouvrière, nous avons étudié par ailleurs qu'existe ou que se forme, partout, toujours, dans quelque partie de la classe ouvrière que l'on considère, une fraction que nous appelons aristocratie ouvrière. Et cette fraction aura pour réaction, elle aussi héritée du passé, de préférer en finir avec les bouleversements révolutionnaires, puisqu'elle se vit d'ores et déjà comme plus favorisée, ayant échappé à la prolétarisation.

Nous sommes pour notre part convaincus, si l'on veut que ceux qui travaillent soient ceux qui mènent et dirigent la vie politique, et que ne s'instaure pas une séparation mortelle, qu'il faudra en revenir à une forme de gouvernement qui reprenne les idées essentielles de la démocratie athénienne. Mais il est hors de question qu'un militant se mette, tout d'un coup, dans le cadre d'une grève par exemple, à demander un tirage au sort. Le mot et la pratique ne peuvent que faire penser à des jeux de hasard, avec leur côté de tricherie, puisque, par derrière, c'est l'État qui est le vrai gagnant. Nous sommes donc obligés de procéder plus ou moins progressivement.

Aussi les militants des luttes à venir devraient-ils sans doute s'attacher à profiter des moments de lutte pour commencer par instaurer ce qui est le pendant au tirage au sort et peut en préparer l'idée : une rotation des tâches, ouverte au plus grand nombre possible de volontaires. L'idée de tirage au sort pour déterminer le choix n'est alors plus bien loin. Elle rendra alors nettement plus claire celle qui met vraiment tout le monde à égalité, et qui rend tout un chacun capable de participer pleinement, l'idée que la direction de notre vie peut être réellement partagée par tous, et non pas déléguée à des « représentants ».

BIBLIOGRAPHIE

Bernard Manin, Principes du gouvernement représentatif,
Champs essais Flammarion n° 820, 1996

Paulin Isnard, La démocratie contre les experts, Les esclaves publics en Grèce ancienne
Seuil 2015

Pierre Clastres, Cahier rédigé par Miguel Abensour et Anne Kuplec
édition Sens & Tonka 2011

Jan-Werner Müller, Qu'est-ce que le populisme ?
essais folio 634 Gallimard 2016

Michel Offerlé, Un homme, une voix ? histoire du suffrage universel,
Découvertes Gallimard n°167, 1993

Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, La démocratie de l'abstention,
folio actuel n° 129, Gallimard 2007

Arjun Appadurai, Zygmunt Bauman, Nancy Fraser, Eva Illouz, Ivan Krastev, Bruno Latour,
Paul Mason, Pankaj Mishra, Robert Misik, Oliver Nachtwey, Donatella della Porta, César
Rendueles, Wolfgang Streeck, David Van Reybrouck, Slavoj Zizek,
L'âge de la régression, Pourquoi nous vivons un tournant historique, Premier parallèle 2017

Tom Thomas, Le capital automate,
éditions Jubarte 2017

Karl Marx, La guerre civile en France 1871,
éditions sociales 1968

Marc Ferro, La révolution de 1917,
Albin Michel 1967, 1976, 1997

Marc Ferro, Des soviets au communisme bureaucratique,
folio histoire, Gallimard 1980/2017

Lutte Ouvrière, Turquie printemps 2015, Les travailleurs de la métallurgie en lutte
supplément au n° 2476

octobre 2018